

Paule Lejeune

Pratique militante & écrits d'un ouvrier communard

EUGÈNE VARLIN



PRATIQUE MILITANTE & ÉCRITS D'UN OUVRIER COMMUNARD

Réédition de l'ouvrage paru en 1977
chez MASPERO

ISBN : 2-7475-2004-8

Eugène Varlin

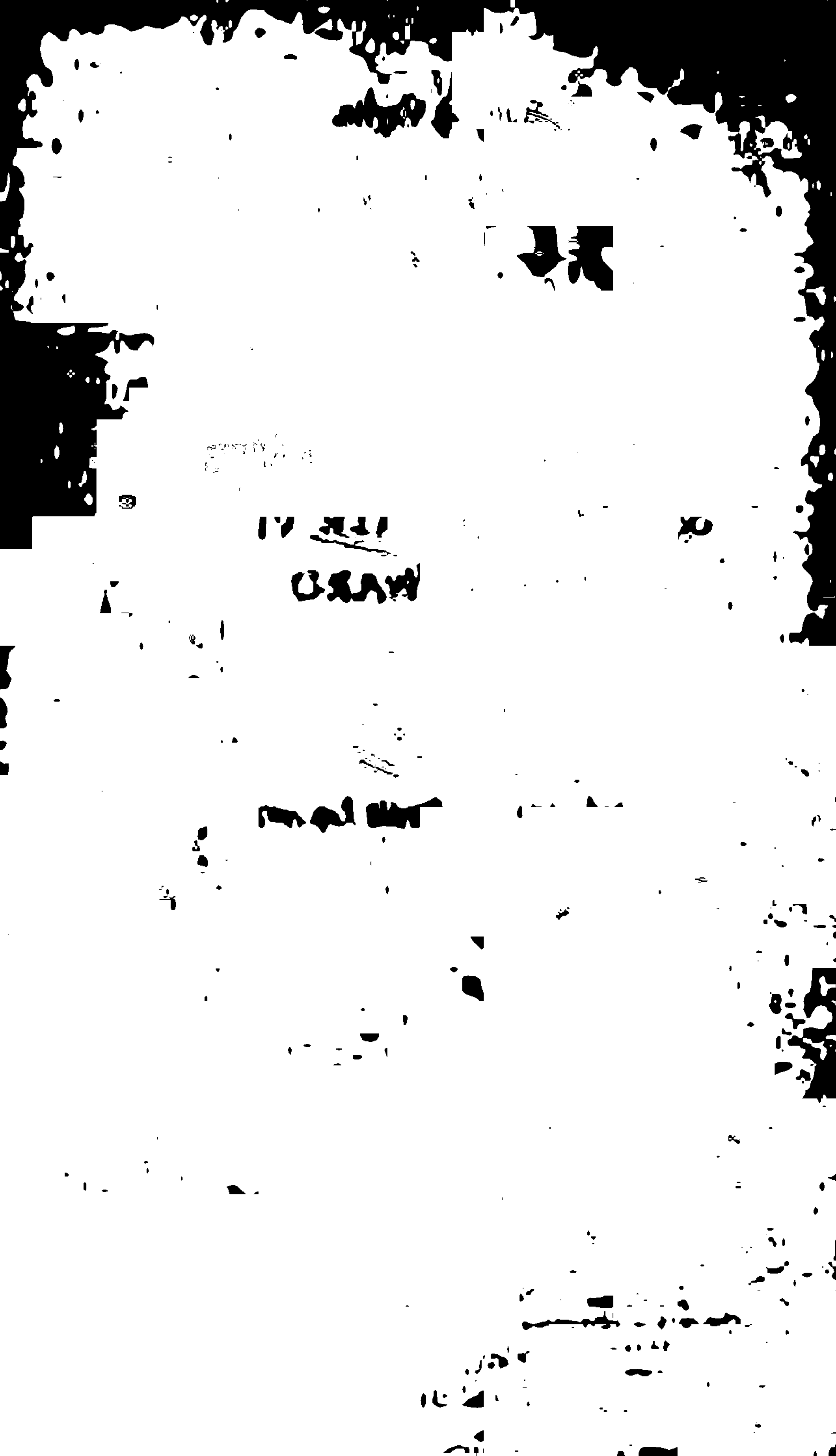
PRATIQUE MILITANTE & ÉCRITS D'UN OUVRIER COMMUNARD

Présenté par Paule Lejeune

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
France

L'Harmattan Hongrie
Hargita u 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE



Fils de paysans pauvres

Eugène Varlin naît en 1839 à une époque où la classe dominante va chercher dans les campagnes les plus reculées, et presque au berceau, une force de travail au rabais qui lui permet un profit fabuleux ; elle soumet en effet des gamins et des gamines, dès l'âge de six ans, à une torture quotidienne que décrit le médecin progressiste Villermé :

Ils restent seize à dix-sept heures debout chaque jour, dont treize au moins dans une pièce fermée, sans presque changer de place ni d'attitude. Ce n'est plus là un travail, une tâche, c'est une torture ; et on l'inflige à des enfants de six à huit ans, mal nourris, mal vêtus, obligés de parcourir, dès cinq heures du matin, la longue distance qui les sépare de leurs ateliers, et qu'achève d'épuiser, le soir, leur retour de ces mêmes ateliers. Comment ces infortunés, qui peuvent à peine goûter quelques instants de sommeil, résisteraient-ils à tant de misère et de fatigue ? C'est ce long supplice de tous les jours qui ruine principalement leur santé dans les filatures de coton.

Ce spectacle, c'est celui que pouvaient contempler chaque jour les parents du petit Varlin, puisque dans le village de Seine-et-Marne où ils habitaient — à Voisins, près de Claye — prospéraient plusieurs industries dont une fabrique d'indiennes.

Ils n'étaient guère riches, les Varlin : le père louait ses bras comme ouvrier agricole et cultivait, après ses interminables journées de salarié, quelques lopins durement acquis de génération en génération, sans posséder même un cheval pour labourer.

Malgré cette condition de paysans pauvres, les Varlin ne s'en laissaient conter ni par le curé ni par la propagande de la bourgeoisie, qui ne cessait d'étaler les bienfaits du travail pour les jeunes enfants ; tel ce ministre du Commerce qui, en 1840, avait déjà compris le rôle du conditionnement : « L'admission des enfants dans les fabriques dès l'âge de huit ans est pour les parents un moyen de surveillance, pour les enfants un commencement d'apprentissage, pour la famille une ressource. L'habitude de l'ordre, de la discipline et du travail doit s'acquérir de bonne heure et la plupart des mains-d'œuvre industrielles exigent une dextérité, une prestesse qui ne s'obtiennent que par une pratique assez longue et qui ne peut être commencée trop tôt. L'enfant entré à huit ans dans l'atelier, façonné au travail, ayant acquis l'habitude de l'obéissance et possédant les premiers éléments de l'instruction primaire, arrivera à dix ans plus capable de supporter la fatigue, plus habile et plus instruit qu'un enfant du même âge élevé jusque-là dans l'oisiveté et prenant pour la première fois le tablier du travail. » Les Varlin, eux, ne souhaitaient nullement que leurs enfants acquièrent aussi précocement l'habitude de l'obéissance et firent tous les sacrifices pour qu'ils aillent à l'école.

Et la première chance d'Eugène Varlin fut en effet d'être soustrait à ce bagne de l'enfance au travail et de pouvoir aller à l'école voisine, à Claye, jusqu'à treize ans, ce qui lui permit de s'emparer des clés du savoir : la lecture, l'écriture, le calcul.

La seconde chance de Varlin fut peut-être d'avoir vécu auprès d'un grand-père à la personnalité républicaine si marquée et si notoire qu'en 1848 — à soixante-quinze ans ! — il devient membre de sa municipalité.

De février à juin 1848, durant ces quelques mois d'euphorie républicaine, on peut imaginer le climat d'espérance et de liberté conquise dans lequel vécut le petit Varlin, et toute la remontée des souvenirs de la grande Révolution évoqués par les anciens du village. Varlin n'eut pas besoin d'attendre l'âge de vingt ans, comme Jules Vallès par exemple, pour rencontrer le peuple et son passé dans des livres interdits : au fil des veillées, il fut en effet imprégné des récits de lutte contre les tyrans ; il fut élevé dans le culte de la liberté et du savoir et dans la confiance en l'avenir meilleur des masses.

Cette culture orale, populaire, permettait de neutraliser les effets d'une école que la révolution de 1848 n'eut point le temps de transformer, et qui restait dans la plus étouffante tradition de morale chrétienne. Thiers ne déclarait-il pas : « Je demande que l'action du curé soit forte, beaucoup plus forte qu'elle ne l'est, parce que je compte beaucoup sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici pour souffrir. » Et l'économiste bourgeois, Adolphe Blanqui, le frère du révolutionnaire, de laisser transpirer en 1848 la grosse frousse de la bourgeoisie concernant l'instruction :

Apprendre à lire et à écrire à des enfants, c'est chose utile et sage, sans doute, à condition qu'on ne leur aura pas fourni seulement un instrument de ruine et de perdition, au lieu d'un élément salutaire de perfectionnement moral. Car si les enfants ne devaient jamais lire que des journaux incendiaires ou des livres obscènes, mieux vaudrait cent fois pour eux la vieille

et loyale ignorance de leurs pères, mieux vaudrait rétrograder vers l'origine des âges que d'empoisonner des générations tout entières de doctrines anarchiques et antisociales, telles que celles qu'on essaie de propager de nos jours.

Arraché à l'isolement des campagnes

La troisième chance de Varlin fut d'être envoyé par ses parents chez un oncle, maître relieur à Paris. Il allait apprendre un vrai métier permettant de conjuguer à chaque instant le travail du cerveau et de la main, et un métier qui le mettait en contact avec les livres ; privilège de taille à une époque où l'accès au savoir était quasiment réservé à la classe dominante et où le moindre volume coûtait plusieurs journées de travailleur manuel.

De plus, il était arraché à l'isolement des campagnes et à leur isolement culturel pour vivre maintenant dans la capitale. Et n'oublions pas que le Paris de ces années-là était un haut lieu de concentration ouvrière, puisqu'on y comptait une population industrielle active de 407 500 travailleurs, hommes, femmes, enfants, soit plus de 40 % de la population totale. Le préfet Hausmann n'était pas encore passé par là pour éventrer les vieux quartiers populaires et rejeter loin du centre les ouvriers.

C'était donc à Paris que d'année en année, de grève en barricade, d'émeute en révolution, se menait le plus intensément le combat classe contre classe. Si nous comparons le destin de Varlin avec celui d'un autre prolétaire, Norbert Truquin, nous voyons que ce dernier, constamment obligé pour gagner son pain d'errer d'une ville et d'un métier à l'autre, acquit certes une grande puissance d'analyse critique, mais ne put passer

à l'action militante, faute de continuité et de structures solides.

Varlin, lui, n'exercera qu'un seul métier, dans une seule ville ; il aura donc la possibilité de nouer des liens avec ses camarades, d'organiser la lutte, d'avancer toujours plus avant dans la voie révolutionnaire.

Il ne faudrait pas croire toutefois que, parce que Varlin échappait aux travaux forcés des grandes fabriques, il allait avoir une adolescence douillette. La vie d'apprenti était très dure, aussi dure parfois que celle de petit rattacheur de fils dans une usine textile. De l'aube à la nuit, c'était le travail, les corvées qui souvent n'apprenaient que les rudiments du métier, la dépendance absolue, matérielle et morale, comme en témoigne, par exemple, le menuisier Agricol Perdiguier dans ses Mémoires d'un compagnon :

M. D... me donnait la nourriture et le coucher, rien de plus ; pas le moindre petit encouragement. Il me faisait lever chaque matin, hiver comme été, avant cinq heures, et travailler jusqu'à huit et neuf heures du soir. Les repas, nous les prenions en un instant. Dans le cours de la journée, qu'il fût présent ou non, j'employais mon temps le mieux que je le pouvais ; le dimanche, je mettais de l'ordre dans l'atelier, dans le grenier, où étaient les bouts de bois, et je n'étais guère libre avant dix heures ou midi. J'étais timide, très sensible ; pour peu qu'on m'eût grondé, j'en eusse été au désespoir.

Je couchais au troisième étage ; M. D... avait sa chambre au-dessous. Il m'éveillait le matin en cognant contre son plafond avec une sorte de barre. Il n'avait point à sortir de son lit. Une nuit, il frappe. Je me lève. Mais j'étais encore fatigué, j'avais encore sommeil. Je regarde par la croisée. On fermait la pharmacie de M..., notre voisin. Je ne comprenais rien à cela. Je m'habille, je vais travailler. Il était onze heures du

soir. Je dus ainsi rester debout toute la nuit et le lendemain tout le jour. On ne craignait ni d'user de mes forces ni de les épuiser.

M. D... me donnait le bois à refendre, à corroyer. Ensuite, il traçait. Je faisais les mortaises, les tenons ; je poussais les rainures, les feuillures, les moulures. Lui, il se donnait la peine ou le plaisir d'assembler. A moi de cheviller, de replanir, d'affleurer, de ragréer, d'achever. Nous exécutâmes de la sorte des croisées, des portes, des devantures de boutiques et autres ouvrages. Souvent il me fit faire, pour M. Poncet, des caisses pour emballer la soie. C'était un travail brut, grossier, peu agréable pour l'ouvrier, très lucratif pour le maître.

Il y avait six mois que j'étais chez M. D... et il ne m'avait jamais donné la moindre pièce de monnaie pour passer mon dimanche.

Sans parler du vrai martyre collectif que, par exemple, subissaient les jeunes apprenties lyonnaises, ainsi que le dénonce Norbert Truquin dans les Mémoires et Aventures d'un prolétaire, *en une page extraordinaire de justesse et de densité.*

Le fait que le jeune Varlin fût apprenti chez un parent n'adoucissait guère son sort. D'autant que l'oncle en question était particulièrement dur et violent, reprochant en particulier à son neveu de se plonger dans les livres qu'il était chargé de relier. Il lui reprochait aussi, semble-t-il, de ne point vouloir prendre la succession de son atelier de reliure en épousant une parente de la maison. Cette chance-là, Varlin l'a refusée parce que, dit l'un de ses biographes, il ne voulait point être patron pour exploiter les ouvriers. Quoi qu'il en soit, il quitte définitivement la tutelle de son oncle en décembre 1854 ; et cela dénote chez ce garçon de quinze ans une volonté déjà marquée de prendre ses risques, d'aller de l'avant.

« Les travailleurs ont soif d'un savoir dont ils ont besoin pour vaincre » (Lénine)

Dans les années qui vont suivre, il semble d'abord emprunter le chemin de l'ouvrier qualifié animé de la volonté de se perfectionner dans son métier et de saisir toutes les occasions de s'instruire et même de se cultiver : il passe d'un atelier de reliure à l'autre ; son livret d'ouvrier nous apprend que, de 1855 à 1858, il a changé six fois de patron ; cette sorte de mini-tour de France sur la place de Paris lui apprend toutes les subtilités d'un métier d'art et il sera si apprécié qu'à dix-huit ans on l'embauchera comme contremaître. Son salaire, élevé pour l'époque, le met à l'abri du froid et de la faim et lui permet de louer une chambre au lieu de loger dans ces dortoirs puants où s'entassaient souvent les ouvriers, ceux du bâtiment en particulier, déportés de leur province natale.

En somme, il conduit sa vie et n'est pas bourlingué par le chômage et la recherche de n'importe quel gagne-pain. Et c'est ainsi qu'il peut suivre régulièrement des cours du soir en français, géométrie, comptabilité. Et il a même droit à des prix distribués solennellement sous la présidence du ministre de l'Instruction publique. Ne faut-il pas encourager les travailleurs à s'instruire car les nouvelles techniques industrielles requièrent des connaissances de base ? D'autre part, Napoléon III que commence à bouder la bourgeoisie essaie de s'appuyer sur l'aristocratie ouvrière.

Varlin trouve aussi le temps de cultiver des arts d'ordinaire interdits à la masse laborieuse : il adhère à une chorale, participe à des concours, s'ouvre avidement au monde de la musique. Il semble donc profiter de toutes les possibilités pour tenter de s'épanouir pleinement, en profitant des moindres miettes de culture que laisse tomber la bourgeoisie.

Et l'on peut penser que c'est par la voie de l'approfondissement des choses par le savoir, la lecture, la réflexion qu'il s'approche de la voie révolutionnaire.

Il n'est point le seul d'ailleurs, puisque parmi les élèves de son cours du soir, la même année que lui, on relève le nom de deux futurs communards ! Effet boomerang du savoir, si redouté de la classe dominante, mais que ses besoins en main-d'œuvre qualifiée ne pouvaient éviter, sans parler de la pòussée constante des travailleurs pour obtenir toujours plus de possibilités de s'instruire.

« Les travailleurs ont soif d'un savoir dont ils ont besoin pour vaincre », écrit Lénine. Varlin avait une soif de savoir en rapport avec son milieu familial où dignité et instruction étaient liées, sans être encore peut-être vraiment conscient que ce savoir constituait une arme importante dans la lutte de classes. Dès 1857, d'ailleurs, il participe à la vie collective de ses camarades relieurs en adhérant à la Société civile des relieurs, qui avait pour but officiel de procurer une aide en cas de maladie et une petite retraite. Il y joue rapidement un rôle de pointe, parvenant en particulier à faire modifier les statuts de l'association afin de réduire le pouvoir du président désigné par le gouvernement.

Et lorsqu'en 1862 le pouvoir impérial, faisant un bon sourire démagogique à la classe ouvrière, propose d'envoyer des délégués français à l'Exposition universelle de Londres, Varlin est élu par ses camarades relieurs pour constituer la commission ouvrière chargée de s'occuper de l'élection des délégués et de l'organisation de leur voyage en Angleterre.

Varlin est-il lui-même allé à Londres ? Ce point controversé est en réalité secondaire. Ce qui importe, c'est qu'il est déjà reconnu par ses pairs et qu'il a pu prendre conscience des problèmes ouvriers sur le plan international, soit qu'il ait discuté sur place à Londres, soit qu'au retour les délégués lui aient fait des comptes rendus très précis de leur séjour. Varlin n'était pas quelqu'un d'emballé, de spontanéiste. Les informations qu'il recevait étaient analysées, ce qui l'amène à une transformation constante et sûre, sans revirements brusques et théâtraux.

Voici comment le présente l'un de ses biographes, Eugène Faillet, à l'époque de l'Exposition de Londres :

Il avait vingt-deux ans ; il en paraissait trente. Déjà sa taille élevée se courbait par l'habitude de la méditation. Sa chevelure abondante rejetée en arrière dégageait un front admirable. Ses yeux noirs et vifs exprimaient la mansuétude et l'énergie.

Qui l'avait vu une fois ne l'oubliait jamais. Il s'était accoutumé à n'exprimer son opinion qu'après avoir écouté celle d'autrui. Modeste jusqu'à la timidité, bienveillant toujours, il trouvait des qualités à tous.

En octobre 1862, les délégués relieurs, dont Varlin, vont rédiger un rapport sur ce qu'ils ont vu à Londres, comme le feront d'ailleurs les représentants de tous les autres corps de métier.

A travers ces rapports reviennent de grands thèmes, qui vont constituer la trame même de la lutte jusqu'à la chute du second Empire : surprise d'abord de constater que leurs camarades anglais ont un salaire et des conditions de travail bien supérieurs aux leurs, alors que la propagande impériale leur faisait croire le contraire ; puis perception du rapport étroit entre cette situation et la mise en place chez leurs camarades anglais d'associations ouvrières très structurées, très puissantes, ainsi que le développement de grèves larges et dures. Et, du côté anglais comme du côté français, les ouvriers en arrivent à conclure à la nécessité de s'unir au maximum par-dessus les frontières afin de lutter contre le Capital qui multiplie ses efforts pour diviser les travailleurs.

« L'un des plus dangereux... »

Ces réflexions et ce bilan développent en Eugène Varlin une volonté de s'engager vraiment à fond dans

le combat ouvrier. Afin d'être plus libre de mieux organiser son temps, il décide de ne plus travailler dans un atelier à heures fixes, mais d'effectuer sa tâche à domicile. Il s'installe donc au 33, rue Dauphine, dans une mansarde qu'il loue 150 F par an et qu'il meuble du strict minimum. Il partage ce logis dans les combles avec son frère Louis, apprenti peintre, partiellement paralysé à la suite d'un accident du travail.

Il mène une vie rude, austère. Quand il a relié pendant une bonne douzaine d'heures chaque jour pour subvenir à ses besoins, il consacre le reste de son temps à l'étude et surtout à l'action, projeté de plus en plus vers la lutte.

Et en effet le pouvoir impérial lâche-t-il du lest, en abrogeant une partie de la sinistre loi Le Chapelier — fin mai 1864, il accorde le droit de grève mais pas celui d'association —, Varlin et ses camarades relieurs en profitent pour mener à partir d'août 1864 une grève longue et dure. Une commission est créée pour diriger le mouvement et avance trois revendications principales :

— réduction de douze à dix heures de la journée de travail ;

— un salaire pour dix heures qui soit égal à celui d'une journée de onze heures ;

— une augmentation de 25 % pour les heures supplémentaires.

Les justifications données à ces revendications prouvent une approche très réfléchie des problèmes et un niveau de conscience certain :

Le développement de l'industrie doit avoir pour résultat l'augmentation du bien-être de tous. La production augmentant chaque jour par l'extension de l'emploi de machines, le riche ne suffit plus à la consommation ; il faut donc que l'ouvrier devienne consommateur, et pour cela il lui faut un salaire assez

élevé pour acquérir, et le temps nécessaire pour pouvoir posséder.

Le fait matériel de l'augmentation du labeur, par l'emploi de nouvelles machines et de moyens plus expéditifs de travailler, suffirait pour demander une réduction de travail nécessaire au repos du corps ; mais l'esprit et le cœur en ont surtout besoin...

La famille, pour nous, aurait aussi ses charmes et sa puissance moralisante ; mais nous sommes privés de ses caresses qui font oublier les fatigues et donnent du courage pour le lendemain. Les devoirs du père de famille, les besoins du ménage, les joies de l'intérieur nous sont impossibles et inconnus, l'atelier absorbant nos forces et toutes nos heures.

L'instruction nous est rendue impossible par la longueur de notre journée ; cependant, notre état exige que nous soyons instruits. Notre industrie, par ses besoins de perfectionnement, nous rend l'éducation aussi nécessaire qu'elle rend l'ignorance pénible en nous mettant chaque jour tant de livres entre les mains. De tous côtés, des hommes instruits se groupent et s'offrent à nous communiquer la science, mais leur dévouement est inutile pour nous qui sommes dans l'impossibilité d'en profiter.

Fin septembre, la plupart des patrons cèdent aux revendications des relieurs. C'est une victoire de la cohésion et de l'organisation de la grève. Eugène Varlin dut s'y faire remarquer, puisqu'il est tenu dès lors pour « l'un des plus dangereux » par la police et que, d'autre part, ses camarades se cotisent pour lui offrir une montre en argent — celle-là même qu'après son assassinat, le 28 mai 1871, un lieutenant versaillais volera sur son cadavre.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous »

Pendant qu'à Paris Varlin mène avec ses camarades cette grève victorieuse, à Londres se fonde le 28 septembre 1864 l'Association internationale des travailleurs (A. I. T.), lors du meeting de Saint Martin's Hall. Et la radicalisation de Varlin pendant la grève l'amène tout naturellement à s'inscrire, en janvier 1865, à la section parisienne de l'A. I. T. (Sa carte porte le numéro 256.) Il y tient rapidement un rôle important, puisqu'il fait partie de la commission chargée de développer l'implantation de l'Association dans toutes les régions de France.

Il semble que, dès lors, Varlin, ayant trouvé les structures organisationnelles convenant à sa volonté de lutte, brûle les étapes de la prise de conscience et se donne au-delà de ses forces au combat ouvrier. Eugène Faillet nous le présente à cette époque de sa vie :

Dès qu'il avait gagné son pain, il courait d'un bout à l'autre de la grande ville saisir à la sortie de l'atelier, à la gargote, à la crèmerie, tel ou tel camarade, tel ou tel groupe. Il les animait, les entraînait, les constituait en société, les attachait à l'Internationale. De retour

chez lui, le corps brisé, le cerveau surmené, il écrivait aux amis de la province et de l'étranger. Il les entretenait de ce qui était fait, de ce qui se ferait, il les conjurait de ne pas lâcher prise, de redoubler d'ardeur. Puis, après quelques heures de sommeil, il se mettait à la reliure. Les plus actifs admiraient son activité.

Il est important de préciser que Varlin n'était pas une exception dans le mouvement ouvrier ; qu'ils étaient nombreux à donner leur temps et leurs forces sans compter pour que s'organise et se renforce la classe ouvrière. Mais Varlin avait ce je ne sais quoi de plus dans l'élan fraternel et révolutionnaire qui donne un caractère exemplaire à sa vie.

Pour informer plus largement les travailleurs, les Internationaux parisiens vont essayer d'utiliser la presse. Un hebdomadaire est fondé en juin 1865 : La Tribune ouvrière. *Mais la vigilance répressive du pouvoir fera saisir le quatrième numéro en août. Nouvelle tentative :* La Presse ouvrière. *Nouvelle saisie. Troisième tentative en septembre avec* La Fourmi, *qui ne vivra que le temps d'un seul numéro.*

Force leur sera donc de publier articles, communiqués, appels dans les colonnes de la presse bourgeoise, ce que ne manqueront pas de faire les Internationaux et Varlin en particulier qui accorde un rôle important à cette forme d'information :

Il est temps, écrit-il, que le travailleur laisse de côté sa timidité ordinaire et se décide à produire lui-même ses observations et ses idées par la plume comme par la parole. Dût-il s'exprimer en de mauvais termes et par des phrases incorrectes, sa pensée en ressortira mieux que s'il la faisait traduire par d'autres qui ne comprennent pas et ne ressentent pas comme lui.

Et c'est en effet une des caractéristiques de la nou-

velle génération ouvrière, cette volonté de prendre elle-même en main, et dans tous les domaines, son combat afin de pouvoir le mener vraiment jusqu'au bout, en même temps que cette méfiance pour les intermédiaires non ouvriers qui trop souvent avaient pris sous le nez des travailleurs les bénéfices de leurs luttes (comme en 1830 ou en 1848). Certains parleront d' « ouvriérisme » lorsque Varlin, en février 1865, signera avec les délégués de Paris le texte suivant :

Les soussignés membres de l'A. I. T. résidant à Paris, en se renfermant strictement dans les statuts provisoires émanant de la Commission centrale siégeant à Londres, notamment dans le premier paragraphe ainsi conçu : « Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à créer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs », déclarent qu'ils acceptent avec reconnaissance le concours désintéressé de tous les démocrates ; mais que, voulant conserver à l'A. I. T. et au futur congrès son caractère essentiellement ouvrier, déclarent en outre qu'aucun autre qu'un ouvrier ne pourra pour Paris exercer de fonctions nominatives dans ladite association...

Cette position n'est-elle point le juste reflet du bilan tiré des expériences passées où des soi-disant républicains, dont un Adolphe Tiers par exemple, avaient escamoté à leur profit les fruits du combat ouvrier ? Et d'ailleurs la section parisienne maintiendra cette position, puisque dans les statuts qu'elle rédige figure à l'article premier cette précision : « Pour être admis, il faut justifier de sa qualité de travailleur. » Et il est à penser que si l'on avait observé cette règle lors de la Commune, la gestion du pouvoir aurait été plus homogène, plus efficace, parce que sur des positions de classe plus nettes, moins barbouillées d'idéalisme, de pacifisme petit-bourgeois.

Varlin va donc multiplier les contacts avec les ouvriers des différentes corporations, intervenir dans les réunions, écrire de nombreuses lettres à des correspondants de province pour les informer sur l'association. Il est si bien à la pointe du combat internationaliste qu'il sera désigné pour faire partie de la délégation française, avec Tolain, Fribourg, Limousin, les fondateurs de la section parisienne, devant participer à la conférence de l'A.I.T. qui se tient à Londres du 25 au 29 septembre 1865.

Et, malgré cela, il est dans le même temps engagé de nouveau dans une grève avec ses camarades relieurs. Profitant en effet de la morte-saison et donc de la conjoncture qui leur est favorable, les patrons ont repris les avantages qu'ils avaient été obligés de céder après la grève de 1864. Les relieurs décident de contre-attaquer : ils constituent un comité de grève dont fait partie Varlin et cessent le travail, malgré tout ce que cela implique de misère et même de faim. Afin de pouvoir tenir plus longtemps, ils vont même jusqu'à faire un emprunt (qu'ils finiront de rembourser grâce à la solidarité ouvrière, mais seulement au bout de deux ans). Quoique très dure, cette lutte ne se termine pas cette fois-ci par une victoire.

Bien entendu, toute cette combativité ouvrière n'est pas du goût du président de la Société civile des relieurs, Alphonse Coquart, qui accuse les ouvriers et Varlin en particulier de « vouloir introduire la perturbation dans la société et la détourner de la voie qu'elle s'était tracée ». Comme ledit président ne voulait point convoquer l'assemblée générale par peur d'être désavoué, dans une circulaire pleine d'ironie, Varlin met en garde ses camarades contre les manœuvres de ce représentant du pouvoir.

Et lorsque le même Coquart exclut Varlin de la société civile, ce dernier réagit aussitôt en faisant circuler un tract aussi mordant que précis.

D'ailleurs, la même année, Varlin rompt avec cette forme d'association mixte employeurs-ouvriers en fondant une nouvelle organisation, celle-là entièrement entre les mains des ouvriers relieurs. Il est élu président de cette société de solidarité en cas de maladie ou de chômage.

Il faut préciser que, dans les statuts rédigés par Varlin, figure l'égalité des droits entre relieurs et relieuses, ce qui montre chez lui une conception juste mais très avancée du monde et un point de désaccord avec la plupart des travailleurs de l'époque, même des Internationalistes, qui sous l'influence de Proudhon reléguaient la femme au foyer, sans lui accorder de droits politiques. (N'oublions pas que même au moment de la Commune, en mars 1871, les femmes ne furent ni électrices, ni éligibles.)

Cette clause statutaire va permettre l'élection d'une femme à la commission administrative : il s'agit de Nathalie Lemel qui, aux côtés de Varlin, ne cessera d'animer coopératives, restaurants ouvriers... Nous retrouverons cette admirable figure de militante dans la trame même du mouvement ouvrier et en particulier lors de la Commune.

Au Ier Congrès de l'A. I. T.

Délégué au Ier Congrès de l'Internationale qui se tient à Genève du 3 au 8 septembre 1866, Varlin manifeste bien son désaccord avec ses camarades proudhoniens concernant le travail des femmes. Voici un extrait de ces débats :

Les citoyens Chemalé, Fribourg, Perrachon, Camélinat font la proposition suivante :

« Au point de vue physique, moral et social, le travail des femmes et des enfants dans les manufactures

doit être énergiquement condamné en principe comme une des causes les plus actives de la dégénérescence de l'espèce humaine et comme un des plus puissants moyens de démoralisation mis en œuvre par la caste capitaliste.

La femme, ajoutent-ils, n'est point faite pour travailler, sa place est au foyer de la famille, elle est l'éducatrice naturelle de l'enfant, elle seule peut le préparer à l'existence civique, mâle et libre. Cette question doit être mise à l'ordre du jour du prochain congrès, la statistique fournira des documents assez puissants pour que nous puissions condamner le travail des femmes dans les manufactures. »

Le citoyen VARLIN (Paris) : Comme vous tous, je reconnais que le travail des femmes dans les manufactures, tel qu'il se pratique, ruine le corps et engendre la corruption. Mais, partant de ce fait, nous ne pouvons condamner le travail des femmes d'une manière générale ; car vous qui voulez enlever la femme à la prostitution, comment pourrez-vous le faire si vous ne lui donnez le moyen de gagner sa vie ? Que deviendront les veuves et les orphelins ? Elles seront obligées ou de tendre la main ou de se prostituer. Condamner le travail des femmes, c'est reconnaître la charité et autoriser la prostitution. [...]

Lors de ce même congrès, dans le rapport que présentent les délégués parisiens, au chapitre « éducation », Varlin et son camarade Bourdon présentent leur opinion sur le sujet, s'opposant à la conception proudhonienne émise par le reste de la délégation, selon laquelle l'éducation doit être confiée à la famille et non pas à l'Etat :

Après nous être trouvés d'accord sur l'obligation d'être instruit dans une société où chaque jour on profite des lumières d'autrui ; après avoir reconnu la nécessité que l'enseignement soit en même temps scientifique et professionnel, nous nous sommes radicale-

ment divisés sur les moyens de la répandre : les uns affirmant que cette charge incombe à la famille ; les autres, qu'elle doit être supportée par la société.

Les convictions étant également profondes de part et d'autre, nous croyons devoir indiquer ici les principes que nous avons pris pour guide dans l'étude de cette question.

Ces principes se résument en deux mots : *Justice, liberté.*

Justice dans les rapports sociaux, c'est-à-dire égalité de droits et de devoirs, égalité dans les moyens d'action mis par la société à la disposition de l'individu, égalité pour les individus dans les charges de la société.

Liberté individuelle, c'est-à-dire pour chacun le droit et le pouvoir d'employer ses facultés et d'en user selon son gré. [...]

On affirme que c'est à la famille qu'incombe la charge de l'éducation !

La famille peut-elle fournir à tous les enfants des moyens d'enseignement égaux ? Non. Selon que la famille comptera plus ou moins d'enfants, elle disposera de ressources plus ou moins grandes ; et tandis que le père d'un seul pourra, sans se priver, lui donner non seulement l'instruction primaire, mais aussi l'instruction secondaire et même supérieure, le père chargé d'enfants leur donnera à peine l'instruction élémentaire. Le fils du premier deviendra directeur d'entreprises dont les enfants du second seront les manœuvres.

Inégalité pour les enfants dans les résultats, inégalité de charges pour les familles, donc pas de justice. [...]

D'ailleurs, qui profitera de l'éducation de l'enfant ? N'est-ce pas la société tout entière plutôt que la famille ? Or, si c'est la société, que ce soit elle qui en fasse les frais.

Mais il n'y a pas là seulement une question de charges, de dépenses ; il y a aussi, et surtout, une question de direction et c'est ce à quoi les partisans de l'éducation par la famille tiennent le plus.

La crainte de l'absorption de l'individu par l'Etat, la terreur de l'enseignement officiel leur font oublier tous

les frais d'éducation, toutes les inégalités sociales qu'entraîne l'inégalité d'instruction.

Certes, nous ne pouvons qu'approuver leurs critiques de l'enseignement universitaire, qu'applaudir aux coups portés par eux au monopole de l'enseignement, car ce n'est pas à nous que tout cela s'adresse. Nous faisons même cette déclaration que s'il n'y avait qu'à choisir entre le monopole de l'enseignement aux mains d'un pouvoir despotique et absolu, du gouvernement d'un homme ou de quelques hommes et la liberté de l'enseignement à la charge de la famille, nous opterions pour la liberté.

Mais quand nous demandons que l'enseignement soit à la charge de la société, nous entendons une société vraiment démocratique dans laquelle la direction de l'enseignement serait la volonté de tous. [...]

Dans notre esprit, l'administration centrale, après avoir formulé un programme d'études comprenant seulement les notions essentielles et d'utilité universelle, laisserait aux communes le soin d'y ajouter ce qui leur semblerait bon et utile par rapport aux lieux, mœurs et industries du pays et de choisir leurs professeurs, ouvrir et diriger leurs écoles. [...]

Quant à la liberté de l'enfant, nous répondrons : pour être libre, il faut avoir la jouissance de toutes ses facultés et pouvoir suffire à son existence ; or, l'enfant n'est pas libre et pour le devenir il a justement besoin de l'instruction.

Pour ce qui est de l'autorité paternelle, un père n'a pas le droit de refuser l'éducation à son enfant. Or, la société ayant le devoir de sauvegarder les intérêts de ses membres, au nom de l'intérêt de l'enfant lorsque son père le laisse dans l'ignorance, elle doit le prendre et l'instruire.

Nous concluons donc à l'enseignement par la société, sous la direction des parents, et obligatoire pour tous les enfants ; mais nous demandons aussi, quoi qu'il arrive, la liberté d'enseignement.

Ce qui frappe dans ces interventions de Varlin, c'est

la justesse de l'analyse, le réalisme lié à une pratique solide. Si les autres délégués français restent sur des positions moins avancées, ils n'en font pas moins preuve d'une grande volonté d'aborder tous les problèmes concernant la classe ouvrière, et ils le font avec beaucoup de sérieux, comme les Internationalistes des autres pays d'ailleurs. Aussi ne méritent-ils point, à mon avis, le jugement très dur que Marx porte sur eux dans une lettre du 9 octobre 1866 à Kugelmann.

La pleine confiance des masses

Varlin, dès son retour à Paris, offre d'ailleurs par sa pratique un démenti aux affirmations de Marx. Ni ignorant, ni vaniteux, ni surtout gonflé d'emphase, il va se lancer à fond, de tout son enthousiasme, mais aussi de tout son réalisme prolétarien, dans toutes les formes de lutte susceptibles de faire avancer le mouvement ouvrier.

Varlin va d'abord entrer très activement dans la préparation de l'Exposition universelle qui se tient cette année-là à Paris. Il y aura comme à Londres une participation ouvrière, mais il s'agit de ne faire aucune concession au régime. Que les relieurs aient des délégués, mais qu'ils comptent sur leurs propres forces. Lorsqu'il préside, le 13 avril 1867, l'assemblée générale de la Société de crédit mutuel des relieurs, Varlin pose le problème avec fermeté, dans la ligne même de l'Internationale :

La société de crédit mutuel ayant pour principe fondamental l'affranchissement des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, nous ne devons sous aucun prétexte accepter de patronage et par conséquent les fonds offerts par la société d'encouragement.

Et il apparaît alors si bien comme celui qui connaît le mieux les problèmes et est susceptible de mieux les représenter que ses camarades relieurs l'élisent à la commission ouvrière par 98 voix sur 111. Jusqu'à la fin de sa vie, Varlin aura la pleine confiance des masses.

Pendant les travaux de la commission, il revient sur des points importants, comme le travail des femmes. Il a progressé même dans ce domaine, par rapport à son intervention au Congrès de Genève. Il ne s'agit plus de défendre la femme de la charité et de la prostitution en lui donnant des moyens de survivre, mais il s'agit de lui reconnaître pleinement la nécessité de travailler pour sa libération vis-à-vis de l'homme :

La femme doit travailler et être rétribuée pour son travail. Ceux qui veulent lui refuser le droit au travail veulent la mettre toujours sous la dépendance de l'homme. Nul n'a le droit de lui refuser le seul moyen d'être véritablement libre. Elle doit se suffire à elle-même, et comme ses besoins sont aussi grands que les nôtres, elle doit être rétribuée comme nous-mêmes. Que le travail soit fait par un homme, qu'il soit fait par une femme, même produit, même salaire. Par ce moyen, la femme ne fera pas baisser le salaire de l'homme et son travail la fera libre.

Voilà un langage extrêmement actuel et beaucoup plus avancé même que la plupart des propos tenus sur la question. Varlin est loin de la misogynie proudhonienne qui relègue la femme aux tâches ménagères et il pose le problème avec rigueur, en termes de classe.

Quant à son intransigeance vis-à-vis du pouvoir, il la maintient tout au long des réunions de la commission. On pourrait voir là une forme un peu étroite d'ouvriérisme. Il n'en est rien. Varlin perçoit en effet le danger que représentent ces avances de Napoléon III. Ce sont vraiment les dragées empoisonnées enrobées de sucre qu'il faut rejeter de façon catégorique, si l'on ne veut pas contaminer la classe ouvrière, la

diviser. Aucune participation, aucune collaboration de classe. Varlin reviendra sur ce point dans ses articles, comme nous le verrons plus loin, lorsqu'avant de s'enfoncer l'Empire tendra aux ouvriers la main gluante de la participation.

Soutenir les grèves par tous les moyens

Varlin s'éloigne de la mentalité proudhonienne dans un autre domaine, celui de la grève. Tolain, lors de son intervention au Congrès de Lausanne (septembre 1867), exprime assez bien les réticences à la Proudhon : « La grève est une arme nécessaire quelquefois, mais jamais juste. »

Nous avons déjà vu qu'avec les relieurs Varlin a profité de la brèche ouverte par l'impuissance croissante du régime en menant une première, puis une seconde grève dure et très bien structurée. Chaque fois qu'il le pourra, il soutiendra les grèves des autres corporations, et bientôt des travailleurs des pays étrangers. A partir de 1867, et jusqu'à la chute de l'Empire, il ne cessera de donner l'essentiel de ses forces au soutien des grèves. Il comprend en effet que c'est dans la lutte que peut s'organiser la solidarité ouvrière et que la grève est une arme politique à aiguiser contre cet Empire dont l'agonie se prolonge.

Que fait donc Varlin à cette époque? Il pense d'abord à réunir le plus de fonds possible pour soutenir la lutte. Et il organise tout un système très minutieux de collecte (listes, reçus, confirmations de versement...). La grande honnêteté de Varlin apparaît ici, comme son souci de bien gérer un argent si durement gagné par les travailleurs. Il prend également soin de développer l'information sur ces grèves afin de casser l'isolement : il écrit, il va sur place, il parle inlassablement du rôle unificateur de l'Internationale.

Et c'est dans un tissu très serré de grèves que Varlin va mener son action pendant cette année 1867. La contestation éclate en effet dans tous les secteurs de la production, dans les mines, dans le textile, chez les artisans de Paris.

Elle prend des formes violentes à Roubaix chez les tisseurs et fileurs qui protestent contre l'intensification des cadences liée à l'introduction de nouvelles machines. L'intervention — toujours si prompte et si brutale — des forces répressives les amène à s'en prendre, par représailles aux machines elles-mêmes. Bien que l'Internationale réprouve cette forme de violence, avec des formules du genre : « Songez que la machine, instrument de travail, doit vous être sacrée » (ce qui est une affirmation discutable), elle n'en appuie pas moins le mouvement de grève des prolétaires roubaisiens, car il y a « solidarité d'intérêts et de misère ».

Nous voyons donc que les Internationaux entrent avec beaucoup de souplesse et de justesse dans les contradictions, partant de la réalité, de la pratique ouvrière et des intérêts de classe avant tout. Varlin, par tout ce que nous savons de lui, a fortement contribué à donner à la section française de l'A. I. T. cette orientation de lien étroit avec les masses.

La grève des ouvriers bronziers de Paris, en février-mars, est également caractéristique à la fois du niveau de conscience de certains ouvriers et de l'action de l'Internationale. Laissons la plume à Jean Bruhat, le dernier biographe de Varlin qui, pour cet événement, condense fort bien les faits :

Cette grève typiquement moderne met en cause un droit nouveau : celui des ouvriers à désigner des délégués pour discuter en leur nom avec le patronat. Les bronziers ont en effet leur organisation, la Société de crédit mutuel et de solidarité des ouvriers du bronze, désignée souvent sous le nom de Société des cinq

sous en raison du montant de la cotisation hebdomadaire. De son côté, le patronat a créé l'Association des fabricants du bronze. Les employeurs veulent interdire à leurs ouvriers d'adhérer à la Société de crédit mutuel et ne reconnaissent pas ces « prétendus délégués » qui viennent « s'interposer entre les fabricants et les ouvriers » et dont « l'intervention constitue une oppression et une véritable atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail ». La solidarité joue à plein. Dix-huit représentants des corporations ouvrières lancent un appel : « Ouvriers, nous sommes tous attaqués, levons-nous unanimement ! » L'Internationale organise la collecte des fonds en province et aussi à l'étranger. Varlin fait partie d'une délégation qui se rend à Londres solliciter l'appui des syndicats anglais qui, effectivement, envoient de l'argent. Grâce à cette solidarité, les ouvriers bronziers sont vainqueurs. Ils obtiennent une augmentation de 25 % et le droit d'adhésion à leur société mutuelle n'est plus contesté.

« Partir des masses... »

Toute cette insertion dans la réalité socio-politique de son pays empêche Varlin de participer au IIe Congrès de l'Internationale qui se tient à Lausanne en septembre 67. Mais il n'en a pas moins participé aux travaux préparatoires et, de plus, il envoie au nom des relieurs la lettre suivante :

RELIEURS DE PARIS

Citoyens,

Comme l'année dernière, nous aurions voulu nous faire représenter au congrès pour discuter avec nos collègues de tous les pays les intérêts généraux des travailleurs, c'est-à-dire nos intérêts généraux ; mais

les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons ne le permettent pas. Nous le regrettons.

A défaut de délégué, nous vous envoyons, par cette lettre, quelques observations que nous avons à présenter sur la marche de l'Association.

Et d'abord, pourquoi le Conseil général n'a-t-il pas publié le compte rendu officiel du Congrès de Genève ?

Pourquoi n'a-t-il pas davantage publié le bulletin promis par les statuts (art. 5, § 2) et le règlement (art. 2) ?

Cependant l'article 1er du règlement dit : « Le Conseil général est obligé d'exécuter les résolutions du congrès. » Si donc il est obligé d'exécuter les résolutions du congrès, il doit être bien plus obligé encore d'exécuter les statuts et le règlement, qui sont l'œuvre du congrès et sont obligatoires pour tous.

Il nous semble entrevoir la réponse du Conseil général : « Le manque d'argent. » Mais alors les 30 centimes que chaque membre de l'Association internationale devait verser, ne l'ont-ils pas été ? D'après les calculs du dernier congrès, ces 30 centimes devaient largement suffire à couvrir tous les frais et permettre même l'amortissement de la dette du Conseil général.

Quoi qu'il en soit, et quelle qu'ait été la situation financière faite au Conseil général, nous regrettons qu'il n'ait pas au moins publié un numéro du bulletin ; les statuts n'indiquent pas que le bulletin doive avoir 20 ou 30 pages, on pouvait donc ne publier qu'une seule feuille, c'eût été une faible dépense et d'un bon effet ; peut-être bien que ce commencement de résultat aurait amené au Conseil général beaucoup de cotisations.

Cette publication était d'autant plus nécessaire que la correspondance écrite a été très insuffisante si nous en jugeons d'après nous ; nous n'avons même pas reçu le programme du congrès que le Conseil général doit dresser et envoyer à tous les bureaux correspondants.

Nous ne voulons pas exagérer nos critiques, nous comprenons que la tâche devait être rude pour le secrétaire correspondant avec la France ; le système

politique sous lequel nous vivons ne permettant pas la création d'un bureau central, c'était beaucoup d'avoir à correspondre avec une cinquantaine de sections et nous comprenons qu'il ait pu faire la chose par à peu près, vis-à-vis de nous surtout, sachant que quelques-uns des nôtres pouvaient avoir des renseignements au bureau de Paris ; mais cela était au moins très irrégulier. Aussi, pour rendre la tâche plus facile à notre secrétaire correspondant du Conseil général, nous nous permettons de lui donner un conseil : dans la plupart des cas, lorsque les communications à faire ne sont pas spéciales à un bureau, mais au contraire intéressent tous les bureaux, il pourrait autographier sa lettre, c'est-à-dire l'écrire lui-même sur du papier autographique avec de l'encre autographique et la faire tirer ensuite par un lithographe à 30 ou 50 exemplaires, autant qu'il en serait besoin ; cela coûterait peu et diminuerait considérablement la besogne, il ne lui resterait plus qu'à ajouter à la main ce qui serait particulier à chaque section.

On ne se figure pas assez les avantages qu'il y aurait à entretenir une correspondance sérieuse et suivie ; rien ne nuit plus à la propagande et à l'action des quelques hommes qui entreprennent de répandre l'idée que l'absence entre leurs mains de pièces de conviction, de preuves d'un commencement de résultat. Après les avoir bien accueillis tout d'abord, ne voyant rien surgir on finit par douter.

Bien d'autres sections, sans doute, ont ressenti les inconvénients que nous signalons ; aussi espérons-nous que les délégués prendront de sérieuses mesures pour qu'à l'avenir cela ne se renouvelle pas.

Nous avons encore un point d'interrogation à poser au Conseil général : pourquoi n'a-t-il pas envoyé plus tôt aux sections le programme du congrès ? Il nous semble que, pour étudier les graves questions sociales que soulève notre affranchissement, un mois est plus qu'insuffisant. A notre avis, aussitôt un congrès terminé, le Conseil général devrait s'enquérir auprès des sections des questions à mettre à l'étude pour le congrès sui-

vant et faire en sorte de formuler le programme au moins six mois à l'avance.

Ne pouvant aller au congrès, nous aurions voulu au moins envoyer, sous forme de mémoire, notre opinion, c'est-à-dire le résultat de nos études sur les questions à l'ordre du jour, mais nous n'en connaissons pas le texte ; il nous serait donc difficile de les discuter, en supposant que le temps nous eût permis de le faire. Nous préférons nous en remettre à la sagesse des délégués présents au congrès ; mais nous insistons pour qu'à l'avenir les sections aient une connaissance exacte de l'ordre du jour du congrès, longtemps à l'avance, afin qu'elles puissent, d'une façon ou d'une autre, faire connaître leurs idées et cela à l'avantage de tous.

Recevez notre salut fraternel.

Pour la société des ouvrières et
ouvriers relieurs :
La commission administrative
VARLIN, président

Outre l'esprit toujours très pratique de Varlin qui donne des conseils techniques pour faciliter à bon marché la diffusion de textes, nous voyons ici sa vigilance de prolétaire revendiquant le droit d'être informé sur tout ce qui se passe dans son association. Varlin refuse absolument le centralisme quand il ne lui semble pas suffisamment démocratique.

« Partir des masses pour revenir aux masses » est pour lui un principe absolu. On a dit que Varlin avait une conception anti-autoritaire du pouvoir ouvrier. C'est un peu vite dit ; il est mort trop tôt pour qu'on puisse être aussi catégorique.

D'après son vécu et sa pratique militante, il apparaît au contraire comme l'un des plus ardents à vouloir regrouper, fédérer, organiser le mouvement ouvrier. Mais il se refuse à une gestion unilatérale, distribuant d'en haut ses consignes. D'après lui, l'action doit être menée par la classe ouvrière et non pas simplement en son nom.

N'est-ce pas une attitude très juste et très avancée de la part de Varlin qui pressent dès cette époque — et l'avenir ne lui donnera que trop raison — les possibilités de dégénérescence, les dangers de bureaucratisme menaçant le mouvement ouvrier ?

Premier coup de semonce de l'Empire contre l'Internationale

Non contents de s'occuper activement des luttes et des problèmes intérieurs, les Internationaux prennent aussi position quant à la politique étrangère du second Empire. En juin 1866, Napoléon III avait songé à mobiliser pour éventuellement prendre part à la guerre engagée entre la Prusse et l'Autriche. Le 17 juin, les Internationaux interviennent dans la presse par un manifeste (Varlin le signe) où ils mettent l'accent sur le caractère universel de la démocratie et invitent toutes les nations au prochain congrès où seront débattus tous les problèmes de la paupérisation des travailleurs et de l'enrichissement fabuleux de la féodalité financière.

Et, en 1867, les Internationaux de Paris répondent à un appel que leur avaient lancé leurs camarades ouvriers de Berlin :

Comme citoyens, sans doute, nous aimons la même patrie ; mais quand l'esprit du passé essaie d'éterniser les préjugés, quand les adorateurs de la force veulent réveiller les haines nationales, ouvriers, nous n'oublions jamais que le travail qui nous fait solidaires ne peut se développer que par la paix et la liberté [...]. Vainqueurs ou vaincus, nous n'en serons pas moins victimes. C'est au nom de la solidarité universelle invoquée par l'Association internationale que nous échangeons avec vous le salut pacifique qui cimentera à nouveau l'alliance indissoluble des travailleurs.

Cela se passait en avril. En novembre de la même année, les Internationaux de Paris descendent dans la rue pour participer aux manifestations populaires hostiles à la politique étrangère de Napoléon III. Ne vient-il pas à Mentana, dans le Latium, de faire combattre l'armée française aux côtés des troupes pontificales contre Garibaldi et les « chemises rouges » qui voulaient libérer Rome de la main de fer du Vatican ?

Cette nouvelle prise de position des Internationaux, jointe à leur soutien actif et multiforme aux différentes grèves éclatant de toutes parts dans le pays, fait déborder la patience, tout opportuniste, du régime envers eux. La fin de l'année 1867 dévoile le vrai visage, répressif, de l'Empire : le 30 décembre à l'aube, la police effectue une descente simultanée aux domiciles des membres de la commission parisienne de l'Internationale et la justice lance contre eux une inculpation de constitution d'association illicite.

Mais sans perdre de temps, avant même de passer en jugement, les Internationaux parisiens appellent, le 19 février 1868, à élire une nouvelle commission ! Le 12 mars, cette élection a lieu. Varlin est élu et désigné, avec Landrin et Malon, comme secrétaire-correspondant du bureau. « L'Association a choisi parmi ses membres ceux que leur aptitude, leur dévouement, leur notoriété signalent le plus. » Ce jugement n'émane point d'un biographe admirateur de Varlin, mais de l'avocat impérial chargé de l'accusation lors du second procès de l'A. I. T. !

Création d'un restaurant ouvrier : « La Marmite »

Varlin nous apparaît donc à cette époque au cœur même de l'Internationale et du mouvement ouvrier.

Outre le soutien aux grévistes et la dénonciation de la politique réactionnaire de l'Empire, il pense qu'il faut aussi continuer à mettre en place les moyens susceptibles de resserrer les liens quotidiens entre les travailleurs, d'élever leur niveau de conscience et de les préparer à prendre en main tous les aspects de la vie après la révolution sociale.

C'est ainsi qu'il crée et anime avec des camarades une coopérative de consommation, La Ménagère, *et que, dans la même ligne, il va lancer l'idée d'un restaurant ouvrier,* La Marmite. *En janvier 1868, il rédige et diffuse un appel dont le texte même, reproduit ci-dessous, montre bien la connaissance qu'avait Varlin des besoins quotidiens des masses :*

AUX OUVRIERS !
AUX OUVRIÈRES ! AUX CONSOMMATEURS !
APPEL
POUR LA FORMATION D'UNE CUISINE COOPÉRATIVE

Depuis quelques années, les ouvriers ont fait de grands efforts pour obtenir l'augmentation de leurs salaires, espérant ainsi améliorer leur sort. Aujourd'hui, les spéculateurs prennent leur revanche et font payer cher les aspirations des travailleurs en produisant une hausse excessive sur tous les objets de première nécessité et particulièrement sur l'alimentation.

On a proclamé la liberté du commerce ; la spéculation en use pour nous exploiter à merci.

Travailleurs ! consommateurs ! ne cherchons pas ailleurs que dans la liberté le moyen d'améliorer les conditions de notre existence. L'association libre, en multipliant nos forces, nous permet de nous affranchir de tous ces intermédiaires parasites dont nous voyons chaque jour les fortunes s'élever aux dépens de notre bourse et souvent de notre santé. Associons-nous donc, non seulement pour défendre notre salaire, mais encore, mais surtout pour la défense de notre nourriture quotidienne.

Déjà, des sociétés d'approvisionnement de denrées

de consommation se sont formées et fournissent à leurs membres des denrées alimentaires de bonne qualité et à prix de revient ; une vaste société coopérative s'organise pour fabriquer et fournir à ses sociétaires du bon pain, à bon marché ; mais les gens de ménage seulement peuvent profiter des avantages de ces sociétés. Une nombreuse population d'ouvriers, d'ouvrières, absorbée par un travail journalier incessant, ne peut s'alimenter qu'au dehors, dans des établissements publics où l'on trouve le luxe avec la cherté, ou bien, avec un bon marché relatif, une nourriture malsaine ou un service malpropre.

C'est à cette nombreuse population de travailleurs, c'est à vous tous, ouvriers, ouvrières surtout, qui voyez disparaître si vite le modique salaire de vos laborieuses journées, que nous faisons appel aujourd'hui.

Unissons-nous. Formons une société coopérative d'alimentation.

Quelques cotisations nous permettront facilement l'achat d'ustensiles de cuisine et la location d'un logement où quelques employés, travailleurs comme nous et nos associés, nous prépareront une nourriture saine et abondante que nous pourrons, à notre gré, consommer dans notre établissement ou emporter chez nous.

Point de luxe, point de dorures ni de glaces, mais de la propreté, mais du confortable. Nous réaliserons là des avantages que n'obtiennent pas les ménages : économie de temps, car il n'est pas plus long d'approvisionner et de faire cuire pour cinquante personnes que pour deux ou trois ; meilleure cuisine, car une personne de métier y consacrant son temps et son savoir doit faire mieux qu'une ménagère sans instruction culinaire et souvent pressée par le temps. Nous obtiendrons même, pour nos approvisionnements, des conditions meilleures que la plupart des gargotiers, en nous unissant, pour nos achats, avec les sociétés de consommation existantes.

Que tous les consommateurs soucieux de leur bien-être se joignent à nous et bientôt nous ouvrirons un premier établissement dans le sixième arrondissement,

où réside le groupe d'initiative, puis successivement, au fur et à mesure que nos ressources le permettront, nous en ouvrirons dans tous les quartiers où nous aurons réuni un nombre suffisant d'adhérents.

On peut adhérer dès maintenant et se procurer gratuitement le projet de statuts :

Au siège de la Société civile de consommation *La Ménagère,* rue Saint-Jacques, 21, tous les soirs, de 8 à 10 heures, et le dimanche toute la matinée ; et chez MM. Loiseau, menuisier, rue Hautefeuille, 20 ; Riflet, relieur, rue Grégoire-de-Tours, 42.

Une assemblée générale aura lieu dimanche prochain, 19 janvier, à 1 heure et demie précise dans le petit amphithéâtre de l'Ecole de médecine.

ORDRE DU JOUR :

Discussion des statuts
et constitution immédiate de la société

Les adhésions ne seront définitives qu'aussitôt l'adoption des statuts ; jusque-là les adhérents conservent la faculté de se retirer si quelques dispositions adoptées par l'assemblée ne les satisfaisaient pas.

LE COMITÉ D'INITIATIVE
DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ LA MÉNAGÈRE
ET DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ CRÉDIT MUTUEL
DES OUVRIERS RELIEURS

VARLIN Eugène, relieur ; BOURDON Antoine, graveur ; GOUET Léon, relieur ; BOULLET Just, relieur ; DELACOUR Alphonse, relieur ; LEMEL Nathalie, relieuse ; VARLIN Louis, expéditionnaire ; LAGNEAU, gaînier.

ON EST PRIÉ DE FAIRE CIRCULER

Ce restaurant a d'ailleurs un tel succès qu'il s'en ouvre bientôt trois autres, regroupant environ 8 000 adhérents. Varlin n'y joue pas le rôle de président-potiche ; il s'y occupe de tout, organise en particulier les achats et la comptabilité. Il ne néglige point non plus le domaine intellectuel et politique,

puisque le restaurant est abonné à six quotidiens et à plusieurs hebdomadaires !

Donnons la parole à Charles Keller, l'un de ceux qui fréquentèrent La Marmite, *cela nous permettra d'en mieux sentir l'ambiance chaleureuse, prolétarienne :*

On y prenait des repas modestes, mais bien accommodés, et la gaieté régnait autour des tables. Les convives étaient nombreux. Chacun allait chercher lui-même ses plats à la cuisine, et en inscrivait le prix sur la feuille de contrôle qu'il remettait avec son argent au camarade chargé de le recevoir.

Généralement, on ne s'attardait pas et, pour laisser la place à d'autres, on s'en allait après avoir satisfait son appétit.

Parfois, cependant, quelques camarades plus intimes prolongeaient la séance, et l'on causait. On chantait aussi. Le beau baryton Alphonse Delacour nous disait du Pierre Dupont, *Le Chant des ouvriers, La Locomotive,* etc. La citoyenne Nathalie Lemel ne chantait pas ; elle philosophait et résolvait les grands problèmes avec une simplicité et une facilité extraordinaires.

Printemps 1868 : la grève du bâtiment à Genève

Varlin, qui aime pourtant beaucoup la musique et le chant, n'a guère le temps de flâner à La Marmite *en ce printemps 1868. Il va se déclencher en effet, cette fois au-delà des frontières, à Genève, une grève si importante politiquement que Varlin fera tout pour qu'elle soit appuyée au maximum par les travailleurs français.*

Laissons la parole à l'un des membres du comité central genevois de l'A.I.T. qui, dès le début de la grève, le 26 mars, écrit à Varlin :

Monsieur Varlin,

Les ouvriers du bâtiment ayant demandé une augmentation de salaire à leurs patrons, ces derniers n'ayant pas adhéré à cette demande, se sont coalisés et ont déclaré la grève dans toutes les corporations, quoique ce ne soit pas le désir des ouvriers, qui auraient préféré pouvoir s'entendre à l'amiable.

Nous voici en face de trois mille ouvriers sans ouvrage, dont le crime le plus grand, aux yeux de ces messieurs, est de faire partie de l'Association internationale, qu'ils ont juré de faire tomber, étant une société étrangère recevant des ordres de Londres, Paris, Bruxelles, et déclarant qu'ils feront tout leur possible pour empêcher la solidarité entre ouvriers. La question est des plus graves : il s'agit du triomphe de l'Association dans notre pays ou de sa perte. C'est pourquoi le comité central fait un appel pressant au Conseil général de Londres, d'aviser toutes les sections d'Angleterre, de France, de Belgique et d'Allemagne pour venir en aide à leurs frères de Genève. D'une action prompte et décisive dépend le succès de la cause. Dans quelques jours, nouvelles lettres et plus de détails à vous donner ; nous comptons sur une réponse immédiate, afin que nous sachions à quoi nous en tenir...

Au nom du comité central,
Un des secrétaires,
Signé : Jules PAILLARD.

Varlin d'ailleurs avait, au reçu de cette lettre, envoyé une dépêche à Genève pour avoir des informations plus précises, ce qui nous montre sa grande honnêteté intellectuelle et politique : il ne veut pas entraîner à la légère des camarades dans des actions dont ils ne connaissent pas tous les éléments.

Et à partir du moment où les Internationaux parisiens, et plus particulièrement Eugène Varlin, sont persuadés de l'importance et de la justesse de cette lutte, ils vont mettre tout en œuvre pour la soutenir.

Donnons cette fois la parole à un ennemi de l'A. I. T.,

à l'avocat impérial qui, lors du second procès, développera les chefs d'accusation contre Varlin et ses coinculpés. Il condense assez bien cette magnifique activité, très organisée, très efficace aussi dans sa promptitude même, que déploie Varlin pour soutenir cette grève.

Le 5 avril, Varlin, au nom de la commission parisienne, publie dans *L'Opinion nationale* qu'une souscription est ouverte pour soutenir la grève de Genève, aux bureaux de l'Association. Il fait imprimer un appel aux ouvriers de toutes les professions ; des listes circulent partout, et en quinze jours, messieurs, les ouvriers de Paris, non pas seulement ceux du bâtiment, mais les lithographes, les imprimeurs, les ferblantiers, remettent à la commission parisienne des sommes qui ne s'élèvent pas à moins de plus de 10 000 francs.

Voici en effet les reçus qui prouvent que les typographes ont envoyé 2 000 francs, les lithographes 500 francs, les ferblantiers 1 000 francs, les ébénistes 50 francs. Voici un reçu de 250 francs, produit de diverses souscriptions recueillies par Varlin ; voici encore des lettres qui montrent le concours promis à Varlin par les orfèvres, les sculpteurs sur pierre, les tailleurs sur cristaux.

Vous le voyez donc, messieurs, le bureau de Paris avait agi énergiquement, efficacement pour soutenir la grève de Genève. Il s'agissait, pour l'Association internationale, de montrer sa puissance et sa force, et la manifestation, dont la grève était l'occasion, a fourni une nouvelle preuve de ce que je vous disais le 20 mars, c'est que la section parisienne était véritablement, par l'activité de ses membres, par l'importance des ressources dont elle dispose, la tête et le cœur de l'Association.

Et remarquons bien que Varlin et ses camarades mènent toute cette campagne de soutien quasi ouvertement puisqu'ils publient des appels dans la presse, alors qu'à l'issue du premier procès de l'A. I. T. le

tribunal avait dissous le bureau de Paris et condamné les membres de la première commission. Esprit de décision, hardiesse de la démarche, courage sans phrases, internationalisme prolétarien profondément inséré dans une situation concrète, conscience de plus en plus aiguë de l'aspect politique de la lutte capital-travail, voilà ce qui fait de Varlin un représentant vraiment exemplaire de cette avant-garde ouvrière de la Ire Internationale.

La défense accuse

Lorsque le pouvoir, trop ouvertement bafoué, va lancer une seconde inculpation contre l'A. I. T., Varlin qui est cette fois du nombre des prévenus assure la défense collective de ses camarades, ce qui est bien le meilleur signe de la confiance qu'ils lui accordent. Et, dans cette intervention, nous voyons se manifester les qualités intellectuelles les plus rares : la rigueur du raisonnement, la concision et la vigueur de l'expression, un dynamisme lié à sa colère de classe, l'ironie dénonciatrice contre les exploiteurs, mais aussi une grande chaleur humaine envers les opprimés.

Nous reproduisons les passages essentiels de la défense qu'assume Varlin pendant l'audience du 22 mai 1868 :

Nous sommes prévenus d'avoir fait partie d'une association non autorisée de plus de vingt personnes. Est-ce bien là le motif réel de la prévention ? Nous ne le pensons pas, car s'il est vrai que l'égalité devant la loi existe en France, notre condamnation amène sur ces bancs toutes les sociétés tolérées et qui sont, comme on sait, d'un nombre considérable.

Pour ne parler que de nous, si le motif de la pour-

suite est bien celui que la prévention indique, pourquoi ne nous a-t-on pas poursuivis dès le premier abord ? Nous avions, il y a trois ans, violé la loi aussi bien qu'aujourd'hui. Cependant admettons, pour un instant, avec le ministère public, que c'est bien là la nature du délit qui nous est imputé.

Nous répondons :

En principe, nous affirmons que les droits de réunion et d'association sont des droits naturels et primordiaux ; que sous aucun prétexte on ne peut les interdire ni les restreindre, parce qu'on n'y peut toucher qu'au détriment d'une classe, pour le profit de l'autre. Dans l'état présent, par exemple, les capitalistes jouissent en fait de ces mêmes droits, et les contester aux travailleurs c'est commettre un déni de justice.

D'un autre côté, les lois restrictives de ces sortes de droits ne peuvent être et n'ont jamais été que des lois d'exception, et la loi de 1834, sur la violation de laquelle porte surtout la prévention, est en effet une loi d'exception. Ici nous croyons devoir affirmer devant le tribunal que si nous n'avions que nos personnes à défendre, nous n'accepterions ni débat ni jugement, parce que nous ne pouvons nous défendre d'avoir exercé un droit qui est au-dessus de toutes les lois et de toutes les prescriptions. La cause qui nous amène devant vous ne nous est pas personnelle. C'est celle non seulement de tous les membres de cette vaste Association internationale, dont nous sommes ici les mandataires, mais encore celle de tous les travailleurs français, groupés en sociétés de tous genres, toujours tolérées, jamais autorisées.

Nous sommes donc en présence d'une loi que les mœurs de notre époque repoussent, que la révolution de Février a implicitement abrogée, et que l'administration elle-même a presque abandonnée et semble ne conserver que comme une arme dont elle se sert pour frapper partialement, selon les hommes et selon les idées. N'est-ce pas là la constitution flagrante de l'inégalité devant la loi ? En somme, cette loi est applicable ou elle ne l'est pas ; si elle l'est, pourquoi ne l'applique-

t-on pas indistinctement, et que signifient alors ces encouragements administratifs que l'on a prodigués aux sociétés ouvrières ? Serait-ce que l'on aurait espéré de la coopération autre chose qu'une pacifique mais radicale revendication de la justice dans les rapports sociaux, tant moraux que matériels ? Ou serait-ce un piège que l'on aurait tendu pour surprendre la bonne foi du travailleur ? Nous aimons à croire le contraire.

Si la loi n'est pas applicable, pourquoi ne pas l'abroger purement et simplement, et pourquoi sommes-nous ici ?

Ne sont-ce que nos actes qui sont incriminés ? Nous avons continué l'œuvre de l'Association, parce que, forts de notre droit, nous ne pouvions prévoir la décision de la justice. Nous devions sauvegarder les intérêts de l'Association. Si nous les avions laissés en souffrance, quelle réparation la justice nous aurait-elle offerte pour le préjudice matériel qu'aurait causé la prévention à l'Association internationale, dans le cas où nous eussions été acquittés ?

M. l'avocat impérial a taxé de manque de convenance la nomination d'une commission nouvelle avant la décision du tribunal. Nous n'avons manqué ni d'égards ni de convenance envers la justice, car vous ne sauriez en manquer vous-mêmes, et cependant vous n'avez pas attendu la décision de la Cour de cassation, devant laquelle votre jugement est en ce moment déféré, pour organiser une nouvelle poursuite pour le même fait.

Avant de parler des actes de la nouvelle commission, nous allons retracer en quelques mots l'historique de l'Association internationale, afin de démontrer que nous n'avons pas dévié du but qu'elle se proposait de poursuivre.

Nos prédécesseurs vous l'ont déjà dit : l'origine de l'Association internationale remonte à l'année 1862, c'est-à-dire aux délégations ouvrières à l'Exposition de Londres. Mais son organisation telle qu'elle fonctionne actuellement ne date que du 28 septembre 1864.

Ce jour-là, un grand meeting, provoqué par les

ouvriers anglais pour recevoir une députation d'ouvriers de Paris apportant une réponse à l'adresse que les premiers leur avaient envoyée quelques mois auparavant, se tenait dans Saint Martin's Hall, à Londres. Les diverses sociétés d'étrangers résidant à Londres avaient envoyé des délégués à cette réunion.

Les travailleurs français proposèrent et le meeting adopta le projet d'organisation d'une Association internationale de travailleurs devant établir un lien constant de solidarité entre les ouvriers de tous les pays.

Le règlement provisoire qui a été lu devant vous, et qui au Congrès de Genève est devenu définitif, fut également approuvé dans cette assemblée.

Ce règlement, traduit en plusieurs langues, amena bientôt de tous les pays de l'Europe, et même de l'Amérique, une foule d'adhésions personnelles ou collectives.

Le Conseil général fut établi à Londres.

Il avait été également convenu dans le projet qu'un congrès aurait lieu chaque année. Le premier devait se tenir à Bruxelles en 1865.

Les délégués français, de retour à Paris, communiquèrent au groupe qui les avait envoyés le projet dont nous venons de parler, et il fut convenu qu'on choisirait un local, afin d'ouvrir le plus promptement possible un bureau dans cette ville.

Au mois de janvier 1865, les journaux publiaient le règlement provisoire de l'Association et annonçaient qu'un bureau était ouvert, 44, rue des Gravilliers, pour y recevoir les adhésions et souscriptions.

En même temps, un exemplaire de ce règlement et des statuts généraux était déposé à la préfecture de police, et un autre au ministère de l'Intérieur.

L'année 1865 fut presque entièrement consacrée à la propagande. L'Association internationale avait à se faire connaître. Ses progrès furent lents tout d'abord ; néanmoins, après quelques mois d'existence, elle comptait à Paris un assez grand nombre d'adhérents pour nous faire croire que l'idée avait été comprise et qu'elle ferait son chemin.

Une sous-commission, composée d'ouvriers appartenant à diverses professions, se forma afin d'aider les correspondants dans leur tâche, et afin surtout de préparer le congrès qui devait avoir lieu bientôt.

Il était urgent, en effet, que la France, qui avait conçu l'Association, y fût dignement représentée.

A cet effet, un appel fut fait par les correspondants, assistés de cette sous-commission.

Cependant, le Congrès de Bruxelles n'eut pas lieu comme on s'y attendait. L'Association internationale devait se manifester pour la première fois publiquement par une protestation énergique contre les lois d'exception.

Le gouvernement belge venant de rééditer sa loi sur les étrangers, l'Association déclara qu'elle ne se réunirait pas en congrès sur un sol qu'elle croyait libre quelques mois auparavant, affirmant ainsi bien haut, à la face de toute l'Europe, le droit absolu de réunion, comme elle avait affirmé en France, en se constituant, le droit naturel d'association.

Une conférence, à laquelle les correspondants de tous les pays où se trouvaient établis des centres de communication furent convoqués, se tint à Londres au mois de septembre 1865.

Dans cette conférence, le programme du Congrès de Genève fut élaboré et ensuite porté à la connaissance de tous les adhérents par la voie des journaux.

L'Association grandissait chaque jour ; son succès était désormais assuré.

Il résultait, en effet, des rapports lus par les secrétaires à cette conférence que des groupes nombreux venaient de se former en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Danemark et en Belgique ; et le secrétaire pour la France annonçait que des bureaux étaient ouverts ou prêts à s'ouvrir à Lyon, Marseille, Rouen, Caen, Nantes, Lisieux, Elbeuf et Neufchâteau.

Cette conférence se termina par une fête qui célébrait l'anniversaire de la fondation de l'Association, et les délégués se séparèrent en se donnant rendez-vous à Genève, où devait se tenir le premier congrès.

Dans le courant de l'année 1866, l'Association se manifesta encore d'une façon éclatante à propos des événements militaires dont l'Allemagne et l'Italie étaient le théâtre.

Elle ne fit point de politique, mais elle affirma fermement les principes socialistes qui la dirigeaient.

Elle opposa le droit au travail au droit des armes ; elle mit l'alliance des prolétaires au-dessus des inimitiés des gouvernements.

Et enfin, au mois de juin, elle opposait le programme économique du Congrès de Genève aux élucubrations politiques des cabinets.

Elle préparait le public, par des publications presque hebdomadaires, à la grande réunion qui devait établir d'une façon définitive l'Association internationale, jusqu'alors à l'état provisoire.

Au mois de juillet suivant, elle donnait connaissance à ses adhérents, toujours par la voie des journaux, des efforts faits en province pour la constitution de nouveaux bureaux.

Au mois de septembre 1866, le Congrès de Genève eut lieu. Dix-sept délégués français se rendirent à cette réunion, où le pacte fondamental fut discuté et voté.

L'Association existait cette fois d'une façon définitive ; elle entrait dans la voie pratique.

Nous ne nous appesantirons pas sur les délibérations de ce congrès, fait en dehors de toute influence des partis.

Les ouvriers prouvèrent qu'ils étaient capables de se conduire et d'opérer eux-mêmes leur émancipation.

Le congrès montra que la question du travail était partout envisagée de la même façon, et que les travailleurs n'avaient qu'à unir leurs efforts pour atteindre le but qui est commun.

Les délégués français avaient lu à Genève un mémoire qui ne put paraître en France, bien que les auteurs fussent disposés à en accepter la responsabilité devant les lois de leur pays.

Cette interdiction ne put être levée, malgré les démarches qu'ils firent pour l'obtenir. Le mémoire

parut cependant en entier dans *Le Courrier international,* ce qui prouve la contradiction qui existe entre les pouvoirs administratifs.

A partir de cette époque, l'Association se développa rapidement. En Angleterre surtout, où les institutions politiques forcent les ouvriers à fonder de vastes associations, l'Internationale prit une extension considérable.

Grâce à l'influence qu'elle acquit en s'occupant des grèves qui se succédèrent rapidement dans ce pays, elle devint la branche de salut pour les ouvriers exploités par un mercantilisme sans pareil.

Le bureau de Paris apportait son appui moral à ces luttes en prévenant publiquement les ouvriers de toutes professions que telle grève avait lieu en Angleterre, et qu'il était digne à eux de ne pas aller faire une concurrence à leurs frères en travail.

L'Association parvenait, en effet, à obliger les patrons à retirer leur ultimatum dans la grève des terrassiers, à Londres.

En France, les ouvriers du bronze se mettaient en grève. Les patrons, dans cette profession, voulaient forcer les ouvriers à détruire eux-mêmes la société de crédit et de solidarité qu'ils avaient fondée.

Cette fois, la lutte était une lutte morale ; on ne discutait plus le salaire, on voulait, par la faim, abolir un droit.

L'Association ne faillit pas à son rôle, et c'est peut-être là que son intervention fut des plus efficaces, car elle mit en pratique, pour la première fois, le principe de solidarité qu'elle a proclamé.

Elle prouva, par cette grève, que l'antagonisme qui existait jadis entre les peuples était éteint à jamais ; et c'est le peuple anglais, celui qu'on disait être notre plus grand ennemi, notre plus puissant rival, qui vint presque à lui seul en aide à la Société française du bronze.

Plusieurs autres grèves eurent lieu à la même époque, soit en France, soit en Angleterre, et toutes elles trouvaient un appui dans l'Internationale.

Les mécaniciens de plusieurs chemins de fer, en Angleterre ; les tailleurs, à Paris.

L'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique travaillaient avec ardeur à soutenir les efforts de tous les ouvriers qui réclamaient leur droit de vivre en défendant leur salaire menacé.

Pendant ce temps, l'Association faisait connaître la situation malheureuse des ouvriers des mines de Fuveau qui, eux aussi, demandaient qu'on n'aggravât pas leur sort, déjà si précaire et si dangereux.

Bien que ces mineurs ne fissent pas partie de l'Association, les différents bureaux ne crurent pas moins accomplir leur devoir en réclamant pour eux les droits d'homme et de citoyen, en vertu du paragraphe suivant des considérants :

« Le Congrès considère comme un devoir de réclamer les droits d'homme et de citoyen non seulement pour les membres de l'Association, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs : *Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs.* »

Nos efforts ne furent pas perdus, car un bureau se fondait dans cette localité au mois d'août 1867.

Dans l'intervalle de ces grèves, les ouvriers de Berlin envoyaient à ceux de Paris un salut fraternel en faveur de la paix.

Dans ce document, les Allemands, quoique placés sur un territoire beaucoup plus libre que le nôtre, abandonnaient pourtant la question politique pour ne s'occuper que des questions sociales, qu'ils mettaient bien au-dessus de toute discussion politique.

Nous leur répondîmes dans le même sens.

Partout, dans toutes les occasions, l'Internationale a montré son horreur de la guerre, qui est l'ennemie du travail.

Nous venons, messieurs, de vous parler des grèves, dans lesquelles l'Association a joué un rôle important.

Il semble, au premier abord, que l'Association soit une agence de grèves, ainsi que l'a dit M. le procureur

général en cour d'appel. Il importe donc d'expliquer ce fait.

L'Association internationale n'admet pas la grève en principe ; elle croit que c'est un moyen antiéconomique ; elle l'a déclaré à Genève, elle l'a déclaré partout.

Il nous suffirait de vous citer des extraits du mémoire français lu à Genève pour vous le prouver. Nous aimons mieux vous donner lecture de la déclaration suivante, faite dans une assemblée d'ouvriers allemands tenue à Berlin, le lundi 15 juillet 1867, qui contient en quelques mots nos idées sur ce point, et qui prouve que la grève est envisagée par les travailleurs partout de la même façon.

Voici cette déclaration :

« Les ouvriers tailleurs de Londres ont résolu, dans le combat légitime du travail contre le capital, de se mettre en grève, et ont demandé expressément aux ouvriers de Berlin de leur venir en aide.

Quoique l'assemblée soit d'avis que les grèves ne sont pas un moyen propre à donner une victoire décisive à la cause du travail, elle croit néanmoins que les ouvriers de Berlin sont obligés, dans la grande lutte entre le travail et le capital, qui est une lutte européenne commencée chez tous les peuples civilisés, de répondre à l'appel qui leur a été fait, en vertu de la confraternité des travailleurs, et elle décide, en conséquence, qu'elle appuiera de toutes ses forces le comité institué par les ouvriers. »

En septembre 1867, l'Association tenait son deuxième congrès à Lausanne. Là, les délégués donnaient connaissance des progrès de l'Internationale, qui en une année avait, on peut le dire, envahi toute l'Europe.

Nous laissons encore de côté tout ce qui concerne ce congrès ; nos prédécesseurs vous en ont donné connaissance, ce serait une redite inutile.

Il nous suffira de rappeler, pour vous convaincre

de la puissance de l'idée sociale, l'incident qui eut lieu au Congrès de la paix, auquel le congrès ouvrier avait envoyé une députation.

L'Association internationale fit comprendre aux membres de ce congrès que la guerre n'existait pas seulement entre nations, mais qu'elle existait surtout entre individus ; que, par conséquent, toute réforme qui n'aurait pas pour but de faire disparaître la lutte des intérêts entre citoyens serait incomplète. Ils ajoutaient que supprimer l'insolidarité qui existe entre les hommes, c'était du même coup supprimer la guerre entre nations.

L'assemblée accepta la déclaration faite par les délégués du congrès ouvrier.

Nous arrivons maintenant à la situation présente. Les journaux annonçaient, au mois de décembre dernier, que des poursuites étaient dirigées contre l'Association, et qu'à cet effet des perquisitions avaient eu lieu à la fois chez MM. Tolain, Murat, Héligon et Chemalé.

Que signifiaient ces poursuites et quelle devait être la conduite des membres de l'ancienne commission ?

Leur premier acte fut un acte de prudence, suffisamment justifié par ce qui venait d'avoir lieu.

Ils suspendirent les réunions du jeudi et firent connaître cette décision par la voie des journaux.

Ensuite ils attendirent. L'instruction se poursuivait. D'abord on les accusa d'abriter une société secrète sous le voile de l'Association internationale.

Ils ont prouvé qu'ils n'avaient pas à redouter ce chef d'accusation, qui fut en effet abandonné.

Pendant ce temps ils préparaient leur défense, attendant, avec impatience sans doute, le jour où ils pourraient justifier de leur conduite.

Ce jour ne venait pas, aucune assignation n'était faite, et il était à craindre que les intérêts de l'Association à Paris ne périclitassent si cette situation expectante se continuait.

Ils prirent alors un parti, que nous n'hésitons pas à déclarer être le plus sage.

La commission tout entière donna sa démission, et

les sociétaires furent invités à en élire une nouvelle par l'appel du 19 février.

Nous avons répondu à cet appel et le 9 mars la nouvelle commission se constituait d'après le règlement du bureau de Paris.

Nos actes, purement administratifs, ont été de peu d'importance. Après nous être constitués et en avoir avisé les adhérents par la voie des journaux, nous avons transféré le bureau dans un autre local, et c'est à peine si nous avions essayé de rétablir les listes d'adhérents qu'une nouvelle poursuite est venue nous surprendre.

La cause en était dans la part active que nous avions prise pour soutenir la grève des ouvriers de Genève.

Devions-nous, dans la situation qui nous était faite, nous occuper de cette grève ? Pourquoi pas ? Est-ce que le droit de grève n'est pas reconnu par la législation française ? Est-ce qu'il n'était pas de tradition pour l'Association internationale de s'occuper des intérêts immédiats des travailleurs et, par conséquent, des grèves ? Nous n'avions, en cette circonstance, qu'à suivre ce qu'avaient fait nos devanciers en s'occupant des grèves des vanniers, des chauffeurs-mécaniciens en Angleterre, de Roubaix, de Fuveau et des ouvriers du bronze. [...]

Le bureau de Paris réalise l'expression exacte du but que se proposaient les fondateurs de l'Association internationale : créer un moyen permanent de relation entre les groupes de travailleurs des divers pays, établir entre eux un simple lien fédératif.

Sans ce moyen de relation, les ouvriers du bâtiment de Genève, en présence d'une grève générale qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de soutenir, n'auraient pas obtenu, ou tout au moins assez vite, l'appui des travailleurs de Paris, de Londres, de l'Allemagne, de la Suisse, dont ils avaient un pressant besoin. Tandis qu'il a suffi au comité de Genève de prévenir simultanément les différents bureaux, pour qu'immédiatement, de toutes parts, les ressources aient surgi.

La grève de Genève a produit dans le public une émotion bien plus considérable que toutes les autres grèves auxquelles nous avons assisté.

C'est qu'à Genève elle a pris l'importance d'une lutte sociale entre le peuple et la bourgeoisie.

Au lieu de rester simple spectatrice, plus ou moins intéressée, de la lutte, la bourgeoisie genevoise a plus que manifesté sa sympathie pour les entrepreneurs ; elle les a soutenus de toute son influence. C'était son droit ; nous ne lui adresserions pas de reproches si son concours dans la lutte avait été loyal.

Si les boulangers genevois avaient le droit strict, le droit légal de refuser du pain aux ouvriers en grève, l'humanité leur refusait ce droit.

Mais pourquoi ces manœuvres indignes, récits dénaturés, répandus par tous leurs journaux pour tromper l'opinion publique, intimidations de toutes sortes, menaces de troupes françaises, d'intervention de troupes fédérales ? [...]

Maintenant, répétons ce que nous avons affirmé déjà dans maintes circonstances.

La grève, pour nous, n'est qu'un moyen barbare de régler les salaires ; nous ne l'employons jamais qu'à regret ; car il est toujours pénible pour l'ouvrier de se priver, lui et sa famille, pendant plusieurs semaines, plusieurs mois quelquefois, pour n'obtenir jamais qu'un salaire inéquitable.

L'Association internationale se proposait d'arriver, par l'étude des questions économiques, à des moyens pacifiques de régler la rémunération du travail ; mais les entraves que l'on met à nos études ne sont pas de nature à hâter la solution du problème social, et nous aurons sans doute encore besoin souvent de recourir à la grève pour défendre notre pain.

Telles sont les raisons que nous tenions à mettre en lumière. Il est un autre point sur lequel nous désirons nous appesantir.

Si devant la loi nous sommes, vous des juges et nous des accusés, devant les principes nous sommes deux partis, vous le parti de l'ordre à tout prix, le parti de la stabilité, nous le parti réformateur, le parti socialiste. Examinons de bonne foi quel est cet état social que nous sommes coupables de déclarer perfectible ! L'iné-

galité le ronge, l'insolidarité le tue, des préjugés antisociaux l'étreignent dans leurs mains de fer. Malgré la Déclaration des droits de l'homme et les revendications populaires, un instant triomphantes, la volonté de quelques-uns peut faire et fait couler le sang par torrents dans les luttes fratricides de peuple à peuple, qui, ayant les mêmes souffrances, doivent avoir les mêmes aspirations.

Les jouissances ne sont que pour le petit nombre, qui les épuise dans ce qu'elles ont de plus raffiné ; la masse, la grande masse, languit dans la misère et dans l'ignorance, ici s'agitant sous une oppression implacable, là décimée par la famine, partout croupissant dans les préjugés et les superstitions qui perpétuent son esclavage de fait.

Si nous passons aux détails, nous voyons les opérations de bourse jeter le trouble et l'iniquité, les pachas financiers faisant à leur gré l'abondance ou la disette, semant toujours autour des millions qu'ils entassent le mensonge, la ruine et la hideuse banqueroute.

Dans l'industrie, une concurrence effrénée, faite sur le dos des travailleurs, a rompu tout équilibre entre la production et la consommation.

On manque de bras pour le nécessaire, et l'inutile superflu abonde ; tandis que des millions d'enfants pauvres n'ont pas un habillement, l'on étale dans les expositions des châles à des prix fabuleux, qui ont coûté plus de dix mille journées de travail.

Le salaire de l'ouvrier ne lui donne pas le nécessaire et les sinécures fleurissent autour de lui.

L'Antiquité est morte d'avoir gardé dans ses flancs la plaie de l'esclavage ; l'ère moderne fera son temps si elle ne tient pas plus compte des souffrances du grand nombre, et si elle persiste à croire que tous doivent travailler et s'imposer des privations pour procurer le luxe à quelques-uns, si elle ne veut pas voir ce qu'il y a d'atroce dans une organisation sociale dont on peut tirer des comparaisons comme celle-ci :

« Si vous voyiez une volée de pigeons s'abattre sur

un champ de blé, et si, au lieu de picorer chacun à son gré, quatre-vingt-dix-neuf s'occupaient à amasser le blé en un seul tas, ne prenant pour eux que la paille et les déchets ; s'ils réservaient ce tas, leur travail, pour un seul d'entre eux, souvent le plus faible et le plus mauvais pigeon de toute la volée ; s'ils formaient le cercle, complaisants spectàteurs, tout un long hiver, tandis que celui-ci irait se gavant, dévorant, gâchant, jetant à droite et à gauche ; si un autre pigeon plus hardi, plus affamé que les autres, touchait à un seul grain, tous les autres lui volaient dessus, lui arrachaient les plumes, le déchiquetaient en morceaux ; si vous voyiez cela, vous ne verriez vraiment que ce qui est établi et journellement se pratique parmi les hommes.

(Docteur W. PALLEY, de l'université d'Oxford, extrait du journal *La Coopération,* mai 1868.) »

C'est navrant de vérité !

N'appartient-il pas aux quatre-vingt-dix-neuf celui qui naît dans la misère, formé d'un sang appauvri, quelquefois souffrant de la faim, mal vêtu, mal logé, séparé de sa mère, qui doit le quitter pour aller au travail, croupissant dans la malpropreté, exposé à mille accidents, prenant souvent dès l'enfance le germe des maladies qui le suivront jusqu'au tombeau ?

Dès qu'il a la moindre force, à huit ans, par exemple, il doit aller au travail dans une atmosphère malsaine, où, exténué, entouré de mauvais traitements et de mauvais exemples, il sera condamné à l'ignorance et poussé à tous les vices. Il atteint l'âge de son adolescence sans que son sort change. A vingt ans, il est forcé de laisser ses parents, qui auraient besoin de lui, pour aller s'abrutir dans les casernes ou mourir sur le champ de bataille, sans savoir pourquoi. S'il revient, il pourra se marier, n'en déplaise au philanthrope anglais Malthus et au ministre français Duchâtel, qui prétendent que les ouvriers n'ont pas besoin de se marier et d'avoir une famille, et que rien ne les oblige à rester sur la terre quand ils ne peuvent pas trouver le moyen de vivre.

Il se marie donc ; la misère entre sous son toit, avec

la cherté et le chômage, les maladies et les enfants. Alors si, à l'aspect de sa famille qui souffre, il réclame une plus juste rémunération de son travail, on l'enchaîne par la faim comme à Preston ; on le fusille comme à la Fosse-Lépine ; on l'emprisonne comme à Bologne ; on le livre à l'état de siège comme en Catalogne ; on le traîne devant les tribunaux comme à Paris...

M. LE PRÉSIDENT : Nous ne pouvons laisser passer ces dernières paroles : on ne traîne personne devant la magistrature ; on traduit devant elle des prévenus, qui souvent sont traités avec trop d'indulgence ; rétractez vos dernières paroles, ou je ne pourrais vous laisser continuer votre défense.

VARLIN, après avoir consulté ses coprévenus : Je les retire.

M. LE PRÉSIDENT : Il ne faut prendre conseil que de vous ; votre défense doit être *complètement libre* et ne doit être limitée que par le respect de la loi et des convenances ; je vous demande encore si, librement, de votre seule volonté, vous retirez vos paroles ?

VARLIN : Je les retire.

M. LE PRÉSIDENT : Continuez votre défense.

VARLIN, reprenant : Ce malheureux gravit son calvaire de douleurs et d'affronts ; son âge mûr est sans souvenirs, il voit la vieillesse avec effroi : s'il est sans famille ou si sa famille est sans ressources, il ira, traité comme un malfaiteur, s'éteindre dans un dépôt de mendicité.

Et pourtant cet homme a produit quatre fois plus qu'il n'a consommé. Qu'a donc fait la société de son excédent ? Elle en a fait... le centième pigeon.

Celui-là entre dans la vie, salué par la joie de tous les siens. Toutes les prévenances et toutes les abondances règnent autour de son riche berceau. Son enfance se passe entre les caresses qu'on lui prodigue et les plaisirs

de son âge. Le précepteur ou la pension ouvrent à son intelligence des horizons nouveaux ; s'il est studieux, les lauriers scolaires lui donnent un avant-goût de la gloire. Tous les plaisirs fleurissent sa jeunesse : luxe, jeux, bonne chère et, disons-le, Fantines à vendre, tout l'appelle, tout l'enivre.

Quand il est rassasié de jouissances, la vie de famille s'ouvre à lui avec toutes ses intimes douceurs. Une obole de sa fortune a envoyé dans les dangers, à sa place, le frère de la fille qu'il a achetée ou séduite ; n'importe, il étalera son rare patriotisme, et les dignités, les titres et les sinécures de pleuvoir ! Il voit l'avenir sans appréhension et va poursuivant le rêve de ses ambitions ; n'est-il pas riche ?

Et pourtant cet homme n'a rien produit, il n'a fait que jouir des privations de quatre-vingt-dix-neuf de ses frères.

Consultez l'histoire et vous verrez que tout peuple comme toute organisation sociale qui se sont prévalus d'une injustice et n'ont pas voulu entendre la voix de l'austère équité sont entrés en décomposition ; c'est là ce qui nous console, dans notre temps de luxe et de misère, d'autorité et d'esclavage, d'ignorance et d'abaissement des caractères, de pervertissement du sens moral et de marasme, de pouvoir déduire des enseignements du passé que tant qu'un homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines.

Mettez le doigt sur l'époque actuelle, vous y verrez une haine sourde entre la classe qui veut conserver et la classe qui veut reconquérir ; vous y verrez une recrudescence des superstitions que l'on croyait détruites par le XVIII[e] siècle ; vous y verrez l'égoïsme effréné et l'immoralité partout ; ce sont là des signes de la décadence ; le sol s'effondre sous vos pas ; prenez-y garde !

Une classe qui n'a encore paru sur la scène du monde que pour accomplir quelques grandes justices sociales et qui a été l'opprimée de toutes les époques et de tous les règnes, la classe du travail prétend apporter un élément de régénération ; il serait sage à vous de saluer

son avènement rationnel et de la laisser remplir son œuvre d'équité.

Un vent de liberté absolue peut seul épurer cette atmosphère chargée d'iniquités et si grosse d'orages pour l'avenir. Au lieu de comprimer, puisque les compressions ne font qu'éclater plus tôt, laissez ceux qui ont foi dans l'avenir établir l'équité sociale ; la confiance renaîtra, et nous verrons disparaître ces symptômes de décadence qui attristent les observateurs.

Lorsqu'une classe a perdu la supériorité morale qui l'a faite dominante, elle doit se hâter de s'effacer, si elle ne veut pas être cruelle, parce que la cruauté est le lot ordinaire de tous les pouvoirs qui tombent. Que la bourgeoisie comprenne donc que, puisque ses aspirations ne sont pas assez vastes pour embrasser les besoins de l'époque, elle n'a qu'à se confondre dans la jeune classe, qui apporte une régénération plus puissante : l'égalité et la solidarité par la liberté.

« Il n'y a pas d'art au-dessus des classes »

Voilà de quelle étoffe intellectuelle, politique, idéologique étaient faits Varlin et bien d'autres militants de la Ire Internationale !

Et le reflet que nous en donne la littérature bourgeoise, quel est-il ? Nous constatons d'abord que la place réservée aux travailleurs est minime. Des silhouettes d'ivrognes, des faces hébétées, des ouvrières à la sexualité agressive et vulgaire, le plus souvent le silence, comme si l'immense masse des producteurs n'existait point.

Et quand les ouvriers surgissent au détour d'un roman, ils suscitent à la rigueur la pitié à cause de leurs conditions pénibles de travail et d'existence, mais ils n'existent jamais à part entière, ils restent toujours inférieurs dans le domaine affectif et surtout intellec-

tuel. Ainsi nous apparaît Etienne Lantier, un des rares ouvriers de la production bourgeoise : c'est le meneur de grève dans Germinal. *Zola, qui a la réputation — bien usurpée — d'ami du peuple, laisse à tout instant percer son scepticisme et même son mépris de bourgeois lorsqu'il s'agit de peindre Etienne dans une fonction qui n'est plus celle de travailleur manuel :*

Ce fut l'époque où Etienne entendit les idées qui bourdonnaient dans son crâne. Jusque-là, il n'avait eu que la révolte de l'instinct, au milieu de la sourde fermentation des camarades. Toutes sortes de questions confuses se posaient à lui : pourquoi la misère des uns ? pourquoi la richesse des autres ? Pourquoi ceux-ci sous le talon de ceux-là, sans l'espoir de jamais prendre leur place ? Et sa première étape fut de comprendre son ignorance. Une honte secrète, un chagrin caché le rongèrent dès lors ; il ne savait rien, il n'osait causer de ces choses qui le passionnaient, l'égalité de tous les hommes, l'équité qui voulait un partage entre eux des biens de la terre. Aussi se prit-il pour l'étude du goût sans méthode des ignorants affolés de science... Il se fit envoyer des livres, dont la lecture mal dirigée acheva de l'exalter... La honte de son ignorance s'en allait, il lui venait un orgueil depuis qu'il se sentait penser.

Baignant dans une conception individualiste du monde, Zola ne voit dans le militantisme ouvrier qu'un moyen pour le travailleur d'arriver, de faire carrière :

On venait de le nommer secrétaire de l'association, et il touchait même de petits appointements, pour ses écritures. Cela le rendait presque riche. Si un mineur marié n'arrive pas à joindre les deux bouts, un garçon sobre, n'ayant aucune charge, peut réaliser des économies. Dès lors, il s'opéra chez Etienne une transformation lente. Des instincts de coquetterie et de bien-être, endormis dans sa pauvreté, se révélèrent, lui firent acheter des vêtements de drap. Il se paya une paire de bottes fines, et du même coup il passa chef, tout le

coron se groupa autour de lui. Ce furent des satisfactions d'amour-propre délicieuses, il se grisa de ces premières jouissances de la popularité : être à la tête des autres, commander, lui si jeune et qui la veille encore était un manœuvre, l'emplissait d'orgueil, agrandissait son rêve d'une révolution prochaine, où il jouerait un rôle. Son visage changea, il devint grave, il s'écouta parler ; tandis que son ambition naissante enfiévrait ses théories et le poussait aux idées de bataille.

Le rapprochement de cette démarche de petit arriviste avec celle si généreuse, si prolétarienne d'un Eugène Varlin suffit à démasquer l'approche bourgeoise de l'auteur. Nous pouvons nous livrer au même petit jeu avec un autre personnage de Germinal, *Pluchart, le seul représentant de la Ire Internationale.*

« Sans les Parisiens, nous étions perdus »

Mais laissons Zola et consorts à leurs prétentions d'écrivains réalistes se donnant pour mission de montrer au lecteur « la vérité ». Et revenons au monde des vrais prolétaires, de ceux qui ont fait avancer la révolution par leur esprit d'organisation, de sacrifice et par leur courage quotidien.

Cette intervention de Varlin qui dénonce le pouvoir impérial au lieu de se recroqueviller dans la défensive va provoquer, comme il fallait s'y attendre, les foudres du tribunal : le bureau parisien de l'A.I.T. est de nouveau dissous ; quant aux neuf inculpés, ils ont droit à 100 F d'amende et à trois mois de prison.

C'est le 6 juillet 1868 que Varlin et ses camarades sont incarcérés à Sainte-Pélagie. Ils ne pourront donc participer au IIIe Congrès de l'Internationale qui se tient à Bruxelles en septembre. Les délégués genevois, rappelant la grève victorieuse des ouvriers du bâtiment, leur rendirent un juste hommage en concluant leur rapport par ces termes : « Sans les Parisiens, nous étions perdus. » De leur prison, ces indomptables Parisiens envoient une lettre aux congressistes :

Citoyens,

Le bureau de Paris se trouve dans l'impossibilité de se faire représenter au congrès par suite du jugement que vous connaissez.

Nous, membres de la dernière commission, en ce moment détenus à la prison de Sainte-Pélagie, nous croyons devoir profiter de la réunion du congrès pour adresser à tous les membres de l'Association internationale une protestation contre l'arbitraire qui pèse sur nous et nous empêche de rendre compte de notre gestion.

Nous n'avons pas à vous donner de détails sur les circonstances dans lesquelles nous avons été appelés à l'administration du bureau de Paris, les débats de notre procès vous en ont suffisamment instruits.

Tout en regrettant de ne pas pouvoir prendre part à vos travaux, nous suivrons avec intérêt les discussions sur les diverses questions du programme dont la solution intéresse au plus haut degré toute la classe travailleuse.

Nous avons appris avec satisfaction qu'une grande partie des sociétés ouvrières parisiennes se font représenter au congrès ; les persécutions dont l'Association internationale a été l'objet ont, sans aucun doute, contribué à ce résultat.

L'empressement avec lequel ces sociétés viennent apporter leur concours et leur appui moral à notre œuvre sociale, est une preuve que notre propagande n'a pas été stérile et que les idées de l'Association internationale ont profondément pénétré dans la population ouvrière.

Quant à nous, nous restons fermement résolus à continuer notre œuvre individuellement, puisqu'il nous est maintenant impossible d'agir en collectivité.

Nous vous envoyons toutes nos sympathies avec l'assurance de nos sentiments les plus fraternels.

Signé : A. COMBAULT ; E. VARLIN ; E. LANDRIN ;
HUMBERT ; B. MALON ; CHARBONNEAU ;
G. MOLLIN ; A. BOURDON ; L. GRANJON.

Prison de Sainte-Pélagie, le 4 septembre 1868.

Ils vont même manifester de loin leur désaccord sur un point important. En effet, à la majorité, les délégués de Bruxelles avaient refusé de participer au congrès qu'organisait à Berne la Ligue de la paix et de la liberté, estimant que ce groupement « n'avait pas de raison d'être en présence de l'œuvre de l'Internationale », et ils avaient exhorté les congressistes de Berne à les rejoindre en Belgique. Varlin n'est pas d'accord avec cette attitude qu'il juge sectaire et il signe une lettre collective adressée directement aux membres du Congrès de Berne, reconnaissant l'utilité de la Ligue, regrettant « l'invitation de se dissoudre adressée à la Ligue par les membres du Congrès de Bruxelles ». Dans cette lettre, un argument qui reste un point très actuel de réflexion : « Au point de vue de la liberté dont nous poursuivons la conquête, le droit de se croire la seule expression des aspirations ne peut appartenir à une association isolée. »

« La lutte entre le capital et le travail s'accentue de plus en plus »

Aussitôt sortis de prison, les Internationaux vont déployer leurs forces militantes dans tous les secteurs, et simultanément. L'analyse de la situation lors de leurs réunions hebdomadaires, le bilan et les directives des congrès, la puissance même de la poussée ouvrière balaient, en particulier chez Varlin, les restes de proudhonisme qui pouvaient encore le cantonner dans la non-violence et les questions strictement économico-sociales. Ainsi utilise-t-il l'arme de la grève au maximum, mais avec beaucoup de finesse tactique, à la fois pour disloquer la vieille bâtisse impériale et pour renforcer en l'unifiant le mouvement ouvrier, comme on le voit dans ces lettres des 8 et 9 janvier 1869 adressées à Emile Aubry, responsable de la section

rouennaise de l'A. I. T., avec lequel il entretient une correspondance régulière :

Paris, le 8 janvier 1869

Mon cher Aubry,

Duret m'a communiqué la lettre qu'il vient de recevoir de vous, ainsi qu'il m'avait fait part de celles que vous lui aviez adressées antérieurement relativement à la grève.

Je sais avec plaisir que les *trade-unions* s'occupent de venir en aide aux cotonniers ; mais j'avais cru tout d'abord que votre lettre à Londres avait surtout pour objet une demande de renseignements sur les salaires des cotonniers anglais et les prix de vente des cotonnades, ce qui me paraissait très intéressant à savoir en présence de l'entente annoncée par la circulaire des ouvriers de Sotteville-lès-Rouen entre les manufacturiers en coton, pour arriver à réduire le prix de revient, très probablement en faisant subir à leurs ouvriers une réduction de salaire.

Lorsque nous avons reçu votre premier appel avec la circulaire, nous avions pensé que la grève n'avait pas une grande importance comme chiffre, que les districts cotonniers pouvaient à peu près suffire à la soutenir et que vous nous demandiez plutôt notre appui moral que matériel. Aussi nous sommes-nous contentés d'ouvrir une souscription dans la reliure et parmi les amis avec lesquels nous nous trouvons en relations journalières, nous réservant de faire appel à toute la population ouvrière de Paris si la grève se généralisait, c'est-à-dire si les manifestations mettaient à exécution la résolution que vous signalez dans la circulaire.

Vous devez comprendre que la souscription est un moyen dont il faut user, mais non pas abuser, parce qu'alors on arrive à l'épuiser. Or, à Paris, nous avons presque continuellement des souscriptions en cours dans chaque profession, soit pour un camarade frappé

par un accident, soit pour soutenir une grève dans une profession similaire ou avec laquelle on se trouve presque en contact permanent, et il faut qu'une grève prenne des proportions assez vastes pour que l'on puisse faire un appel général avec chance d'être entendu : par exemple, la grève des bronziers qui comptait 3 à 4 000 ouvriers, la grève de Genève qui comprenait une dizaine de professions à la fois.

Si la grève des cotonniers devait prendre une plus grande extension, vous pouvez compter que nous ferions des efforts héroïques pour les soutenir. Mais, jusque-là, nous avons cru devoir nous contenter de faire circuler notre souscription entre nous et sans bruit. Vous nous direz si les efforts faits par vous près des cotonniers des autres maisons nous permettent d'arriver à un résultat favorable. Dites-leur bien qu'ils doivent se soutenir entre eux d'abord, afin de mériter l'appui de leurs frères des autres pays dans le cas où la lutte se généraliserait. Dites-leur surtout qu'ils doivent se grouper, s'organiser, se solidariser, entrer dans la ligue internationale des travailleurs pour s'assurer le concours de tous et pouvoir parer à toutes les mauvaises éventualités. Ai-je besoin d'ailleurs de vous dire cela ? C'est ce que vous faites, et cette grève doit être pour vous une bonne occasion de propagande.

Vous regrettez avec raison de ne pas avoir un journal pour défendre la cause du travailleur, notre cause, contre les journaux des bourgeois. A ce propos, qu'est donc devenu votre projet de journal ? Vous n'avez sans doute pas réuni la somme nécessaire pour commencer. Je vous envoie ci-joint un programme dont nous a saisi Cluseret, notre codétenu à Sainte-Pélagie. Il l'a fait sur la demande qui lui était adressée par une profession assez importante. Je doute de la possibilité de réaliser ce projet ; mais on pourra le modifier. Dites-nous donc dans une prochaine correspondance quelles ressources vous avez pu réunir comme argent, et comme rédacteur, ce qu'il vous fallait pour marcher.

Vous avez sans doute reçu le journal *L'Egalité,* organe des sections de l'Association internationale de

la Suisse romande. Le numéro spécimen annonce à ses abonnés l'espérance d'une correspondance de Rouen ; c'est sans doute vous ou l'un de votre groupe qui en a pris l'engagement. Quant à la candidature ouvrière, je vois avec plaisir que vous êtes résolus à la poser. Lyon s'est déjà prononcé dans ce sens. Marseille nous a adressé une demande de renseignements. J'espère que nous allons bientôt nous entendre à ce sujet, et que, malgré les abstentionnistes, proudhoniens enragés, nous entrerons dans la lice électorale concurremment avec les républicains bourgeois de toutes nuances, afin de bien affirmer la scission du peuple avec la bourgeoisie.

Salut fraternel à tous nos amis de Rouen.

Signé : E. VARLIN

Le 9 janvier 1869

La grève des fileurs en laine de Vienne (Isère) est terminée. La *caisse du sou* leur avait voté un prêt de 1 000 francs, dont 500 avaient été envoyés de suite ; mais ils ont fait retour immédiatement, attendu que la grève venait de se terminer lorsqu'ils sont parvenus. Les fileurs avaient épuisé toutes leurs ressources ; et comme leur grève mettait en chômage toutes les autres spécialités lainières, ils ont cru devoir se contenter de quelques légères concessions que leur ont faites les patrons.

Tout à vous.

Signé : E. VARLIN

« La majorité des ouvriers est communiste »

Varlin s'empare également d'une nouvelle arme que le régime a dû accorder aux travailleurs, avec bien des restrictions et bien des reprises violentes comme le font

tous les régimes libéraux à l'agonie : cette arme, ce sont les réunions publiques.

Théoriquement, on n'y doit parler ni de politique ni de religion ; alors on y discute de philosophie, d'histoire, d'économie, ce qui revient au même. Varlin, qui a toujours mis l'accent sur la nécessité de préparer les travailleurs aux lendemains de la révolution, participe assidûment à ces réunions ouvrières qui permettent une approche de problèmes importants, une plus grande confiance en soi et une prise de conscience plus nette. Il va donc dans ces réunions non pas en tribun cherchant à conquérir un public, mais en observateur qui est à l'écoute des masses. « Il arrivait seul, nous dit Foulon son biographe, serrait en silence les mains qui se tendaient vers lui et s'installait modestement dans la demi-obscurité de la salle. »

Nous trouvons l'écho du climat de discussion et de répression de ces réunions dans l'un des articles que Varlin envoyait à L'Egalité, *organe de l'A.I.T. à Genève :*

Paris, 30 mars 1869

Le gouvernement français demande une émeute ! Telles sont les paroles que l'on entend prononcer à Paris par ceux qui s'occupent de dignité humaine, du bien-être de tous : de socialisme.

Les huit mois de discussions publiques ont fait découvrir ce fait étrange que la majorité des ouvriers activement réformateurs est communiste. Ce mot de communisme soulève autant de haine dans le camp des conservateurs de toutes sortes que la veille des journées de Juin. Bonapartistes, orléanistes, cléricaux et libéraux s'entendent avec un touchant ensemble pour crier sus à l'infâme, au pelé, au galeux. Plus les ouvriers militants de Paris s'obstinent à se proclamer communistes, plus les conservateurs susnommés s'acharnent à les combattre ; chacun joue admirablement son rôle ; les cléricaux, les orléanistes et les libéraux fulminent dans leurs chaires, dans leurs journaux, et le

gouvernement tâche de mériter les éloges des plus fougueux partisans de la répression à outrance. La grande majorité des orateurs des réunions publiques (l'on peut dire presque tous ceux qui proclament le communisme) sont emprisonnés, condamnés ou assignés ; les condamnations se tiennent le plus souvent entre deux et six mois de prison, entre cent et deux mille francs d'amende. Ces jours derniers, on a trouvé que l'infatigable sixième chambre n'était pas encore assez expéditive et l'on a essayé de l'arrestation préventive. En conséquence ont été arrêtés : Boudaille, Bachellery, Amouroux, Garrau, Gustave Flourens et Peyrouson. Boudaille, arrêté chez lui, s'est vigoureusement défendu et a terrassé, dit-on, un commissaire et deux agents ; huit sergents de ville en sont pourtant venus à bout. Gustave Flourens, le fils du célèbre savant et l'héroïque défenseur de la liberté crétoise, a été arrêté en pleine rue, la nuit.

Au gré de l'autorité, ce n'est pas encore assez de provocations ; l'on a pris pour règle de donner ordre aux commissaires de police de faire, dès leur début, lever presque toutes les séances. Dernièrement, à la réunion de Montmartre, Gustave Flourens, président, refusa d'obéir à l'injonction du préposé de l'autorité et délibéra paisiblement jusqu'à onze heures du soir. Le lendemain, environ deux cents agents en tenue entouraient les abords de la salle de réunion. La réunion eut lieu tout de même, mais le président de la veille était arrêté. D'autre part, les journaux officiels et officieux, *Le Pays, Le Peuple* (quelle profanation de titre !), *Le Constitutionnel,* etc., sonnent le tocsin contre les réunions publiques et jettent l'épouvante dans l'opinion à l'aide de comptes rendus falsifiés. Dernièrement est parue une brochure intitulée *Les réunions publiques à Paris ;* c'est une réédition des prétendus comptes rendus du *Pays,* suivis de réflexions lamentables, le tout assaisonné pour l'usage exclusif des bons conservateurs de France et de Navarre. Le gouvernement la répand à profusion et, par pesants paquets, l'expédie en province pour glacer de frayeur

tous nos hameaux à l'aspect du « spectre communiste et révolutionnaire », (style officiel). Ce n'est pas encore tout, *Le Pays* répète qu'avec ses ennemis on ne discute pas. « On les supprime, ajoute-t-il, et devant un nouveau Juin nous ne reculerons pas ! Nos pères ont fondé l'Empire, c'est à nous de le conserver ! » Qu'adviendrait-il de ces suppôts salariés du despotisme si à leurs insolentes provocations répondait la révolution elle-même ? Sur ce sujet toute appréciation serait imprudente, il ne faudrait pas que le journal *L'Egalité* soit une mine de renseignements dont puisse tirer parti la police française ; c'est pourquoi, et bien involontairement, nous nous bornons à dire que la question sociale a surgi tout à coup, troublant la digestion de ceux qui gouvernent et de ceux qui jouissent, et que le système communiste, très indéfini encore, d'ailleurs, est de plus en plus en faveur parmi ceux qui s'exténuent dans les ateliers et qui, pour prix de leurs fatigues, sont en lutte avec la faim. Nous pouvons donc, d'ores et déjà, affirmer que, si la machine gouvernementale n'est pas détraquée d'ici-là, le socialisme fera dans les élections prochaines une éclatante apparition.

Mai 1869 : les Internationaux face aux élections

Les Internationaux vont se mobiliser également sur le terrain des élections générales qui doivent avoir lieu en mai 1869. Ils appuient des candidatures et surtout proposent un programme qui reprend les orientations mêmes de l'A. I. T. :

AUX ÉLECTEURS DE 1869

Citoyens,

Le moment est venu où le parti démocratique et socialiste doit s'affirmer.

L'époque des élections approche ; nous allons être appelés de nouveau à élire les mandataires qui doivent nous représenter.

Ne suivons plus les errements d'autrefois.

Au lieu de se rallier à des candidats qui ne se recommandent à ses suffrages que par une notoriété plus ou moins établie, le peuple souverain doit lui-même faire son programme, dresser la liste des réformes dont il a besoin, et ensuite choisir parmi les citoyens ceux qui lui paraissent le plus aptes à exprimer sa volonté.

En principe absolu, les mandataires devraient toujours être révocables, à tout instant, dès qu'ils ne remplissent pas leurs engagements ; mais, en présence des difficultés actuelles, nous devons demander, tout au moins, qu'ils se tiennent constamment en relation avec leurs mandants, et que, chaque année, ils viennent se retremper dans le suffrage universel.

Il n'y a pas de temps à perdre !

Il faut que tous les groupes de socialistes formulent leur programme au plus vite, et qu'ils se fassent les concessions nécessaires, afin qu'une entente puisse s'établir pour arrêter un programme commun.

Quant à nous, voici les réformes que nous croyons urgentes :

1. Suppression des armées permanentes : armement de tous les citoyens.
2. Suppression du budget des cultes ; séparation de l'Eglise et de l'Etat : liberté de discussion religieuse et philosophique.
3. Réforme générale de la législation ; élection de la magistrature, temporairement et par le suffrage universel ; établissement du jury pour les affaires civiles et criminelles.
4. Instruction laïque et intégrale, obligatoire pour tous, et à la charge de la nation ; indemnité alimentaire à tous les enfants pendant la durée des études.
5. Suppression des privilèges attachés aux grades universitaires.

6. Liberté d'association.
7. Liberté de réunion sans restriction.
8. Liberté de la presse, de l'imprimerie et de la librairie ; abolition du timbre et du cautionnement.
9. La liberté individuelle garantie par la responsabilité effective et permanente de tous les fonctionnaires, quel que soit leur rang.
10. Etablissement de l'impôt progressif ; suppression de tous les impôts indirects, octrois ou autres.
11. Liquidation de la dette publique.
12. Expropriation de toutes les compagnies financières et appropriation par la nation, pour les transformer en services publics, de la banque, des canaux, chemins de fer, roulages, assurances, mines.
13. Les communes, les départements et les colonies affranchis de toute tutelle pour ce qui concerne leurs intérêts locaux et administrés par des mandataires librement élus.

AVIZARD, tourneur en cuivre, 32, rue de Malte ; BOURDON, graveur, 7, rue Louis-le-Grand ; COLLOT, outilleur en bois, 14, rue Ernestine ; A. DELACOURT, relieur, 10, rue de la Parcheminerie ; DOUDEAU, marbrier, 114, boulevard de Clichy ; E. DROSSE, graveur, 22, rue de la Banque ; J. DURAND, coupeur de chaussures, 307, rue Saint-Denis ; FRUNEAU, charpentier, 15, rue de Charenton ; T. GAUTHIER, vannier, 24, rue des Jardins-Saint-Paul ; J.-P. CLÉROME, publiciste, 24, rue Feydeau ; A. HARLÉ, mécanicien, 26, rue Sévigné ; J.-P. HÉLIGON, imprimeur sur papiers peints, 45, rue de la Grande-Truanderie ; LÉVY LAZARE, opticien, 26, rue Sévigné ; A. LUCIE, fabricant d'encres, 9, rue Saint-Paul ; J. MINET, peintre sur porcelaine, 29, rue des Trois-Bornes ; PARENT aîné, passementier, 28, rue de la Chopinette ; G. SYLVESTRE, imprimeur en taille-douce, 187, rue Saint-Jacques ; SAUVA, tailleur, 31, rue Molière ; C. TERRET, mécanicien, 11, rue des Moulins ; E. VARLIN, 33, rue Dauphine. (Tous membres de l'Internationale.)

Si ces élections ne donnent pas de pouvoir parlementaire aux candidats ouvriers, elles accentuent de façon spectaculaire les contradictions au sein du régime puisqu'il y a 3 millions de voix pour l'opposition (ce qui constitue un gain de 1 400 000 voix par rapport aux élections de 1863) et le soutien massif des voix ouvrières aux candidats républicains démasque leur républicanisme bourgeois ou les accule à une radicalisation qui n'était point dans leurs intentions.

Tripotages et provocations du pouvoir

L'Empire battu aux urnes va essayer de reprendre du terrain dans la rue, comme l'analyse Varlin dans cet article publié le 19 juin 1869 dans L'Egalité :

Le résultat du premier tour de scrutin électoral avait surpris tout le monde en France. La majorité écrasante donnée au radicalisme à Paris et dans les villes, en même temps que l'échec presque général des libéraux, accusait très nettement la situation ; d'un côté, « les irréconciliables », la révolution ; de l'autre, les conservateurs, le *statu quo*. Toutes les nuances intermédiaires, tous ces hommes à trempe modérée, tous ces politiques aux petits moyens qui veulent concilier l'eau et le feu, la paix et la guerre, la liberté et l'autorité, la souveraineté du peuple et de l'Empire enfin, tous ou presque tous avaient échoué.

Ce résultat, aussi stupéfiant qu'imprévu, a pu effrayer bien des gens ; pour nous socialistes et radicaux, amis des situations nettes, il nous satisfaisait pleinement. [...]

Quelques jours avant le scrutin de ballottage, le bruit s'était répandu que, le 7 juin, au soir, la police se proposait de profiter de l'émotion que le résultat du scrutin, bon ou mauvais, ne pouvait manquer de produire pour tenter un coup, provoquer les citoyens, frapper et disperser violemment les groupes et procéder à des arrestations.

Quelques journaux s'étaient fait l'écho de ce bruit et avaient engagé les citoyens à éviter tout rassemblement et surtout toute collision. L'avis passa presque inaperçu. Les citoyens ne pouvaient croire à de pareilles manœuvres. Cependant au comité Rochefort, aux bureaux du *Rappel* et dans divers autres endroits où la foule se pressait pour connaître le résultat du scrutin, des bandes de sergents de ville armés de « coups de poing » et massés par cinquante, par cent et quelquefois plus, se précipitaient sur la foule inoffensive, frappant, bousculant et arrêtant les citoyens qui faisaient mine de résister ou qui poussaient quelques cris. Plusieurs membres du comité Rochefort qui se trouvaient parmi la foule pour annoncer le résultat ont été aussi arrêtés.

L'émotion était grande dans Paris ce soir-là. Mais c'était une émotion triste. Le résultat du scrutin défavorable aux radicaux et, avec cela, les bousculades des sergents de ville et les arrestations avaient semé la contrariété sur toutes les figures.

Les rues, les boulevards, les faubourgs retentissaient des cris sans cesse répétés de « Vive Rochefort ! Vive Raspail ! Vive *La Lanterne* ! ». Plusieurs cafés où ces cris étaient également répétés furent envahis par les sergents de ville, mais non sans résistance de la part des consommateurs qui brisèrent les chopes, les canettes et les tasses sur la tête des agents. Là, de nombreuses arrestations furent encore opérées.

La provocation de la police a été flagrante. Tous les hommes sérieux regrettaient cette attitude et évitaient de se trouver dans les mêlées, sentant trop bien où on voulait en venir.

Après cette soirée passée, on pensait que le calme allait se rétablir en même temps que l'émotion disparaîtrait. C'est ainsi qu'il aurait dû en être. Oui, mais on comptait sans la police.

Le lendemain et les jours suivants, un spectacle bien plus étrange était réservé aux Parisiens.

Après la journée tranquillement passée, le soir, des bandes d'individus, sortis on ne sait d'où, parcouraient certains quartiers, chantant *La Marseillaise* et criant

« Vive Rochefort, vive *La Lanterne* ! ». Le public badaud avait bientôt transformé ces groupes en masses compactes et un grand nombre de jeunes gens naïfs augmentaient vite le nombre des tapageurs. Puis venaient les bris de vitres, de becs de gaz et de devantures de boutiques, les renversements de kiosques et même des tentatives de barricades faites sur le boulevard Montmartre avec trois kiosques renversés et quelques bancs. Enfin la police arrivait.

Chose étrange, les sergents de ville et les municipaux à pied et à cheval se trouvaient justement massés bien avant l'heure de l'émeute dans les quartiers où elle devait se produire. Ils se tenaient cachés dans la cour d'une mairie, dans les postes ou autres lieux et sortaient justement quand les dégâts étaient accomplis pour rétablir l'ordre et arrêter nombre de citoyens attirés par la curiosité ou même entraînés par le bruit.

Comme plusieurs journaux s'étaient plaints de ce que les agents dans la brutalité négligeaient les sommations légales avant de disperser les groupes, on voulut nous donner la comédie complète. Alors des commissaires ceints de leur écharpe et précédant les gardes de Paris, à pied et à cheval, vinrent faire les sommations légales d'avoir à se disperser aux foules compactes attirées par la curiosité.

En présence des sommations, les foules s'écoulaient par les rues adjacentes et revenaient ensuite derrière la troupe qui, après avoir parcouru quelques hectomètres de distance, ne trouvait plus personne devant elle et devait faire volte-face pour recommencer la cérémonie.

Nous n'aurions qu'à rire de la déconvenue de la police dans cette affaire si, s'apercevant qu'aucun des hommes d'action ne tombait dans ses embûches, elle ne s'était décidée à les arrêter chez eux. C'est ainsi que le jeudi 10 juin, entre 2 et 4 heures, une vingtaine de citoyens connus pour leur activité et leur énergie ont été enlevés à leur famille et à leurs occupations ordinaires après perquisitions faites à leur domicile. On les accuse de complot contre la sûreté de l'Etat.

Parmi les citoyens arrêtés se trouvent deux membres de l'Association internationale, Héligon et Murat ; les membres du comité Raspail, deux candidats socialistes, Briosne et Lefrançais, quatre rédacteurs du *Réveil* et deux du *Rappel* et quelques autres citoyens.

Le soir et le lendemain de ces arrestations, le déploiement de forces devenait plus imposant encore. Cette fois, c'étaient les escadrons de cuirassiers et de chasseurs qui chargèrent dans les rues et sur les boulevards où grondait l'émeute. Mais, dérision amère, personne ne résistait et les calèches et voitures découvertes remplies de dames du monde suivaient les escadrons pour voir de près cette révolution de fantaisie.

Heureusement, l'opinion publique n'a pas été dupe de cette odieuse manœuvre. Les citoyens n'ont pas pris les armes, ils n'ont pas fourni au gouvernement l'occasion qu'il demandait de sauver encore une fois la société, le prétexte qu'il cherchait pour remettre en vigueur la loi de sûreté générale qui lui aurait permis de déporter sans jugement les citoyens qui le gênent. [...]

A la répression sanglante du pouvoir répond la résistance ouvrière

Ayant échoué dans ses pitoyables provocations, le pouvoir va tenter de neutraliser la résistance ouvrière de plus en plus vive, en se livrant à une brusque action répressive dont nos régimes bourgeois sont coutumiers.

Reprenons le rapport présenté au Congrès de Bâle en septembre 1869, il éclaire bien les faits et montre en même temps les rapports dialectiques entre la colère ouvrière et l'Internationale :

Nous allons montrer par deux cas typiques quels sont les rapports de l'Internationale avec les grèves françaises. Dans la grève de Saint-Etienne et dans les massacres de la Ricamarie qui en furent la conséquence, le gouvernement français lui-même n'osa plus prétendre que l'Internationale y eût trempé les mains. A Lyon ce n'était pas l'Internationale qui jeta les ouvriers dans la grève, mais la grève qui les jeta dans l'Internationale.

Les mineurs de Saint-Etienne, de Rive-de-Giers et de Firminy avaient d'une manière calme, mais ferme, demandé aux directeurs des compagnies de réduire la journée de travail, qui était de douze heures de rude

travail souterrain, et de réviser le tarif des salaires. Leurs tentatives conciliantes n'ayant pas abouti, ils se mirent en grève le 11 juin. Il était pour eux d'une importance vitale de s'adjoindre les autres ouvriers qui travaillaient encore. Pour les en empêcher, les directeurs des compagnies demandèrent et obtinrent du préfet de la Loire une forêt de baïonnettes. Le 12 juin, les grévistes trouvèrent les puits gardés par des soldats. Pour s'assurer de leur zèle, les directeurs distribuèrent à chaque soldat un franc par jour. Les soldats gagnèrent leur argent en empoignant 60 mineurs désireux de converser avec ceux qui étaient dans les puits. Ces prisonniers étaient le même jour envoyés à Saint-Etienne sous escorte de 150 hommes du 4e de ligne. Avant le départ de ces courageux guerriers, un ingénieur de mines de la maison Holzer et Dorian leur fit boire 60 bouteilles de cognac, et leur recommanda d'ouvrir l'œil sur leurs prisonniers, les mineurs étant des sauvages, des barbares, des forçats libérés.

L'eau-de-vie et le sermon étaient les meilleurs moyens pour préparer une collision sanglante. Une troupe de mineurs, avec leurs enfants et leurs femmes, les suivirent, les enveloppèrent du haut du puits du Moncel (quartier de la Ricamarie) au moment où ils passaient dans le défilé et les prièrent de rendre leurs prisonniers.

Les soldats, après avoir refusé, reçurent des volées de pierres ; alors, sans aucune sommation préliminaire, ils firent feu avec leurs chassepots ; 15 personnes furent tuées, dont 2 femmes et 1 enfant, et un nombre considérable furent blessées. Les tortures des blessés furent horribles. Un d'eux était une pauvre enfant âgée de douze ans, *Jeanne Petit ;* son nom vivra immortel dans le martyrologe du prolétariat. Deux balles l'avaient frappée par derrière, l'une se logea dans la cuisse, l'autre passa à travers le dos, brisa son bras et s'échappa par l'épaule droite. *Les chassepots avaient encore fait merveille.*

Cependant, cette fois-ci le gouvernement ne fut pas long à trouver qu'il avait commis non seulement un crime, mais une bêtise. Il n'était plus acclamé comme

le sauveur de la société par la bourgeoisie. Tout le conseil municipal de Saint-Etienne donna sa démission en dénonçant la barbarie de la troupe et en insistant sur l'éloignement du 4e de ligne. La presse française fut saisie d'horreur. Même des journaux conservateurs, comme *Le Moniteur universel,* ouvrirent des souscriptions pour les victimes. Le gouvernement fut obligé de faire changer de garnison le 4e de ligne.

Dans des circonstances si difficiles, il était urgent de trouver un bouc expiatoire pour être sacrifié sur l'autel de l'indignation publique ; comme toujours, on prit l'*Association internationale des travailleurs.* Les prétendus émeutiers, pour être jugés, furent classés ingénieusement en dix catégories indiquant leur respective noirceur. Les premiers inscrits, les plus noirs, étaient accusés d'être plus particulièrement *suspectés d'être suspects* d'avoir obéi à un *mot d'ordre* venu de l'étranger, et donné par l'Internationale.

La preuve fut accablante : « L'interrogatoire et l'audition des témoins, dit un journal français, n'ont pas permis d'établir *nettement* la participation de l'Internationale. Les témoins affirment seulement la présence, en tête des bandes, d'*inconnus* en blouses blanches et en casquettes. *Mais aucun de ces inconnus n'a été arrêté et ne figure sur les bancs.* » A cette question : « Croyez-vous à l'intervention de l'Internationale ? », un témoin répond : « Je le crois, mais sans preuve. »

Peu après le massacre de la Ricamarie, la danse des révoltes économiques était ouverte à Lyon par les ovalistes, la plupart des femmes. Elles s'adressèrent à l'Internationale qui, principalement par ses membres de France et de Suisse, les aida à supporter la lutte. En dépit des tentatives d'intimidation faites par la police, les ouvriers proclamèrent publiquement leur adhésion à l'Internationale et y entrèrent formellement en envoyant au Conseil général leur cotisation.

A Lyon comme auparavant à Rouen, les femmes jouèrent un noble et puissant rôle dans le mouvement. D'autres métiers de Lyon suivirent l'exemple des ovalistes : et nous recrutâmes plus de 10 000 nouveaux

membres dans cette héroïque population qui, il y a plus de trente ans, inscrivait sur sa bannière le cri de guerre du prolétariat moderne : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. »

Pendant tout ce temps, le gouvernement français continuait ses mesquines tracasseries contre l'Internationale. A Marseille, on défendait à nos membres de se réunir pour élire un délégué. Les mêmes taquineries se répétaient dans d'autres villes. Mais les ouvriers du continent comme ceux des autres pays, commencèrent à comprendre enfin que le moyen le plus sûr de conquérir ses droits est de les exercer à ses risques et périls.

« La révolution politique et les réformes sociales s'enchaînent »

Les lettres qu'Eugène Varlin envoie à Aubry montrent bien le rôle de plus en plus politique des grèves et le climat prérévolutionnaire qui se développe rapidement en France :

Paris, le 6 août 1869

Mon cher Aubry,

J'ai reçu votre lettre du 30 juillet dernier avec envoi de 100 francs pour les familles des citoyens arrêtés à la suite des élections, au mois de juin dernier. Je vous en remercie au nom de tous nos camarades de Paris. Mais je dois surtout vous féliciter pour votre envoi de secours aux ovalistes de Lyon. Nous étions très peinés de ne pouvoir rien faire pour elles, à Paris ; aussi sommes-nous d'autant plus heureux que les autres sections de l'Internationale aient pu suffire à les faire trompher.

En voyant tant de grèves se produire à la fois, nous avions craint de voir les ouvriers échouer dans la plu-

part des cas. Heureusement il en a été autrement à Lyon surtout, où presque toutes les corporations qui ont grévé ont obtenu de ne plus faire que dix heures de travail. Je considère toujours la diminution de la durée de la journée comme un résultat supérieur à l'élévation du salaire ; vous savez pourquoi.

Quant à votre opinion que l'élément bourgeois n'a pas été étranger aux deux tiers des grèves qui se sont produites dans ces derniers temps, je reste d'un avis contraire au vôtre, mais je n'essaierai pas de vous faire accepter mon opinion ; je n'ai pas le temps plus que vous d'engager une correspondance interminable sur ce point. Si nous nous rencontrons à Bâle ou à Paris, nous en reparlerons. Cependant, si je nie que les bourgeois soient intervenus dans les grèves, je reconnais très volontiers qu'ils ont tiré tout le parti possible de ce mouvement pour en faire retomber tout le poids sur notre organisation politique et sociale, et précipiter la révolution politique en excitant le mécontentement général. Je ne puis ni le regretter ni les en blâmer, car dans ce cas ils nous servent en même temps qu'eux.

Maintenant, je tiens à relever encore un point de votre dernière. Vous semblez croire que le milieu dans lequel je vis est plus préoccupé de la révolution politique que des réformes sociales. Je dois vous dire que, pour nous, la révolution politique et les réformes sociales s'enchaînent et ne peuvent pas aller l'une sans l'autre. Seule, la révolution politique ne serait rien ; mais nous sentons bien, par toutes les circonstances auxquelles nous nous heurtons, qu'il nous sera impossible d'organiser la révolution sociale tant que nous vivrons sous un gouvernement aussi arbitraire que celui sous lequel nous vivons.

Vous vous rappelez que dernièrement, nous les délégués des sociétés ouvrières, nous nous réunissions pour discuter un projet de fédération. Eh bien, nos réunions ont été interdites par la préfecture. Nous avions adressé au préfet une demande d'explications signée de trente corporations — pas de réponse. Nous avons écrit au ministre — pas de réponse. Nous allons nous adresser

à l'opinion publique. Nous avons rédigé un manifeste que nous allons faire signer par toutes les commissions ouvrières, puis nous le livrerons à la publicité et nous reprendrons notre œuvre quand même.

Salut fraternel.

Signé : E. VARLIN

Ci-joint les statuts de la caisse des 5 centimes.

Paris, le 18 août 1869

Mon cher Aubry,

Je vous envoie ci-joint une lettre du citoyen Franquin, l'un des membres les plus dévoués du comité de solidarité des imprimeurs lithographes. Je ne doute pas que vous lui fassiez savoir les renseignements dont il a besoin. C'est pourquoi je l'ai adressé à vous.

Je vous envoie en même temps le reçu de 100 francs que vous m'avez demandé dans votre dernière lettre comme pièce de comptabilité nécessaire à votre caissier, car j'ai pensé que mon accusé de réception, qui s'est croisé avec votre dernière lettre, pourrait suffire provisoirement en attendant une occasion.

Je n'ai rien à vous apprendre de neuf.

Les corporations ouvrières se préparent à envoyer d'ici une quinzaine des délégués pour le Congrès de Bâle. La police est très entêtée et met toutes les entraves possibles à la nomination des délégués et à la discussion du programme.

Malon est revenu de Tourcoing, où il n'a pu travailler, ayant été signalé dès son arrivée comme un des chefs les plus actifs de cette terrible Association internationale des travailleurs. Mais son voyage n'est pas perdu pour la cause, car si les patrons l'ont mal reçu, il n'en a pas été de même des ouvriers ; et, pour utiliser son déplacement ainsi que l'accueil sympathique qui lui était fait par les travailleurs, il a fait constituer plusieurs sections de l'Internationale à Roubaix, Tourcoing, Watrelos et autres petits pays voisins.

L'amnistie du 15 a mis en liberté tous les prisonniers

dont nous soutenions les familles. Il nous reste une somme assez forte pour une autre occasion.

Je vous serre fraternellement la main.

E. VARLIN

Septembre 1869 : le Congrès de Bâle

En septembre 1869 se tient à Bâle le IVᵉ Congrès de l'A. I. T. Cette fois Varlin peut y participer. Au programme, deux questions importantes : l'abolition de la propriété individuelle du sol et le droit à l'héritage. A une majorité écrasante est reconnue la nécessité d'abolir la propriété foncière. Mais la suppression de l'héritage ne ralliera pas un nombre de voix suffisant ; on laissera donc en suspens cette question.

Dans le compte rendu que Varlin fait du congrès dans le journal Le Commerce, *nous voyons sa position collectiviste et l'argumentation très solide qu'il développe (il avait fait partie de la minorité qui voulait que soit aboli, sans modalités transitoires, le droit à l'héritage) :*

Les individualistes, c'est-à-dire les partisans de la propriété individuelle, car ces messieurs se sont fâchés qu'on les appelle *individualistes,* les partisans de la propriété individuelle, dis-je, font un suprême effort pour défendre leur cause ; ils invoquent l'absence des ouvriers agricoles au congrès pour demander l'ajournement : on leur répond que la terre n'appartient pas aux ouvriers des champs, que tous les hommes ont un droit égal à la terre, que, par conséquent, nous pouvons délibérer en droit comme en fait, car, si les agriculteurs ne sont point là, ce n'est point notre faute, attendu qu'ils étaient invités à y venir. Ils font appel à la crainte de voir les paysans se lever en masse contre nous, armés de leurs

faulx et de leurs fourches, le jour où nous voudrons les déposséder de leur lopin de terre en proclamant la propriété collective. A cela, il leur est répondu qu'il ne s'agit point de déposséder le paysan qui n'a pas sa part, mais, au contraire, de le faire profiter d'une plus juste répartition en même temps que des avantages de l'application des procédés scientifiques et mécaniques à l'agriculture, application possible seulement avec la grande culture.

Enfin, les individualistes essayent de démontrer que l'individu est la base de la société, que le droit individuel est supérieur au droit collectif ; que l'on ne peut pas soumettre la personne humaine à l'arbitraire de la majorité, attendu que souvent un homme a raison contre toute l'espèce ; on cite Galilée, qui affirmait seul contre tous que la terre tournait ; on cite encore quelques autres grands noms pour prouver que les découvertes, les inventions, les grands progrès réalisés l'ont toujours été par des individualités. Il ne faut pas étouffer l'individu sous le poids de la collectivité, sous peine de voir tous les progrès s'arrêter.

Les collectivistes répliquent que l'homme n'est, par lui-même, qu'un animal sociable ; il ne peut se développer et devenir une personne humaine qu'à condition de vivre en collectivité ; les grands hommes sont le produit de la collectivité, ce n'est que grâce au concours des milieux dans lesquels ils se sont développés qu'ils ont pu devenir de grands savants ou de grands littérateurs ; livrés à eux-mêmes dès l'enfance, c'est à peine s'ils seraient parvenus à prononcer quelques sons incohérents ou à créer quelques objets rudimentaires, malgré leur excellente disposition naturelle.

Les individualistes repoussent encore la collectivité comme une conception a priori que l'on veut imposer, sans qu'elle ait jamais été expérimentée. Les collectivistes leur font observer que cette raison serait une entrave à tout progrès ; on ne peut pas repousser une innovation parce qu'elle n'a pas été expérimentée.

D'ailleurs, si la propriété collective n'a pas été expérimentée, en revanche la propriété individuelle l'a été

depuis cinq mille ans, et nous savons tous quel résultat de misère elle a fourni pour le peuple dans tous les temps.

« Les éléments d'organisation de la société future »

Un des objectifs de ce Congrès de Bâle était le développement des sociétés ouvrières, ainsi que leur fédération.

Dans un article paru le 11 mars 1870 dans La Marseillaise, *Varlin approfondit cette notion de « société ouvrière » pour bien montrer le rôle tactique et stratégique qu'elles ont à jouer dans le processus révolutionnaire. Elles lui apparaissent en quelque sorte comme le tissu structurel d'un régime socialiste.*

Pendant que nos hommes d'Etat essaient de substituer un gouvernement parlementaire et libéral (style Orléans) au régime du gouvernement personnel, et espèrent ainsi détourner la révolution qui s'avance menaçante pour leurs privilèges ; nous socialistes, qui, par expérience, savons que toutes les vieilles formes politiques sont impuissantes à satisfaire les revendications populaires, nous devons, tout en profitant des fautes et des maladresses de nos adversaires, hâter l'heure de la délivrance. Nous devons nous employer activement à préparer les éléments d'organisation de la société future, afin de rendre plus facile et plus certaine l'œuvre de transformation sociale qui s'impose à la révolution.

Les Etats politiques n'ont été, pour ainsi dire, que la continuation du régime de conquête qui préside à l'établissement de l'autorité et à l'asservissement des masses : gouvernements républicains, comme en Suisse ou aux Etats-Unis ; constitutionnels et oligarchiques,

comme en Belgique ou en Angleterre ; autocratiques, comme en Russie ; ou personnels, comme en France, depuis l'Empire ; c'est toujours l'autorité chargée de maintenir les populations laborieuses dans le respect de la loi établie au profit de quelques-uns. Cette autorité peut être plus ou moins rigide, plus ou moins arbitraire ; mais cela ne change pas la base des relations économiques, et les travailleurs restent toujours à la merci des détenteurs du capital.

Pour être définitive, la révolution prochaine ne doit pas s'arrêter à un simple changement d'étiquette gouvernementale, ou à quelques réformes de détail ; elle doit affranchir radicalement le travailleur de toutes exploitations : capitaliste ou politique, et établir la justice dans les rapports sociaux.

La société ne peut plus laisser à l'arbitraire des privilégiés de la naissance ou de la réussite la disposition de la richesse publique ; produit du travail collectif, elle ne peut être employée qu'au profit de la collectivité ; tous les membres de la société humaine ont un droit égal aux avantages qui en découlent.

Mais cette richesse sociale ne peut assurer le bien-être de l'humanité qu'à la condition d'être mise en œuvre par le travail.

Si donc le capitaliste, industriel ou commerçant, ne doit plus disposer arbitrairement des capitaux collectifs, qui donc les fera fructifier à l'avantage de tous ? Qui, en un mot, va organiser la production et la répartition des produits ?

A moins de vouloir tout ramener à un Etat centralisateur et autoritaire, qui nommerait les directeurs d'usines, de manufactures, de comptoirs de répartition, lesquels directeurs nommeraient à leur tour les sous-directeurs, contremaîtres, chefs d'atelier, etc., et d'arriver ainsi à une organisation hiérarchique de haut en bas du travail, dans laquelle le travailleur ne serait plus qu'un engrenage inconscient, sans liberté ni initiative ; à moins de cela, nous sommes forcés d'admettre que les travailleurs, eux-mêmes, doivent avoir la libre disposition, la possession de leurs instruments de travail,

sous la condition d'apporter à l'échange leurs produits au prix de revient, afin qu'il y ait réciprocité de services entre les travailleurs des différentes spécialités.

C'est à cette dernière idée que tendent à se rallier la plupart des travailleurs qui, depuis quelques années, poursuivent énergiquement l'affranchissement de leur classe. C'est celle qui a prévalu dans les différents congrès de l'Association internationale des travailleurs.

Mais il ne faut pas croire qu'une telle organisation puisse facilement s'improviser de tous points. Il ne suffit pas, pour cela, de quelques hommes intelligents, dévoués, énergiques. Il faut surtout que les travailleurs, *appelés ainsi à travailler ensemble librement et sur le pied d'égalité respective,* soient déjà préparés à la vie sociale.

Une des plus grandes difficultés que les fondateurs de sociétés de tout genre, tentées depuis quelques années, ont rencontrée, c'est l'*esprit d'individualisme,* développé à l'excès chez la plupart des hommes, et même chez ceux qui comprennent que par l'association seulement les travailleurs peuvent améliorer les conditions de leur existence et espérer leur affranchissement.

Eh bien ! les sociétés ouvrières, sous quelques formes qu'elles existent actuellement, ont déjà cet immense avantage d'habituer les hommes à la vie de société, et de les préparer ainsi pour une organisation sociale plus étendue. Elles les habituent non seulement à s'accorder et à s'entendre, mais encore à s'occuper de leurs affaires, à s'organiser, à discuter, à raisonner de leurs intérêts matériels et moraux, et toujours au point de vue collectif, puisque leur intérêt personnel, individuel, direct, disparaît dès qu'ils font partie d'une collectivité.

Joint aux avantages que chacune de ces sociétés peut procurer à ses membres, il y a, dans ce fait du développement de la sociabilité, de quoi les faire recommander toutes par les citoyens qui aspirent à l'avènement du socialisme.

Mais les sociétés corporatives (résistance, solidarité, syndicat) méritent surtout nos encouragements et nos sympathies, car ce sont elles qui forment les éléments

naturels de l'édification sociale de l'avenir ; ce sont elles qui pourront facilement se transformer en associations de producteurs ; ce sont elles qui pourront mettre en œuvre l'outillage social et organiser la production.

Beaucoup de leurs membres souvent sont inconscients, au début, du rôle que ces sociétés sont appelées à remplir dans l'avenir ; ils ne songent d'abord qu'à résister à l'exploitation du capital, ou à obtenir quelques améliorations de détail ; mais, bientôt, les rudes efforts qu'ils ont à faire pour aboutir à des palliatifs insuffisants, ou quelquefois même à des résultats négatifs, les amènent fatalement à rechercher les réformes radicales qui peuvent les affranchir de l'oppression capitaliste. Alors ils étudient les questions sociales et se font représenter aux congrès ouvriers.

Le congrès de l'Association internationale tenu à Bâle en septembre dernier a recommandé à tous les travailleurs de se grouper corporativement en sociétés de résistance, afin d'assurer le présent et de préparer l'avenir. Je me propose de faire une étude sur les différentes formes de sociétés ouvrières corporatives, et sur leur développement progressif, afin de faire connaître aux travailleurs qui ne sont pas encore constitués les avantages qu'ils peuvent recueillir de leur organisation, et de les faire profiter de l'expérience rudement acquise dans ces dernières années par les autres corporations.

Il faut que les nouveaux groupes se mettent au pas avec les anciens, car ce n'est que par la solidarité, largement comprise, par l'union universelle des travailleurs de toutes professions et de tous pays, que nous arriverons sûrement à la suppression des privilèges et à l'égalité pour tous.

E. VARLIN

Et Varlin va tout faire pour développer ces sociétés ouvrières et, plus encore, pour leur donner une force plus organisée en les fédérant. Ce qui n'est pas une mince tâche car la structure même des corporations avait cloisonné les travailleurs, les isolant dans le ghetto des spécificités professionnelles, parfois même créant des conflits violents à l'intérieur même de chaque corporation. C'était donc toute une mentalité ancestrale à remettre en question, surtout chez les artisans de Paris qui vivaient encore à l'heure du petit atelier et du petit patron, ancien compagnon.

Mais les crises économiques à répétition, la concurrence de la machine, la hausse constante de la vie, l'instabilité de l'emploi, et d'autre part l'action multiforme de l'Internationale qui soutient les grèves, les fait connaître par-delà les frontières, tout cela libère la classe ouvrière de ses anciens carcans pour la projeter dans un combat de plus en plus unifié et organisé.

A Paris, Varlin parvient à regrouper soixante sociétés ouvrières ; d'autres fédérations se font à Rouen, à Marseille, à Lyon. Début 1870, Varlin parviendra également à fédérer les différentes sections de l'A. I. T. Il se constitue ainsi un embryon de pouvoir ouvrier, qu'évoque Jules Vallès dans un passage de L'Insurgé :

Connaissez-vous entre le Temple et le Château d'eau, pas loin de l'Hôtel de Ville, une place encaissée, tout humide, entre quelques rangées de maisons ? Elles sont habitées au rez-de-chaussée par de petits commerçants, dont les enfants jouent sur le trottoir. Il ne passe pas de voitures. Les mansardes sont pleines de pauvres !

On appelle ce triangle vide la place de la Corderie... Regardez bien cette maison qui tourne le dos à la caserne et jette un œil sur le marché. Elle est calme entre toutes. Montez !

Au troisième étage, une porte qu'un coup d'épaule ferait sauter et par laquelle on entre dans une salle grande et nue comme une classe de collège.

Saluez ! Voilà le nouveau Parlement.

C'est la Révolution qui est assise sur ces bancs, debout contre ces murs, accoudée à cette tribune : la Révolution en habit d'ouvrier ! C'est ici que l'Association internationale des travailleurs tient ses séances et que la Fédération des corporations ouvrières donne ses rendez-vous.

En octobre 1869, le pouvoir impérial tente de stopper une nouvelle fois la résistance ouvrière. Aux mines d'Aubin, dans l'Aveyron, la troupe tire sur les grévistes. Bilan sanglant : quatorze morts, dont deux femmes et un enfant.

Eugène Varlin et les Internationaux signent un manifeste incitant au regroupement des forces ouvrières contre le capital :

Les délégués des sociétés ouvrières, réunis pour conclure un pacte fédératif, protestent de toute leur énergie contre les actes sanglants commis sur les travailleurs des mines d'Aubin. En présence de pareils attentats contre la vie et le droit du peuple, nous déclarons qu'il nous est impossible de vivre sous un régime social où le capital répond à des manifestations parfois turbulentes, mais toujours justes, par la fusillade. Les travailleurs savent ce qu'ils ont à espérer de cette caste, qui n'a exterminé l'aristocratie que pour hériter de ses injustes prétentions. Etait-ce pour aboutir à de tels résultats que le peuple scella de son sang la proclamation des droits de l'homme ? Les faits accomplis nous autorisent à affirmer de nouveau que le peuple ne peut attendre que de ses propres efforts le triomphe de la justice.

Soutenir, populariser les grèves

Malgré ces coups de semonce sanglants, les ouvriers multiplient les grèves. A Elbeuf, les fileurs de laine ; à Paris, les tanneurs. Et, inlassablement, Varlin organise un large mouvement de solidarité, comme nous le voyons à travers cette lettre à Emile Aubry :

Paris, le 8 novembre 1869

Mon cher Aubry,

Je tiens à vous écrire ces quelques mots, afin de vous faire savoir dans quelle situation nous nous trouvons ici, et vous prévenir à temps que vous ne pouvez pas compter sur Paris cette semaine, afin que vous puissiez faire un nouvel effort auprès des autres sections pour en faire surgir les ressources dont vous avez besoin.

Je vous ai déjà parlé de la grève des mégissiers et de la situation difficile dans laquelle elle nous met. Les délégués des sociétés ouvrières se sont engagés moralement dans leurs assemblées générales, en les poussant à la grève générale et leur assurant le concours pécuniaire des sociétés ouvrières. L'engagement une fois pris devant les ouvriers et même devant les patrons mégissiers (car tous les membres de la chambre syndicale des patrons se sont présentés à une assemblée générale des ouvriers à laquelle ils avaient été invités), chacun a tenu à honneur que l'assurance faite carrément, mais sans avoir compté, ne soit pourtant pas vaine, et nous avons dû faire d'énormes efforts pour arriver à faire la paye.

On avait pensé que la grève ne pourrait pas durer plus de huit jours à cause de la quantité considérable de marchandises en fabrication (1 million environ), et qui doit être à peu près complètement perdue si elle reste en souffrance pendant quinze jours ou trois semaines au plus. On espérait que les patrons se rendraient

si la première paye était faite intégralement, car les patrons pensaient que l'on ne trouverait pas la somme en quatre jours. Il fallait 8 000 francs ; la première paye a été faite, mais les patrons ne se sont pas rendus : nouvelle assemblée générale des ouvriers mégissiers, nouvelles assurances de délégués ; puis, après l'assemblée, réunion des délégués pour aviser. Il fallait pour le dimanche, hier, 12 000 francs. Dans des temps ordinaires, cette somme se serait trouvée assez facilement, mais aujourd'hui les caisses sont épuisées. Cependant on l'a trouvée à peu près, et la paye hier a pu être faite, mais au prix de quels efforts !

Aujourd'hui nous nous préparons pour la paye de dimanche prochain. Les sociétés déplacent leurs derniers fonds, vendent leurs dernières actions ; la souscription dans les ateliers est lancée à toute outrance et, pour faire argent de tout, nous allons faire une réunion publique cette semaine sur la question des grèves actuelles, car nous ne devons pas oublier que, outre les mégissiers, nous avons les brossiers pour peintres en grève depuis six semaines ; les tisseurs en canevas depuis huit semaines ; les doreurs sur bois depuis quinze jours, et... tous les fileurs de laine que l'on n'oublie pas absolument. Si quelques-unes de nos grèves se terminaient, nous pourrions encore vous aider ; mais vous devez comprendre qu'en ce moment tous nos efforts sont pour Paris.

Déjà, plusieurs fois, on m'a demandé s'il n'était pas possible d'obtenir quelque chose de la province ou de l'étranger. Mais j'ai répondu que la province vous soutenait ; quant à l'étranger, vous connaissez mes démarches. Jusqu'aujourd'hui, pas de résultat. Je serais heureux de savoir si Bruxelles s'occupe de nous ; secouez-les donc. Je vais encore écrire aujourd'hui moi-même. J'ai reçu votre manifeste, que j'ai porté immédiatement à *La Réforme* et au *Réveil*. Il paraîtra sans doute demain.

Le Travail ayant publié une correspondance d'Elbeuf qui le résume parfaitement, il n'y a pas lieu de l'y faire reproduire.

Le 9 novembre

Notre réunion publique aura lieu dimanche prochain : veuillez m'envoyer pour ce jour les dernières nouvelles de notre grève, afin que nous puissions les faire connaître.

A vous fraternellement.

E. VARLIN

« Un journal pour affermir le socialisme révolutionnaire »

Pour rompre l'isolement qui contribue à l'échec de certaines grèves, les Internationaux reprennent en main l'arme de la presse. En Suisse, en Belgique et dans la plupart des pays d'Europe sont créés plusieurs hebdomadaires, organes de l'A. I. T. Les Français y publient régulièrement des nouvelles, ainsi que des analyses de la situation. Varlin est parmi les correspondants les plus assidus. En France même, où le régime est contraint de libéraliser la presse, il participe avec ses camarades à la fondation de journaux comme Le Commerce *ou* Le Travail.

Mais l'événement important va être, le 19 décembre 1869, la parution d'un nouveau quotidien, La Marseillaise, *lancé par Henri de Rochefort qui est dans l'opposition depuis des années et qui vient d'être élu député de Belleville. Journaliste très populaire par le mordant de ses attaques contre le régime.*

Varlin et ses camarades de l'A. I. T. font partie de la rédaction. Celui-ci précise d'ailleurs les objectifs du journal à ses correspondants Aubry et Richard :

Paris, le 25 décembre 1869

Mon cher Aubry,

Le Travail est bien mort ; il ne reparaîtra pas. J'ai attendu jusqu'à ce jour pour vous donner des renseignements certains et définitifs. Ce n'est ni par la pression administrative ni pour cause de malversation qu'il a dû cesser de paraître. Ce journal avait été créé par l'initiative de Douvet et avec ses propres ressources ; le cautionnement avait été emprunté par lui ; enfin, c'était sa propriété ; or, le journal ne faisant pas ses frais, il a fallu s'arrêter.

Douvet a eu le tort, dans cette affaire, de ne pas nous prévenir quelque temps à l'avance, car nous aurions peut-être trouvé moyen d'assurer son existence. Il a agi seul, et ce n'est qu'au dernier jour qu'il nous a annoncé qu'il ne pouvait plus aller et qu'il cessait de paraître. La fin désastreuse de la grève des employés de commerce a été le dernier coup porté au *Travail*, qui avait été fondé avec le concours de la chambre syndicale des employés de commerce, sous le titre *Le Commerce*. Un grand nombre d'abonnés parmi les employés de commerce avaient assuré son existence pendant les premiers temps ; après leur déroute, ils n'ont pas renouvelé leurs abonnements. Prévenus à temps, nous aurions pu parer à cette difficulté. Maintenant, tout est fini de ce côté, il faut nous retourner ailleurs ; c'est ce que je viens de faire. Je suis allé ce matin voir Millière, le directeur de *La Marseillaise*, et je vous fais servir immédiatement un abonnement, ainsi qu'aux autres correspondances de l'Internationale, que vous paierez, je l'espère, en envoyant de temps à autre une correspondance sur le mouvement social dans notre contrée.

Il est utile que je vous donne quelques explications sur *La Marseillaise*, afin que vous ne croyiez pas qu'il n'y a là qu'une machine de guerre contre l'Empire. Depuis longtemps, le parti socialiste ressentait le besoin d'avoir un organe pour aider à la propagation de ses doctrines et pour les défendre contre toutes les attaques

des journaux bourgeois de tous les partis, les seuls que nous ayons eus jusqu'alors. Déjà des démarches étaient faites pour arriver à créer un journal, lorsque les dernières élections sont venues faciliter l'œuvre en groupant tous les citoyens actifs du parti socialiste autour de Rochefort et en portant celui-ci au Corps législatif, malgré toutes les attaques, toutes les critiques, toutes les calomnies répandues sur lui par tous les journaux. Après cette élection, le besoin du journal se faisant sentir encore bien plus ; avec Rochefort à la Chambre, il fallait un journal dans le pays pour affermir et soutenir le socialisme révolutionnaire. C'est alors qu'a été conçue *La Marseillaise.*

Pour faire un journal en France, surtout un journal quotidien qui puisse tenir tête chaque jour aux autres journaux, il faut beaucoup d'argent, et le parti socialiste, parmi tous les partis, se distingue par sa pauvreté. Avec ses propres ressources, il est évident qu'il n'aurait pas pu se créer un organe, mais avec Rochefort la difficulté se trouvait levée, non par sa fortune, il n'en a pas, mais par son nom.

Un journal fait par Rochefort est assuré du succès. En France, la masse s'attache avant tout à ce qui brille, et comme l'assurance d'un succès donne confiance aux capitaux, Rochefort a pu trouver des prêteurs. La question financière se trouvant levée, le reste devenait plus facile.

Les socialistes les plus dévoués, et surtout les membres des sociétés ouvrières, se sont réunis en réunion privée et ont discuté les conditions dans lesquelles se faisait le journal. Millière, nommé directeur, est en même temps et surtout chargé de la ligne socialiste du journal. Cette ligne est celle affirmée par la presque unanimité des délégués de l'Internationale au Congrès de Bâle, c'est-à-dire le socialisme collectiviste, ou communisme non autoritaire.

Les fondateurs se proposent non seulement de faire de la propagande, mais encore de rallier tout le parti socialiste européen, d'établir, par la voie du journal, des relations permanentes entre tous les groupes ; de

préparer, en un mot, la révolution sociale européenne. Pour vous faire connaître plus complètement encore l'esprit des fondateurs, je dois vous dire que, dans nos réunions, nous avons été presque unanime, à reconnaître que nous n'étions pas prêts pour la révolution ; qu'il nous fallait encore un an, deux ans peut-être de propagande active par le journal, les réunions publiques et privées, et l'organisation de sociétés ouvrières, pour arriver à être maîtres de la situation et être assurés que la révolution ne nous échappera pas au profit des républicains non socialistes.

La partie politique du journal n'est que l'accessoire, un journal devant être varié pour être lu ; la partie sociale est la seule importante pour nous. Il faut nous appliquer à la rendre intéressante et sérieuse, afin qu'elle prenne chaque jour plus d'extension dans le journal. Pour cela nous avons besoin du concours de tous nos amis, me disait Millière dans notre entrevue de ce matin.

La semaine prochaine, je commencerai, avec notre ami Malon, à donner quelques articles pour renforcer la rédaction socialiste, qui jusqu'alors ne se compose que de Millière, Verdure et Dereure, ex-délégué de la chambre syndicale des cordonniers au Congrès de Bâle. Avec votre concours et celui des autres correspondants de l'Internationale, nous aurons dans *La Marseillaise* un organe sérieux, un puissant auxiliaire. Nous comptons sur vous.

Maintenant, une petite recommandation : les articles courts sont toujours les plus lus ; par conséquent, lorsque vous aurez beaucoup de faits à signaler, faites plutôt deux petites correspondances qu'une longue ; ça fera plus de variété, on donnera plus d'attrait au journal, et vous serez plus assuré d'être lu.

Quant aux abonnements, comme il est impossible qu'un travailleur puisse dépenser 54 francs par an pour son journal, vous pourrez recommander à vos amis de se grouper par cinq, dix ou davantage, afin de prendre des abonnements collectifs. Citez l'exemple de *La Marmite*, où, moyennant vingt centimes par semaine,

nous pouvons lire six journaux quotidiens et plusieurs hebdomadaires.

Le Siècle est peut-être aussi à Rouen le journal des marchands de vin et traiteurs. Vous pourriez organiser contre lui la campagne que l'on fait à Paris et dont vous avez lu quelques traits dans *Le Travail.*

Il faut combattre nos ennemis par tous les moyens possibles et, au point où nous en sommes, nos plus sérieux ennemis ce sont les républicains modérés, les libéraux de toutes sortes.

Je ne vous dis rien de la grève des mégissiers, que nous avons déclarée terminée depuis dix jours et qui nous laisse quatre cents hommes sans travail, auxquels nous ne pouvons même pas donner du pain. Avant-hier, ils voulaient aller saccager leurs anciens ateliers et chasser les *mogs* qui les ont remplacés. On les a retenus heureusement, mais nous sommes bien embêtés par cette affaire. Les grévistes sont allés trouver Rochefort au Corps législatif, ne sachant plus à qui se recommander ; il les a envoyés au bureau de *La Marseillaise,* où on leur a donné 200 francs, que les plus affamés se sont partagés sur la place des Victoires.

Quand vous voudrez des obligations pour leur atelier social, vous me le ferez savoir : je vous en ferai envoyer.

Je vous serre fraternellement la main.

E. VARLIN

La colère des masses parisiennes

Et c'est précisément l'assassinat par un membre de la famille impériale d'un jeune journaliste de La Marseillaise, *Victor Noir, qui va révéler au grand jour la colère bouillonnante des masses parisiennes, en même temps que leur capacité à ne point déclencher prématurément un mouvement insurrectionnel. Donnons la parole à Jules Vallès qui, dans son livre* L'Insurgé, *exprime avec la justesse que lui donne sa position de classe ce climat de colère populaire :*

En attendant, Paris s'agite. Il y a une réunion à Belleville. Dans la grande salle des Folies, le peuple s'entasse, frémissant.

Au-dessus du bureau, un voile funèbre, et, à l'ombre de cette guenille, les explosions de fureur contre le meurtrier et le rendez-vous de combat pris autour du cercueil.

« *Il faut en finir !* »

Encore une phrase qui fut lancée, jadis, aux heures tragiques, une parole ramassée dans le lointain de l'histoire, qui sort du cimetière des insurgés d'autrefois, pour devenir la devise des insurgés de demain.

Des femmes partout. — Grand signe !

Quand les femmes s'en mêlent, quand la ménagère pousse son homme, quand elle arrache le drapeau noir, qui flotte sur la marmite pour le planter entre deux pavés, c'est que le soleil se lèvera sur une ville en révolte.

Le 12 janvier, c'est plus de 100 000 personnes qui protestent contre un régime de pourriture et de sang, en suivant le convoi funèbre de Victor Noir. Une foule indignée et qui s'est armée pour le cas où...

Vallès était dans le cortège :

De tous côtés, par petits groupes, ou en bataillon comme nous, Paris monte vers Neuilly. On marche au pas dès qu'on est cent, on se donne le bras dès qu'on est quatre.

Ce sont des morceaux d'armée qui se cherchent, des lambeaux de République qui se sont recollés dans le sang du mort. C'est la bête que Prudhomme appelle l'hydre de l'anarchie qui sort ses mille têtes, liées au tronc d'une même idée, avec des braises de colère luisant au fond des orbites.

Les langues ne sifflent pas ; le chiffon rouge ne remue guère. On n'a rien à se dire, car on sait ce qu'on veut.

Les cœurs sont gonflés d'un espoir de lutte — les poches sont gonflées aussi.

Si l'on fouillait cette cohue, on trouverait sur elle tout l'attirail des établis, toute la ferraille des cuisines : le couteau, le foret, le tranchet, la lime, coiffés d'un bouchon, mais prêts à sortir du liège pour piquer la chair des mouchards. Que l'on en découvre un... on le saigne !

Et gare aux sergots ! S'ils dégainent, on ébréchera les outils de travail contre les outils de tuerie !

Toute cette potentialité de colère n'a point explosé. Au grand regret, certainement, du pouvoir qui comptait peut-être sur des barricades et des affrontements

pour montrer sa force en jugulant le mouvement. C'est dans ce sens qu'Engels commente l'événement dans une lettre à Marx du 1er février 1870 : « Que peut-on désirer de mieux (dans les milieux gouvernementaux) que de surprendre, en dehors de Paris ou même à l'intérieur des fortifications qui n'ont que quelques issues, toute la masse révolutionnaire de Paris "en flagrant délit" ? »

Varlin, de son côté, analyse la situation de la même façon, en soulignant la nécessité de ne pas se laisser déborder par les événements, mais au contraire de les dominer, de les prévoir, de les organiser. Nous voyons ces préoccupations dans les lettres suivantes :

Mon cher Bastelica,

J'accepte d'autant plus volontiers le poste que vous m'indiquez qu'il fait partie de mes attributions de secrétaire correspondant de la chambre fédérale.

Ici aussi nous avons été pris au dépourvu, mais depuis nous avons pris nos mesures pour ne plus nous trouver dans une situation aussi fausse. La chambre fédérale, à peine constituée (à vrai dire, elle ne l'est pas encore définitivement), ne s'était pas encore occupée de sa contenance ou même de son action en cas de mouvement politique. Or, il est arrivé que tous les délégués à la chambre fédérale se sont rencontrés à l'enterrement de Victor Noir sans s'être donné le mot à l'avance, et les uns voulaient venir à Paris, c'est-à-dire livrer bataille ; les autres, plus circonspects, voulaient maintenir à la manifestation son caractère pacifique ; c'est, du reste, les deux sentiments qui, toute la journée, ont divisé la foule. Je dois ajouter que la plupart des membres de nos sociétés se trouvaient aussi à l'enterrement sans qu'il y ait eu entente préalable et, par conséquent, subissaient la même division de vue que les autres citoyens.

Cette situation nous a émus, et, le lendemain, la séance de la chambre fédérale a été complètement employée à la discussion de ce qu'il y aurait à faire

en pareille occasion ; et les occasions se reproduisant, il ne faut pas nous exposer à ce que, dans une circonstance semblable, quelques-uns d'entre nous livrent bataille sur un point et se fassent massacrer, tandis qu'ailleurs on ne songerait pas à la lutte.

Désormais nous nous consulterons et nous agirons ensemble. De plus, nous nous sommes mis en rapport avec Rochefort, qui, de son côté, ne provoquera rien sans s'être entendu avec nous ; de cette façon, nous pourrons compter sur l'unité d'action si nécessaire en pareil cas.

Le concours de la province pourra nous être très utile pour faire diversion et déconcerter le gouvernement. Je prends donc acte de votre proposition avec joie, et je vais m'assurer du concours des autres centres : Lyon, Rouen, Roubais, etc.

Salut et fraternité.

E. VARLIN

Paris, le 19 janvier 1870

Mon cher Aubry,

Je réponds à votre lettre du 17 courant. Vous êtes dans l'erreur lorsque vous pensez que l'influence de notre fédération a probablement contribué à empêcher que la manifestation du 12 janvier ne se transforme en insurrection. Les délégués de la chambre fédérale ne s'étaient réunis ni concertés à l'avance, et tous se sont rencontrés, avec la plupart des membres des sociétés ouvrières, à l'enterrement de Noir ; et je puis vous affirmer que la majeure partie d'entre eux étaient disposés à agir si Rochefort avait dit : « A Paris ! »

Rochefort était maître du mouvement. Il a été assez intelligent et raisonnable pour ne pas donner un ordre funeste et envoyer au massacre les meilleurs soldats de la révolution.

C'est à lui seul que nous devons savoir gré du dénouement de la journée. Quant au peuple, s'il n'a pas pris l'offensive de lui-même, c'est que d'abord il

manquait d'armes, et que, de plus, il comprenait que la position stratégique était des plus mauvaises.

Les délégués de la chambre fédérale se sont émus du danger qu'il y a pour la cause populaire à abandonner ainsi la direction à un ou à quelques hommes.

Des circonstances semblables à celles du 12 peuvent se présenter. Il ne faut pas que la population ouvrière et socialiste soit exposée à ce que le mot d'ordre soit dans un quartier « combat », et dans un autre « situation ». Pour éviter tout malentendu compromettant et aussi pour empêcher que quelques individualités ne s'emparent du mouvement, nous avons décidé que désormais nous suivrions attentivement le mouvement politique, et que dans toutes occasions nous nous consulterions sur ce qu'il y aurait à faire. Les esprits sont montés ; la révolution s'avance ; il ne faut pas nous laisser déborder.

Je ne crois pas que maintenant les partis bourgeois multicolores désirent la révolution. Les idées ont marché depuis un an, et ils craignent le socialisme, qu'ils voient grandir. Sans doute une émeute vaincue les satisferait, car ce serait une occasion de proscription contre nous : mais nous serons d'autant plus prudents que nous nous sentons seuls. Nous devrons du même coup abattre toutes les têtes de l'hydre ; mais il ne faut pas que nous les manquions, et c'est pourquoi nous hésitons.

Si, cependant, comme vous le dites, on porte atteinte aux droits restreints dont nous jouissons ; si, par exemple, on arrache Rochefort à son banc pour le jeter dans une prison, que devrons-nous faire ?...

E. VARLIN

Grève chez « le tsar du Creusot »

Dans le même temps, mais cette fois en province, va se manifester la résistance ouvrière. Et cela au

cœur même du bastion industriel de l'Empire, chez « le tsar du Creusot », Eugène Schneider.

Le Creusot en 1870, c'est la plus forte concentration ouvrière de France et même d'Europe continentale : 10 000 producteurs qui extraient le charbon ou travaillent le fer dans les hauts fourneaux et ateliers. C'est aussi le fief capitaliste par excellence où se manifeste la collusion patronat-pouvoir de façon éclatante, puisque Schneider est à la fois grand maître de tout ce complexe industriel et président du Corps législatif !

Le Creusot, c'est une population ouvrière, le plus souvent d'origine rurale, souvent analphabète, férocement exploitée : conditions de travail effroyables, hausse du coût de la vie, baisse des salaires, omniprésence de la domination patronale, s'appuyant, bien entendu, sur le pouvoir dit spirituel de l'Eglise. Mais, tout harassés qu'ils soient de fatigue et de misère, les travailleurs du Creusot, après des années de silence et de soumission, vont brusquement manifester leur existence en votant massivement, en janvier 1870, pour la gestion ouvrière de leur caisse de secours et en élisant parmi eux des délégués. Et ils vont même jusqu'à cesser le travail dans tous les ateliers le 19 janvier, quand ils apprennent que trois de leurs délégués sont renvoyés !

Véritable coup de tonnerre dans le ciel patronal !

Schneider fait aussitôt venir 3 000 hommes de troupe et ordonne la reprise du travail pour le 23 janvier. Mais, ce jour-là, seuls 123 ouvriers se présentent aux ateliers. C'est la première fois que Schneider reçoit une gifle ouvrière de cette force. Et, fait plus grave encore, l'événement est immédiatement répercuté par toute la presse qui envoie sur place des reporters.

La Marseillaise, *le quotidien le plus lu — puisqu'il tire à 100 000 exemplaires —, lance une souscription en faveur des grévistes. Les Internationaux de Paris publient le 27 janvier, un manifeste au bas duquel nous trouvons naturellement la signature de Varlin :*

Douze mille ouvriers du Creusot sont en grève. Ils demandent la gestion de leur société de secours mutuels,

la réintégration dans l'atelier de leurs camarades renvoyés sans motifs, et le renvoi d'un conducteur de travaux, cause principale du conflit.

Comme toujours en pareil cas, le directeur a demandé et obtenu le concours de la force militaire. Ainsi comme à Lépine, comme à Dour, comme à Seraing, comme à Frameries, comme à La Ricamarie, comme à Carmaux, l'armée est mise en face d'ouvriers que sa présence trouble et exaspère.

Quelles en seront les conséquences ? Sera-ce une nouvelle hécatombe de prolétaires ?

Nous ne saurions trop protester contre la prétention bien singulière de ces gens qui, non contents de détenir toutes les forces économiques, veulent encore disposer, et effectivement disposent, de toutes les forces sociales (armée, police, tribunaux, etc.) pour le maintien de leurs iniques privilèges.

Telles sont les conséquences de l'égoïste et bourgeoise doctrine de l'économie politique.

Les économistes, en effet, méconnaissant la complexité des phénomènes sociaux et, négligeant l'aspect intellectuel et surtout l'aspect moral, ont réduit la science sociale aux seules considérations du marché.

De là est résulté l'*industrialisme*. Sur cette pente, l'altération du sentiment social en est déjà arrivée à un point que les industriels, tout en prônant l'anarchique *laisser-faire, laisser-passer,* méconnaissent en fait le droit du travailleur, dans l'état actuel, de refuser son concours à un travail par trop oppressif et par trop mal rémunéré.

Tout-puissants devant un ouvrier isolé, ils l'oppriment au nom de la prétendue liberté économique, mais aussitôt qu'ils sont en face d'une force ouvrière collective, ils demandent la répression au nom de l'ordre. Leur étroitesse de vue leur fait-elle croire que l'ordre véritable n'est autre chose que l'écrasement des producteurs et l'étouffement de toute aspiration légitime ?

En présence de ce fait ordinaire, du reste, dans notre état d'oppression politique et d'anarchie industrielle, dans cet état qui livre à la misère ceux-là mêmes qui

ont produit l'immense accumulation de capitaux suffisants pour créer le bien-être physique et moral, si une juste répartition des produits existait — nous avons cru devoir élever la voix.

Après avoir une fois de plus constaté l'iniquité de notre régime économique et ses déplorables résultats, nous venons féliciter nos frères du Creusot de leur calme revendication et de la dignité de leur attitude.

Ce manifeste, comme beaucoup d'autres articles dénonciateurs, a paru dans le journal de Rochefort, La Marseillaise. *Le pouvoir va donc essayer de frapper à la tête, en faisant arrêter Rochefort le 7 février. Mais cette arrestation tout à fait arbitraire d'un homme connu et populaire va provoquer des troubles dans Paris. On en trouve l'écho dans une lettre de Varlin à Richard :*

Paris, le 9 février 1870
5 heures du soir

Mon cher Richard,

Depuis lundi soir, nous sommes sur le qui-vive ! Il y a eu des essais de barricades, des alertes, des charges de cavalerie et de sergents de ville ; mais jusqu'alors rien de bien sérieux.

Hier matin, mardi, une délégation ouvrière est allée trouver quelques députés de la gauche pour leur demander de donner leur démission pour protester contre l'outrage au suffrage universel commis par le ministère Ollivier. Si les députés s'étaient rendus à cette invitation, c'était le signal d'un soulèvement général ; les ouvriers sont prêts : un acte des députés bourgeois aurait entraîné la bourgeoisie et, en présence de l'unanimité du soulèvement, l'armée aurait sans doute hésité et la révolution était faite.

Mais, bien entendu, la démarche était vaine ; il n'y avait rien à attendre de ces messieurs, nous le savons depuis longtemps. Une entrevue a dû avoir lieu aujourd'hui, mais... je n'en connais pas encore le résultat quoique je le suppose.

Pourriez-vous prendre, à Lyon, l'initiative d'une manifestation énergique pour la démission des députés lyonnais ? Raspail accepterait très probablement ; ce serait, pour beaucoup de citoyens, la déchéance définitive de toute la gauche ; car le principal, le seul résultat que l'on peut obtenir des démarches faites, ce n'est que la déconsidération de plus en plus grande des hommes de la gauche, des républicains bourgeois.

A bientôt d'autres détails.

Tout à vous.

E. VARLIN

Les Internationaux de Paris publient une nouvelle protestation devant la politique répressive du régime :

La souveraineté populaire est foulée aux pieds. L'indignation est à son comble : de courageuses énergies n'ont pas craint de se signaler.

Pour la première fois depuis dix-neuf ans, des barricades se sont élevées ; le sang de citoyens désarmés, quelquefois d'enfants inoffensifs, a coulé sous les charges de policiers féroces.

La révolution morale est faite. A toutes opinions honnêtes nous disons : la ruine, l'abaissement, la honte vont finir. La révolution, on peut le dire, en est à son prologue.

Dans des circonstances aussi solennelles, il est du devoir de tout bon citoyen d'exprimer hautement sa pensée sur la ligne de conduite à suivre ; c'est ce que, pour notre compte, nous faisons.

Décidés que nous sommes à payer de nos personnes le succès de la révolution, nous le disons sincèrement, le moment ne nous semble pas encore venu pour une action décisive et immédiate.

La révolution marche à grands pas ; n'obstruons pas sa route par une impatience bien légitime, mais qui pourrait devenir désastreuse.

Au nom de cette république sociale que nous voulons tous, au nom du salut de la démocratie, nous invitons nos amis à ne pas compromettre une telle situation.

Chaque heure nous donne des chances nouvelles. Car chaque heure diminue les forces du despotisme et augmente les nôtres.

Nous touchons au but.

Ne restons pas inactifs. Entre le bonapartisme et la France, la scission est dénoncée. Agissons par la propagande, et surtout par l'organisation ; en un mot, hâtons le triomphe définitif, mais ne le compromettons pas par une action trop précipitée.

« Quand l'arbitraire et l'iniquité auront disparu... »

Ce texte ne sera pas signé par Varlin, puisque entretemps, le 13 février, le pouvoir le fait arrêter, essayant ainsi d'atteindre un autre responsable du conflit du Creusot. Varlin est jeté au secret à la prison de la Santé ; et la police fait main basse sur tous les papiers qu'elle trouve à son domicile.

De nombreuses protestations s'élèvent, bien entendu, devant cette nouvelle arrestation arbitraire. Craignant sans doute un procès ou manquant de chef d'accusation précis, la justice impériale relâche Varlin, le 26 février, sans lui donner d'explication. Varlin, aussitôt sorti de prison, reprend ses activités de soutien et de propagande, comme le montrent les lettres suivantes :

Paris, 19 février 1870
(Maison d'arrêt de la Santé)

Chambre fédérale des Sociétés
ouvrières, Paris.

Mon cher Richard,

Je date la présente de la maison d'arrêt de la Santé où j'ai eu la bêtise de me laisser clouer. Que voulez-

vous, je ne croyais pas que le mandat lancé contre moi fût sérieux. Après m'être garé pendant cinq jours, sans me cacher cependant, je me suis laissé prendre au sortir de l'assemblée générale de *La Marmite.*

Enfin, bref. Parlons de nos affaires.

Si je dois rester longtemps prisonnier, la chambre fédérale me remplacera comme secrétaire, bien entendu. En attendant, je dois vous faire une dernière communication que les événements m'ont empêché de vous adresser plus tôt.

Selon que je vous le faisais prévoir dans une de mes dernières lettres, la chambre fédérale ne peut pas envoyer de délégué à votre prochaine assemblée générale. La raison est celle que je vous ai déjà indiquée : la difficulté dans laquelle nous nous trouvons pour couvrir les frais de la fédération. Il est bien que je vous indique les raisons de cette difficulté financière dans laquelle nous sommes, ce sera peut-être un enseignement dont vous pourrez tirer votre profit dans l'organisation de votre fédération.

Vous connaissez la caisse fédérative de prévoyance des cinq centimes (la caisse du sou) ; je vous ai envoyé, je crois, quelques exemplaires de ses statuts. C'est une fédération restreinte dans son but il est vrai, mais qui a déjà rendu de nombreux services aux corporations en grève depuis sa fondation en 1865. Toutes les corporations adhérentes à cette fédération prélèvent sur la cotisation de leurs membres cinq centimes par semaine pour constituer un fonds de solidarité générale dont les corporations adhérentes renoncent à se servir pour leur usage ordinaire et qui est employé spécialement à venir en aide aux grèves ; le comité fédéral vote directement des prêts sur ce fonds.

Par esprit d'antagonisme contre la caisse du sou, les bronziers et autres corporations qui ont pris l'initiative de la chambre fédérale se sont opposés énergiquement à ce que les sociétés adhérentes fussent engagées matériellement en aucune manière. Les dépenses devaient être réparties après être faites.

Nous avons discuté pendant deux mois au moins

pour savoir si elles seraient réparties entre les sociétés adhérentes à parts égales ou en raison du nombre de leurs sociétaires, c'est ce dernier mode qui a fini par prévaloir et qui est accepté définitivement. Mais actuellement nous avons déjà des dépenses relativement considérables de faites, comme installation de notre siège, frais de correspondance, de bureau, de réunion, d'impression, etc. Toutes ces dépenses ont été avancées par quelques sociétés désireuses de voir la chambre fédérale s'établir. Mais il faut les solder définitivement et, donc, on hésite à voter les contributions nécessaires. On a déjà fait un appel de 10 centimes par sociétaire ; cela est insuffisant, mais il faut d'abord que ce versement soit fait pour demander une nouvelle contribution.

En somme, nous marchons avec une lenteur et des tiraillements impossibles. Je vous engage beaucoup à demander, comme la caisse du sou, 5 centimes par semaine sur la cotisation des membres des sociétés adhérentes, ou, ce qui revient à peu près au même, comme la fédération rouennaise, 25 centimes par mois pour chaque membre.

De cette manière, vous aurez toujours un fonds suffisant non seulement pour couvrir toutes les dépenses de la fédération, mais encore pour constituer un capital de garantie pour les emprunts que votre fédération pourrait avoir à faire. Par exemple : j'aurais voulu que notre chambre fédérale garantît les obligations que nous avons émises pour l'atelier de production des mégissiers ; j'aurais voulu que, lorsque nous nous sommes adressés aux sociétés ouvrières de province ou de l'étranger pour obtenir des prêts en faveur des grèves parisiennes, nous puissions également garantir ces prêts. Car enfin les mégissiers, les tailleurs, les mécaniciens de Bruxelles, etc., ne connaissent pas les mégissiers. Ils peuvent avoir confiance dans la fédération parisienne qui représente un groupe important de corporations, mais on ne peut pas leur demander d'accorder la même confiance à une corporation isolée, qu'ils ne connaissent pas.

Eh bien ! toutes ces garanties, nécessaires si nous

voulons internationaliser le crédit, la chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris ne peut pas les donner, attendu qu'elle est fondée sur un simple lien moral.

La caisse du sou a devancé la chambre fédérale à ce dernier point de vue. Dans la grève des ouvriers en instruments de chirurgie qui a eu lieu dernièrement, après celle des mégissiers, la caisse du sou a garanti un emprunt de 1 000 francs aux typographes de Bruxelles.

De même, la fédération rouennaise a garanti les prêts aux fileurs de Normandie. Comme elle a garanti aussi les obligations qu'elle vient d'émettre pour monter un atelier social aux lithographes rouennais.

J'ajouterai encore qu'elle subventionne le journal qu'elle publie.

Si nous voulons arriver à ce que chaque groupe de travailleurs ait son organe, comme cela est indispensable, il faut pouvoir le soutenir en attendant qu'il vive de lui-même.

Vous voyez qu'en ce moment je remplis le rôle de secrétaire infidèle, car au lieu de servir la fédération que je représente, je la dessers de mon mieux. J'espère que vous ne me dénoncerez pas quand vous écrirez à un autre correspondant. D'ailleurs, je ne désespère pas de la ramener à une meilleure organisation. La corporation des relieurs, que je représente, fait en même temps partie de la caisse du sou et de la chambre fédérale ainsi que quelques autres corporations ; nous nous proposons d'amener la fusion des deux groupes qui se compléteront l'un l'autre, car l'un est essentiellement pratique tandis que l'autre est trop théorique, ou plutôt idéaliste ; je ne trouve pas le vrai mot.

En attendant que je sorte de prison, si vous avez quelques communications à adresser à la chambre fédérale, adressez-les à Theisz, 12, rue de Jessait, le secrétaire correspondant adjoint. Ne m'écrivez pas ici, la lettre serait lue au greffe.

Pour les 200 statuts de l'Internationale que j'ai adressés à Palix, vous pouvez envoyer le montant, soit 9 francs à Dalacour, 52, rue d'Assas, le caissier de la

société des relieurs qui a fait les avances d'impression. Si vous en avez besoin, écrivez-lui.

Salut et égalité.

E. VARLIN

Paris, le 8 mars 1870

Mon cher Aubry,

Vous avez su mon arrestation et ma détention préventive en cellule pendant quatorze jours. Depuis ma mise en liberté, provisoire sans doute, car je n'ai pas même subi un interrogatoire et suis sorti sans explication aucune, j'essaie de reprendre le fil de mes occupations, et je dois vous assurer que cela fait un drôle d'effet d'être retranché comme ça pendant quinze jours de la vie publique et d'y reparaître ensuite subitement, sans transition. Il est vrai que les monceaux de papiers, correspondances, imprimés, que l'on m'a saisis et qui ne m'ont pas encore été rendus contribuent à augmenter cette espèce d'interruption dans mon existence. Je suis privé de mon carnet sur lequel j'avais une foule d'adresses, et quand je vais pour écrire à un ancien correspondant, si la mémoire me fait défaut, je ne sais plus comment adresser ma lettre.

Et vous voulez bien que je devienne moins révolutionnaire en présence d'un état de choses pareil, qui semble encore s'aggraver tous les jours ? Quand l'arbitraire et l'iniquité auront disparu, quand la liberté et la justice régneront sur la terre, je ne serai plus révolutionnaire, mais jusque-là croyez bien que plus je serai exposé à supporter les coups du despotisme, plus je m'irriterai contre lui et plus je serai dangereux. Mais vous avez tort de croire un seul instant que je néglige le mouvement socialiste pour le mouvement politique. Non, ce n'est qu'au point de vue vraiment socialiste que je poursuis l'œuvre révolutionnaire, mais vous devez bien comprendre que nous ne pouvons rien faire, comme réforme sociale, si le vieil état politique n'est pas anéanti ! N'oublions pas qu'en ce moment l'Empire n'existe plus que de nom et que le gouvernement est

l'injure des partis. Si, dans ces circonstances graves, le parti socialiste se laissait endormir par la théorie abstraite de la science sociologique, nous pourrions bien nous réveiller un beau matin sous de nouveaux maîtres plus dangereux pour nous que ceux que nous subissons en ce moment, parce qu'ils seraient plus jeunes et, conséquemment, plus vigoureux et plus puissants.

Tout en préparant l'organisation sociale future, ayons l'œil au mouvement politique. Sur la demande des sections lyonnaises de l'Internationale, les sections parisiennes se sont consultées pour l'envoi d'un délégué à la grande assemblée qui doit se tenir à Lyon dimanche. J'ai été nommé hier soir délégué, à cet effet, dans une réunion des délégués des diverses sections. Il a ensuite été proposé de former une fédération des sections internationales parisiennes. Une commission de huit membres est chargée d'élaborer un projet de statuts que l'on soumettra ensuite aux sections. Ça va faire une troisième fédération ouvrière à Paris ; c'est regrettable, mais enfin le mauvais vouloir des sociétés parisiennes à s'unir à l'Internationale nous y oblige. Plus tard, nous verrons s'il n'y a pas lieu de fusionner.

Les sections sont déjà au nombre de treize. Cinq sont corporatives, cinq locales, cinq banlieue ou quartiers de Paris et trois cercles : cercle d'études sociales, cercle socialiste et cercle positiviste.

Le mouvement est en bonne voie.

Albert Richard me dit, dans une de ses lettres, qu'il espère que vous viendrez à Lyon. Si cela est, comme je le désire, je vous prie de m'en prévenir, afin que nous fassions route ensemble. Bastelica, de Marseille, y sera. Il y aura sans doute aussi des délégués de Genève, des montagnes neufchâtelloises et des environs de Lyon. Ce sera, comme vous dites dans *La Réforme sociale,* un petit congrès. Je serais très heureux que vous y fussiez. En dehors du meeting, nous pourrions nous entendre sur bien des points. Ce serait très utile. J'ai reçu dimanche six numéros 5 de *La Réforme sociale*. Gest m'avait remis les numéros 2 et 3. Si vous pouviez m'envoyer le

numéro 4, j'en serais bien aise. S'il vous reste encore des numéros 1 et 2 et que cela ne vous gêne point pourriez-vous apporter ou m'envoyer une dizaine des premiers et une trentaine des seconds pour compléter la distribution du *Rapport de la grève d'Elbeuf aux sociétés parisiennes ?* Il est bien entendu que, s'il ne vous en restait pas, cela ne ferait rien...

Varlin va descendre à Lyon pour participer au grand rassemblement du 13 mars, qui doit marquer officiellement les débuts de la fédération lyonnaise des sociétés ouvrières. Manifestation imposante puisqu'elle regroupe environ 5 000 travailleurs ainsi que de nombreuses délégations venues de province et de l'étranger. Varlin, dans un article paru le 30 mars dans La Marseillaise, *commente ce meeting :*

L'assemblée générale des adhérents lyonnais à l'A. I. T. à laquelle nous avons eu l'honneur d'assister, comme délégué des sections parisiennes, a été vraiment remarquable, aussi bien par la valeur des discours prononcés et l'importance de la besogne faite que par le bon ordre qui n'a cessé de régner parmi cette nombreuse assemblée de cinq mille travailleurs.

La bourgeoisie peut persister à dénier aux travailleurs les capacités politiques et organisatrices, afin de s'en prévaloir pour conserver le monopole des affaires publiques, aujourd'hui la preuve est faite, nous savons par l'expérience maintes fois répétée, que les travailleurs savent se réunir par milliers, discuter paisiblement de leurs intérêts les plus chers et s'entendre, presque toujours à l'unanimité, sur les résolutions à prendre. Quelle différence avec les assemblées bourgeoises, à ne citer que celle du Palais-Bourbon !

Cette différence, d'ailleurs, est bien naturelle ; les travailleurs, dans leurs réunions, n'ont pas à défendre de privilèges, ce n'est point l'ambition qui les guide dans leurs délibérations, ce qu'ils veulent c'est la justice pour eux-mêmes comme ils la veulent pour tous, et dans ces conditions il est facile de s'entendre.

Le but de cette assemblée des travailleurs lyonnais était de réunir fédérativement les groupes jusqu'alors isolés et de coordonner leurs efforts dans une action commune, afin d'unifier la revendication du travail et de la rendre ainsi plus puissante et plus efficace.

Jusqu'alors les efforts de cette population lyonnaise, si active et si énergique, s'étaient souvent perdus dans de vaines divisions de personnalités et surtout de manières de voir. De même qu'à Paris, il y a quelques années, les uns prétendaient que la coopération pouvait suffire pour affranchir le peuple de l'exploitation ; d'autres, et c'était le plus grand nombre, ne voyaient que la révolution politique pour le soustraire à l'arbitraire et au despotisme.

C'est au milieu de ces éléments opposés que l'Association internationale était venue planter son drapeau. Aussitôt, elle était devenue le point de mire de toutes les attaques, son but étant de poursuivre en même temps les améliorations pratiques réalisables dans la société actuelle et l'étude de la réorganisation radicale de la société, c'est-à-dire la révolution sociale.

Enfin, l'année dernière, de nombreuses grèves dans lesquelles l'impérieuse nécessité a entraîné la plupart des ouvriers lyonnais, en les forçant à reconnaître qu'ils souffraient non moins des conditions économiques que de l'état politique, les ont poussés vers l'Internationale pour obtenir, par elle, l'appui de leurs frères des autres pays. Avec cela, la désillusion qu'ils ont éprouvée par la défection des députés radicaux, mais bourgeois, sur lesquels ils avaient compté comme révolutionnaires, les a délibérément amenés à comprendre ce que l'Association internationale avait inscrit dans le premier considérant de ses statuts, que l'émancipation des travailleurs dût être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Dans cette situation nouvelle exceptionnellement favorable, le bureau lyonnais de l'Internationale a dû songer à l'organisation corporative et fédérative des travailleurs lyonnais et, après avoir aidé puissamment l'année dernière à la constitution de sociétés de corps de métier, il devait, conformément aux résolutions du Congrès de

Bâle, compléter son œuvre, cette année, par la réunion en une fédération de toutes ces sociétés. C'est le but qu'il devait atteindre dans la réunion dernière.

« Tendons une main fraternelle aux mineurs du Creusot »

Varlin passe, après ce meeting lyonnais, quelques jours dans le fief de Schneider. Il s'informe, multiplie les entretiens et les interventions, ce qui amène la création d'une section de l'A. I. T.

A peine est-il reparti pour d'autres contacts en province que la grève se déclenche de nouveau au Creusot, cette fois chez les mineurs. Schneider sort de nouveau « ses forces de l'ordre bourgeois » : trois régiments supervisés par deux généraux. Des grévistes sont arrêtés. Il se crée un comité de grève, auquel participe un Parisien de l'A. I. T., Benoît Malon, jeune ouvrier teinturier. La résistance se renforce et s'étend aux femmes de mineurs qui empêchent les « jaunes » de casser la grève. Des souscriptions sont faites dans toute la France et à l'étranger par les sections de l'A. I. T. Le 6 avril, les sections de Paris lancent un second manifeste dans La Marseillaise :

Encore une fois, le prolétaire asservi, affamé, outragé, se révolte contre l'oppression écrasante du capital.

Plus que toutes celles que nous avons vues jusqu'à ce jour la grève du Creusot accuse le vice fondamental de l'état économique actuel.

Le sol, cause première d'existence de l'humanité, les machines, produit du travail collectif de plusieurs générations, sont là monopolisés entre les mains de quelques capitalistes qui détiennent ainsi les moyens d'existence de toute une population et forcent jusqu'aux femmes à se révolter, désespérées contre cette monstrueuse exploitation.

La loi donne au capitaliste le droit de réduire par la

faim le prolétaire à la servitude ; mais ce n'est pas assez !

Elle arrache encore à leurs familles les fils des prolétaires pour les courber sous une discipline abrutissante et les contraindre à protéger le riche impudent et égoïste, à intimider, pourchasser, arrêter leurs frères qui, dans un suprême héroïsme, préfèrent la famine absolue à cette famine lente que leur imposent les potentats de la société moderne !

Aubin, la Ricamarie en France, Lépine en Belgique, Bâle en Suisse démontrent péremptoirement que le mal que nous subissons n'est pas localisé, mais s'étend à l'univers entier.

Travailleurs de tous les pays, tendons une main fraternelle aux mineurs du Creusot qui luttent avec tant de courage et d'abnégation pour notre cause à tous : *l'affranchissement du travail* !

Et vous, frères ! continuez votre résistance opiniâtre, ne faiblissez pas, ne redoutez aucune résistance étrangère, le travail n'a plus de frontières : les travailleurs du monde entier sont avec vous !

Salut et solidarité.

Nous retrouvons le même accent d'internationalisme prolétarien dans cette magnifique « adresse aux femmes du Creusot » que font paraître, dans La Marseillaise *du 13 avril, les ouvrières de Lyon :*

Citoyennes,

Votre attitude ferme et énergique, en face des insolentes provocations de la féodalité du jour, est vivement appréciée par les travailleurs de tous les pays, et nous, nous éprouvons le besoin de vous adresser nos félicitations.

Ne faiblissez pas, citoyennes ; montrez à cette aristocratie impudente et rapace que les exploités, aujourd'hui unis et solidaires, ne se laisseront plus intimider par ses odieux procédés ; on peut, encore aujourd'hui, les affamer, les emprisonner, mais non pas les dompter, car ils savent que la dernière victoire leur appartient.

Ce jour-là, les oppresseurs de toutes races auront accumulé tant de griefs, soulevé tant d'indignation que, sans être prophète, on peut prévoir une éclatante revanche.

Et cependant, nos gouvernants pouvaient parer à ces éventualités, en acceptant les réformes sociales et économiques, à mesure qu'elles s'imposaient. Mais non ! Pour régler les différends entre les exploiteurs et les exploités, entre les parasites et les producteurs, l'Empire n'a rien trouvé de mieux que le chasssepot, qu'il vient de mettre à la disposition de la classe des capitalistes, sa complice et son alliée, et celle-ci, derrière un rempart de 800 000 poitrines de soldats, jette insolemment le défi au monde travailleur !

Eh bien ! le défi est relevé, la guerre est désormais déclarée et elle ne cessera que le jour où le prolétariat sera vainqueur, où les mineurs pourront dire : A nous les mines !, les cultivateurs : A nous la terre !, et les ouvriers de tous les métiers : A nous l'atelier !

Vous le voyez, amies, cette lutte que vous soutenez si vaillamment n'est que la première phase d'une révolution économique et sociale gigantesque, dont l'histoire n'offre aucun exemple, car sa devise est : Plus d'exploiteurs, rien que des travailleurs !

Permettez-nous un conseil, citoyennes : vous êtes énergiques, n'oubliez pas que vous êtes filles du peuple, mères de famille. Parlez le langage de la vérité aux soldats qui vous entourent, victimes du malheur, courbés comme vous sous le joug du despotisme. Dites à ces malheureux enfants du peuple que ces hommes qu'ils ont l'ordre de poursuivre ne sont pas, comme on le leur fait entendre, des fauteurs de troubles, gens suspects, soudoyés par un parti politique quelconque, mais bien vos pères, vos frères, vos époux, vos amis, d'honnêtes citoyens, leurs frères dans l'ordre social, et n'ayant commis d'autre crime que celui de revendiquer le droit le plus sacré de l'homme, celui de vivre en travaillant. De telles paroles, soyez-en certaines, les impressionneront, les feront réfléchir sur le triste rôle qu'on leur impose vis-à-vis de vous, et si vous parvenez à gagner à la

cause des opprimés, qui est la leur, les cinq mille soldats campés au Creusot, vous aurez bien mérité du prolétariat.

Et maintenant, citoyennes, en attendant le triomphe de la cause des travailleurs, nous vous serrons fraternellement les mains et vous crions : Courage et espoir.

Ont signé :

Virginie BARBET ; Anaïs AURY ; Marie GUILLOT ; Louise TAILLAND ; Marie PINGEON ; Clotilde COMTE ; Anne JACQUIER ; Louise JACQUIER ; Félicie JACQUIER ; Marie MACON ; P. MACON ; Eléonore BERLIOZ ; Marie PICOUD ; Marguerite ROBERGEON ; femme PROST ; femme PALIX ; etc.

Face à cette mobilisation ouvrière d'une ampleur encore jamais vue, le pouvoir va frapper fort : au procès d'Autun, les vingt-cinq grévistes qui sont au banc des inculpés écopent de lourdes peines, allant jusqu'à trois ans de prison.

Schneider, lui, continue à quadriller de troupes toute la région ; parallèlement, il essaie la manière gluante du marchandage : des bons de pain et de lard — signés du curé, comme il se doit —, seront distribués aux femmes de grévistes, mais en échange elles doivent persuader leur mari de reprendre le travail. L'école, liée au patronat comme l'Eglise, joue l'inquisition policière en proposant aux enfants comme sujet de rédaction : « La grève : qu'en dit-on à la maison ? »

Sans doute cette grève échouera-t-elle au niveau des revendications elles-mêmes, mais son retentissement, la solidarité qu'elle a suscitée dans tout le pays et au-delà des frontières, le regroupement et l'organisation de la résistance ouvrière au sein de l'Internationale en font une véritable victoire de toute la classe ouvrière et annoncent d'autres luttes, plus dures encore, au Creusot même où sera, l'année suivante, proclamée la Commune.

« Cette idée de fédérer toutes les sociétés appartient en propre à Varlin »

Pendant qu'il se mobilisait pour soutenir les grévistes du Creusot, Varlin n'en continuait pas moins, par des voyages dans le Nord, en Normandie, son action d'organisation du mouvement ouvrier. Comme le montre cette lettre à Aubry du 11 avril, il entre dans tous les détails concrets de l'organisation dans le but d'accélérer le regroupement de toutes les forces dispersées. Il pressent en effet l'imminence d'événements capitaux pour la révolution et la nécessité d'agir vite pour être prêts le moment venu :

Lille, le 11 avril 1870

Mon cher Aubry,

Nous avons eu, samedi et dimanche, deux nouvelles réunions privées dans lesquelles j'ai dû expliquer encore l'organisation corporative et fédérative des ouvriers.

Afin de ne pas perdre plus de temps, j'ai demandé qu'on entrât immédiatement dans la pratique, et, sur ma proposition, il a été décidé que l'on formerait immédiatement une petite section de l'Internationale, qui réunirait les efforts des citoyens de bonne volonté de toutes professions.

Cette section devra prendre l'initiative pour organiser les syndicats corporatifs, au fur et à mesure que l'on aura pu réunir les éléments nécessaires, et elle servira de suite au lien fédératif entre les corporations organisées.

La section doit être organisée par un conseil fédéral composé de neuf membres nommés par l'assemblée générale de tous les adhérents et de deux délégués de chaque corporation fédérée.

Les adhérents isolés versent 10 centimes par semaine ; les membres des sociétés, 5 centimes par semaine également. Vous le voyez, nous avons copié un

peu sur votre fédération et un peu sur celle de Lyon. Je crois que maintenant le mouvement va bien se continuer.

Le Progrès du Nord promet de soutenir la campagne. Je doute que son concours soit très zélé, mais enfin il sera utile tout de même pour les communications et les appels à adresser aux diverses corporations, et surtout pour répondre aux attaques auxquelles ne pourront manquer de se trouver en butte les propagations de mouvements. Déjà *L'Echo du Nord* de vendredi avait publié une petite note méchamment insidieuse, que *Le Progrès* a relevée immédiatement, ce qui a forcé *L'Echo* à une reculade complète. Comme il y a entre la Normandie et le Nord beaucoup d'industries similaires, votre fédération est appelée à avoir de sérieuses relations avec celle de Lille. Provisoirement vous pouvez toujours adresser vos communications à l'adresse du citoyen Patrice, 10, rue du Molinel.

La grande réunion projetée tout d'abord ne pourra guère avoir lieu avant trois semaines. Ce qu'il importait avant tout, c'était d'organiser ; c'est à quoi nous nous sommes appliqués

A vous d...

P. S. Voudriez-vous faire l'échange avec *Le Progrès du Nord* ? Voici son adresse : 48, rue Esquermoise (Lille).

Ses efforts, qui déjà ont abouti à Paris au niveau des sociétés ouvrières, vont amener également, le 18 avril 1870, la fédération des sections parisiennes de l'A. I. T. (Le dossier de police précise : « Cette idée de fédérer toutes les sociétés appartient en propre à Varlin. »)

Paul Lafargue, qui assiste à ce meeting groupant environ 1 200 participants, fait part de son enthousiasme à Marx dans une lettre du 20 avril :

Ce qu'il y avait de beau dans cette assemblée c'était le besoin de centralisation que tous les membres sentaient et la conscience nette et précise que la classe

ouvrière avait de son individualité comme classe et de son antagonisme contre la bourgeoisie. Vous eussiez été heureux d'assister à cette manifestation, vous le chevalier de la lutte des classes.

Le processus de fédération se poursuivait activement, puisqu'en ce mois d'avril 1870 les sections de Paris, de Lyon, de Marseille et de Rouen se fédéraient, préparant la coordination sur le plan national dont parlait déjà Varlin dans sa lettre à Richard du 20 novembre 1869 :

Nous obtiendrions ainsi une puissance considérable, ajoutait-il, et qui assurerait une grande importance dans les événements qui se préparent. Nous pourrions surtout commencer l'étude des moyens d'organiser le travail aussitôt la révolution faite, car il faut que nous soyons prêts ce jour si nous ne voulons pas nous laisser frustrer encore une fois.

Ainsi l'Internationale prend de plus en plus d'importance dans la vie politique du pays, comme l'atteste cet extrait de lettre envoyée à son père par Laura Marx — devenue depuis peu la femme de Paul Lafargue :

L'Internationale fait ici des prodiges. Les ouvriers nourrissent manifestement une confiance sans bornes dans l'Association ; des sections se forment chaque jour. L'initiative de chaque nouveau mouvement parmi les ouvriers, de chaque nouvelle grève est attribuée dans telle ou telle mesure à l'Internationale, et à son tour chaque grève, comme on le voit, aide l'Internationale, en attirant dans ses rangs un nombre toujours grandissant de sociétés et d'individus.

Cette influence non plus occulte mais bien manifeste inquiète chaque jour davantage le pouvoir impérial. D'autant que les Internationaux entrent directement dans l'arène politique, en incitant les travailleurs à s'abstenir au référendum organisé par l'Empire. (La question posée était ainsi sournoisement libellée : « Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'empereur. »)

Dans une lettre à Emile Aubry, Varlin précise les raisons de la position abstentionniste de l'A. I. T. :

Paris, le 20 avril 1870

Mon cher Aubry,

J'ai remis aux délégués des sociétés ouvrières les vingt numéros de *La Réforme sociale* que vous m'avez envoyés.

Dans ses deux dernières séances, la chambre fédérale a été absorbée par d'autres questions qui l'ont empêchée de s'occuper de votre congrès. Je crois même qu'il serait prudent de le reculer un peu à cause du plébiscite, la préoccupation générale en ce moment.

La chambre fédérale et les sections internationales de Paris ont résolu de faire ensemble un manifeste anti-plébiscitaire.

Nous protestons contre l'Empire en particulier, et en général contre toutes individualités qui croiraient pouvoir s'arroger le droit de poser des questions au peuple, sans lui permettre de les discuter. Nous revendiquons la souveraineté absolue du peuple, le gouvernement direct par le peuple. Nous affirmons la république sociale universelle. Nous protestons contre le plébiscite et contre son résultat, quel qu'il soit, et nous recommandons à nos frères travailleurs l'abstention sous toutes ses formes.

C'est cette question qui a pris toute la dernière séance de la chambre fédérale.

Nous avons eu lundi notre asssemblée générale des membres des sections parisiennes de l'Internationale pour constituer la fédération. Je n'ajouterai aucun détail à ceux que vous a portés *La Marseillaise.* Le temps me manque : je dois quitter Paris demain pour un temps assez long et j'ai encore beaucoup à faire. Vous adresserez désormais vos correspondances pour la chambre fédérale à Theisz, 12, rue de Jessaint, à Paris ; pour la caisse fédérative des cinq centimes, à Lombard (secrétaire), 318, rue Saint-Martin, à Paris ; pour l'Internationale, à Langevin, à Grenelle-Paris, 60, rue de l'Eglise.

Je ne puis vous envoyer les adresses des sociétés parisiennes, comme vous me l'avez demandé ; mais, comme toutes les sociétés font partie de l'une ou de l'autre des trois fédérations, vous pouvez adresser vos lettres, pour la totalité des sociétés composant une fédération, au secrétaire de cette fédération, qui les fera parvenir directement.

Pour la chambre fédérale, comptez quarante sociétés ; pour la caisse fédérative, comptez-en vingt ; et pour l'Internationale, vingt-cinq.

J'ai pris les mesures suivantes pour le règlement de nos comptes...

Vous pourrez adresser à Delacour, 52, rue d'Assas, à Paris, le montant des 500 statuts de l'Internationale que je vous ai livrés...

Veuillez envoyer le règlement des statuts aussitôt que possible, afin que nous puissions, sans un nouveau déboursé, solder le troisième tirage.

A vous fraternellement.

E. VARLIN

Devant l'intrusion de l'A. I. T. dans ses magouilles politiques, le régime impérial décide de frapper de nouveau l'un de ses grands coups — qui se révèlent n'être que des coups dans l'eau. Avant l'ouverture du scrutin plébiscitaire, il ordonne des poursuites contre les Internationaux de Paris et de province, le prétexte donné

étant un complot contre la précieuse vie de l'empereur.

Varlin est en province, à Chalons-sur-Saône, quand il apprend qu'un mandat d'amener est lancé contre lui. On lui conseille de passer en Suisse. Il hésite car la plupart de ses camarades parisiens sont déjà sous les verroux. Doit-il faire cavalier seul ? Il prend le train pour Paris. Mais des camarades le persuadent de ne pas se livrer. Il se laisse convaincre par la justesse de leurs arguments et part pour Bruxelles.

Là il retrouve des compagnons de l'A. I. T., en particulier Eugène Hins, qui l'aident à chercher de l'embauche (comme tous les prolétaires, il n'a pour survivre que sa force de travail à louer). Trop connu pour ses activités « subversives », il doit prendre un pseudonyme et aller à Anvers pour trouver un emploi de relieur, très chichement payé. Et il est contraint d'assister en simple témoin aux événements qui précipitent les travailleurs dans la guerre, mais entraînent du même coup l'Empire dans une chute définitive.

Juin 1870 : troisième procès de l'Internationale

Le plébiscite a lieu le 8 mai. Les paysans ont voté massivement pour Napoléon III, sous l'influence d'une propagande intense contre les « rouges », les « partageux ». Les Internationaux, en particulier dans le Midi, avaient amorcé une campagne d'information auprès des paysans, mais le temps leur avait manqué pour développer en profondeur cette action. Dans les centres urbains, l'opposition au régime est très vive : à Paris, sur 405 000 inscrits, il y a 184 000 non et 83 000 abstentions. Et cette opposition continue à s'accentuer dans le domaine des luttes ouvrières. Jamais il n'y eut autant de travailleurs en grève, et cela dans tous les secteurs comme dans toutes les régions de France.

L'ouverture, le 22 juin, du troisième procès contre le bureau parisien de l'A. I. T. ne va pas stopper le

mouvement, bien au contraire. Des milliers de Parisiens viennent soutenir par leur présence les trente-huit inculpés (en tête desquels se trouve le « relieur Eugène Varlin, 31 ans, en fuite »). Les Internationaux, comme lors du procès précédent, redressent fièrement la tête, font une défense très offensive, soulignant sans ambiguïté l'antagonisme de classe.

Léo Frankel, jeune ouvrier hongrois, précise bien le but de l'A. I. T. : « L'Association internationale n'a pas pour but une augmentation du salaire des travailleurs, mais bien l'abolition du salariat. » Et lors de la dernière audience, le 5 juillet, il insiste sur la puissance de cette union ouvrière :

L'Association internationale est un arbre qui a pris racine dans tous les pays, et ce serait une entreprise naïve que de prétendre tarir la sève qui coule sous son écorce en coupant l'une ou l'autre de ses branches.

A ceux qui ne savent pas interpréter les signes des temps, qui s'imaginent que le mouvement social va s'arrêter devant ce procès, à ceux-là je crie la parole de Galilée : *E pur si muove.*

L'union des prolétaires de tous les pays est un fait accompli ; aucune force ne peut plus désormais les diviser.

Et le verdict, qui est très dur (un an de prison pour les « meneurs », dont Varlin), ne fait que renforcer le prestige de l'A. I. T. chez les travailleurs. Le compte-rendu de ce procès est immédiatement édité, avec une préface qui sent la poudre :

Nous sommes loin de nous plaindre des persécutions dont nous sommes victimes, elles ont chaque fois pour résultat immédiat d'activer notre propagande, de décupler les forces de notre grande association, et d'avancer la réalisation de nos plus chères espérances : l'avènement de la république sociale universelle.

Dès avant l'ouverture du procès, Marx dégageait dans une lettre à Engels tout le positif de ce nouveau « coup de poing » impérial :

Les membres français de l'Internationale démontrent devant nos yeux au gouvernement français la différence qu'il y a entre une société politique secrète et une véritable association ouvrière. A peine a-t-il jeté en prison tous les membres des comités de Paris, Lyon, Rouen, Marseille, etc. (dont une partie s'est réfugiée en Suisse et en Belgique), que les journaux annoncent que des sections deux fois plus nombreuses les remplacent, en faisant les déclarations les plus insolentes et les plus provocantes (en prenant même le soin d'indiquer leurs adresses privées). Le gouvernement français a enfin fait ce que nous désirions depuis si longtemps, à savoir transformer la question politique : Empire ou République, en une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière.

Dans L'Insurgé, *Vallès souligne bien le rapport entre cette montée et cette organisation des luttes au-dessus même des frontières et l'immense frousse de la classe dominante qui l'amène à frapper sec :*

GARE au bouillon rouge !

Ils en ont besoin, ils *la* veulent ! La misère les déborde, le socialisme les envahit.

Sur les bords de la Sprée aussi bien que sur les rives de la Seine, le peuple souffre. Mais, cette fois, sa souffrance a des avocats en blouse, et il n'est que temps de faire une saignée, pour que la sève de la force nouvelle s'échappe par l'entaille, pour que l'exubérance des foules se perde au bruit du canon, comme le fluide qui tue va mourir dans la terre au bruit de la foudre.

On sera vainqueur ou vaincu, mais le courant populaire aura été déchiqueté par les baïonnettes en ligne, brisé par le zigzag des succès et des défaites !

Ainsi pensent les pasteurs de la bourgeoisie française ou allemande, qui voient de haut et de loin.

D'ailleurs, les pantalons garance et les culottes courtes de Compiègne ne doutent pas de la marche triomphale des régiments français à travers l'Allemagne conquise.

A Berlin ! A Berlin !

« Gare au bouillon rouge ! »

Dans ce climat de chauvinisme qu'intensifient les communiqués, les fausses nouvelles et les articles triomphalistes de la presse bourgeoise (« nous sommes prêts, archiprêts » ; « il ne manquera pas un bouton de guêtre »...), l'A. I. T., le 12 juillet, lance un appel aux travailleurs de tous les pays :

AUX TRAVAILLEURS DE TOUS PAYS

Travailleurs,

Une fois encore, sous prétexte d'équilibre européen, d'honneur national, des ambitions politiques menacent la paix du monde.

Travailleurs, Français, Allemands, Espagnols, que nos voix s'unissent dans un cri de réprobation contre la guerre.

Aujourd'hui, les sociétés ne peuvent avoir d'autre base légitime que la production et sa répartition équitable.

La division du travail, en augmentant chaque jour les nécessités de l'échange, a rendu les nations solidaires.

La guerre pour une question de prépondérance ou de dynastie ne peut être aux yeux des travailleurs qu'une criminelle absurdité.

En réponse aux acclamations belliqueuses de ceux qui s'exonèrent de l'impôt du sang, ou qui trouvent dans les malheurs publics une source de spéculations nouvelles, *nous protestons,*

NOUS QUI VOULONS LA PAIX, LE TRAVAIL ET LA LIBERTÉ.

Nous protestons :

Contre la destruction systématisée de la race humaine ;

Contre la dilapidation de l'or du peuple, qui ne doit servir qu'à féconder le sol et l'industrie ;

Contre le sang répandu pour la satisfaction odieuse de vanités, d'amours-propres, d'ambitions monarchiques froissées ou inassouvies.

Oui, de toute notre énergie, nous protestons contre la guerre, comme hommes, comme citoyens, comme travailleurs.

La guerre, c'est le réveil des instincts sauvages et des haines nationales.

La guerre, c'est le moyen détourné des gouvernements pour étouffer les libertés publiques.

La guerre, c'est l'anéantissement de la richesse générale, œuvre de nos labeurs quotidiens.

Frères d'Allemagne,

Au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France.

Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide. Restez calmes, comme peut le faire, sans compromettre sa dignité, un grand peuple fort et courageux.

Nos divisions n'amèneraient, des deux côtés du Rhin, que le triomphe complet du despotisme.

Frères d'Espagne,

Nous aussi, il y a vingt ans, nous crûmes voir poindre l'aube de la liberté. Que l'histoire de nos fautes vous

serve au moins d'exemple. Maîtres aujourd'hui de vos destinées, ne vous courbez pas comme nous sous une nouvelle tutelle. L'indépendance que vous avez conquise, déjà scellée de votre sang, est le souverain bien. Sa perte, croyez-nous, est pour les peuples majeurs la cause des regrets et des remords les plus amers et les plus poignants.

Travailleurs de tous pays : quoi qu'il arrive de nos efforts communs, nous, membres de l'*Association internationale des travailleurs,* qui ne connaissons plus de frontières, nous vous adressons comme un gage de solidarité indissoluble les vœux et les saluts des travailleurs de France.

Cet appel ne fait d'ailleurs que traduire la volonté de paix des masses. A Paris comme en province se marque une hostilité à la guerre considérée comme « un jeu de princes » ruineux. Et les travailleurs parisiens crieront « Vive la paix ! », en affrontant les provocateurs payés par le régime qui s'égosillent par des « A Berlin ! », « A bas la Prusse ! ».

Du côté allemand, la classe ouvrière réagit : les Internationaux de Berlin répondent à l'appel de leurs camarades français. Et cela est un fait encore jamais vu dans l'histoire des peuples, comme le souligne Marx dans la première Adresse du Conseil fédéral :

Tandis que la France et l'Allemagne officielles se précipitent dans une lutte fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et d'amitié. Ce fait unique, sans parallèle dans l'histoire du passé, ouvre la voie à un avenir plus lumineux. Il prouve qu'à l'opposé de la vieille société, avec ses misères économiques et son délire politique, une nouvelle société est en train de naître, dont la règle internationale sera la *paix,* parce que dans chaque nation régnera le même principe : le *travail* ! Le pionnier de cette nouvelle société, c'est l'Association internationale des travailleurs.

« L'armée française a perdu toute initiative »

Face à une bourgeoisie de plus en plus réticente et face à une volonté de lutte croissante des masses, l'Empire joue, le 19 juillet, son dernier coup de poker : il déclare la guerre à la Prusse.

Napoléon III espère prendre de vitesse l'armée prussienne (supérieure à tous points de vue) en menant une marche offensive ultrarapide et en franchissant le Rhin dans un temps record, ce qui lui permettrait de couper en deux l'armée ennemie. Mais cette manœuvre, pour se réaliser, devrait s'appuyer sur un système militaire bien rodé et mû par un commandement expert. Ce qui n'était pas le cas : l'armée impériale était engluée dans la malversation, la corruption morale et la plus complète impéritie.

Aussi, dès la déclaration de guerre, ce fut une immense pagaille qui s'empara de tout le pays. Les généraux cherchaient leurs troupes qui, elles-mêmes, cherchaient leur équipement et leurs armes. Souvent, un mobilisé du Nord devait aller quérir son paquetage et son fusil à l'autre bout de la France et parfois même à Oran ou à Philippeville !

L'utilisation des chemins de fer vient encore accroître la désorganisation générale. Quant à l'approvisionnement des troupes en vivres et en matériel, les têtes pensantes de l'armée n'avaient point songé à le mettre en place ! Conséquence : la marche triomphante sur Berlin s'empêtre dès son départ dans les lenteurs de la mobilisation et l'incapacité flagrante des chefs. L'armée prussienne peut donc se regrouper, prendre l'offensive et enfoncer les lignes françaises en Alsace, à Wissembourg, le 4 août.

Dès le 7 août, affolement des communiqués impériaux : retraite de l'armée de Metz, nécessité de proclamer l'état de siège à Paris et de préparer la défense de la ville. Et le 8 août, Engels, de Londres, donne

son diagnostic : « L'armée française a perdu toute initiative. »

Cette défaite de Wissembourg, les piètres tentatives du pouvoir — bientôt démasquées — de maquiller les faits, l'inconsistance des directives impériales provoquent à Paris une vive effervescence. Les travailleurs descendent dans la rue pour crier : « Déchéance ! », « Vive la République ! » Et la tênsion est telle que Napoléon III préfère dégarnir ses frontières pour concentrer à Paris 40 000 hommes. Les députés de la gauche prennent peur eux aussi et se rapprochent des orléanistes pour se préparer à combattre le mouvement révolutionnaire qui s'amorce. Le 14 août, Blanqui tente un coup de main à la Villette pour s'emparer d'armes ; mais cette tentative détachée des masses échoue et se solde par de nombreuses arrestations.

Eugène Varlin, de son exil, essaie d'analyser dans une lettre à une camarade de l'A. I. T., Marie Iatskévitch, cette situation très complexe. Contre son habitude, il le fait avec une certaine amertume, un certain pessimisme, dus sans doute au fait qu'il se trouve coupé du mouvement de masse.

Anvers, le 19 août 1870

Citoyenne Marie,

Je vous demande pardon de ne pas encore vous avoir écrit depuis mon départ de France ; j'aurais peut-être bien quelques excuses à vous présenter, mais ce serait oiseux et ne me justifierait pas complètement ; j'aime mieux m'abstenir, vous ne m'en pardonnerez pas moins, au contraire.

Vous ne vous figurez pas comme je m'embête en exil. Je suis inquiet de tout ce qui se passe à Paris ; malgré que les Parisiens se soient montrés peu dignes de mon estime dans tous les derniers événements relatifs à la guerre, j'aurais voulu être là pour voir, pour suivre les manifestations populaires, et agir au besoin.

Certainement que si mes ressources personnelles me

l'avaient permis, j'aurais déjà fait au moins deux ou trois voyages incognito. Mais le salaire que l'on gagne en Belgique est si restreint qu'il n'y a vraiment pas de quoi faire de fréquents voyages.

Bref, malgré tout, la semaine dernière j'ai cru un moment que j'allais partir ; mais le peuple de Paris, comme les députés de la gauche, ont étouffé la révolution sous un mouvement patriotique.

Ce qui contribue à augmenter encore mon ennui et ma perplexité, c'est que depuis une douzaine de jours je ne reçois plus aucune lettre de Paris.

Que devient l'Internationale au milieu de ce double mouvement de chauvinisme qui entraîne deux grandes nations, sur lesquelles nous croyions pouvoir compter, à s'entredétruire d'une façon horrible ?

Je ne dois pas vous le cacher, malgré que nos paysans aient bien mérité, par leurs votes stupides, la terrible épreuve qu'ils subissent en ce moment, je souffre de voir nos provinces dévastées et la France s'épuisant dans un effort suprême, car je n'espère rien de bon de la victoire du militarisme prussien. Et cependant, tant que l'ombre du gouvernement impérial pèsera sur la France, le parti républicain socialiste doit protester par son abstention contre la politique désastreuse dans laquelle l'Empire entraîne notre nation.

Pourquoi le peuple parisien n'a-t-il pas, aux premiers revers, brisé l'Empire et mis la France révolutionnaire en présence du roi de Prusse ? Au moins, si la guerre avait continué, on se serait battu pour quelque chose, tandis qu'actuellement les milliers d'hommes moissonnés par la mort semblent verser leur sang pour Napoléon III et Wilhelm Ier. C'est triste !

Que signifie cette échauffourée de La Villette ? Est-il possible que des républicains aillent tuer aussi bêtement et aussi lâchement des pompiers, les soldats les plus pacifiques que nous ayons, tandis qu'il y a tant de sergents de ville ? J'aspire à voir l'Empire et toutes ses conséquences emportés par un mouvement révolutionnaire, mais vraiment les auteurs de ce coup de main sont insensés ; ils ne se doutent pas qu'avant de faire

appel au peuple il faut lui tâter le pouls afin de s'assurer qu'il a la fièvre — et puis, on ne commence pas par tuer des soldats.

Enfin, citoyenne, si vous pouvez me fournir quelques renseignements sur l'état moral de la population parisienne et l'état d'esprit des membres de l'Internationale dans les circonstances actuelles, je vous serais bien obligé, car, comme je vous l'ai dit plus haut, je suis sans nouvelles particulières depuis douze jours, et je sais que les renseignements des journalistes sont sujets à caution.

Pourriez-vous aussi me donner des nouvelles de Giot ? Il m'avait pourtant bien promis à son départ de m'écrire chaque fois qu'il y aurait quelque chose d'important. Qu'est-il donc devenu ?

Comment nos amis supportent-ils la détention à Sainte-Pélagie ?

Songe-t-on au prochain congrès dans les sections parisiennes ? Il me semble bien impossible de le tenir en ce moment. Il y aurait lieu d'aviser, nous n'avons plus que quinze jours ; s'il doit être reculé, il faudrait le dire. Avez-vous à ce sujet quelque communication du Conseil général de Londres ?

A propos de l'Internationale et des nouvelles de journalistes, je dois vous dire que, pendant près de huit jours consécutifs à partir des premiers échecs français, le correspondant parisien du *Précurseur d'Anvers* répétait dans chacune de ses correspondances que l'on s'attendait à un mouvement de l'Internationale à Paris ; que l'Internationale devait faire une manifestation ; que l'Internationale devait proclamer le déchéance de l'Empire, etc. Je vous assure que ces on-dit répétés chaque jour ne laissaient pas que d'augmenter mon anxiété.

J'ai appris votre futur mariage avec Eugène Hins ; c'est un garçon très intelligent et bien dévoué à notre cause ; je vous félicite de votre choix, quoique, en fait comme en principe, je sois adversaire déclaré du mariage.

J'envoie en même temps que la présente une lettre à Bachruch relative à nos publications. Voilà encore une

œuvre que la guerre doit pas mal entraver. Enfin, quoi qu'il advienne maintenant, l'Empire est mort moralement et j'espère que nous nous reverrons bientôt à Paris.

A vous fraternellement.

E. VARLIN

P. S. J'oubliais de vous dire que je suis sans travail depuis samedi. Avant de porter mes pas plus loin, j'attends un peu, espérant que la France ne me sera plus longtemps interdite.

Voici mon adresse : Henri Basfeld, 75, rempart du Lombard, à Anvers.

Les « trois Jules » remplacent Napoléon III

2 septembre : capitulation de Sedan. Napoléon se rend au roi de Prusse, avec 83 000 hommes et 500 pièces d'artillerie. 4 septembre au matin : des milliers de Parisiens envahissent le Palais-Bourbon aux cris de « Déchéance ! », « République ! ». L'impératrice s'enfuit sans demander son reste ; quant à Schneider, le tsar du Creusot, il capitule en déclarant la séance levée et en quittant promptement son fauteuil de président du Corps législatif. Et cela sous les huées des travailleurs : « A bas l'assassin du Creusot ! A mort l'exploiteur des ouvriers ! »

C'est donc la chute de l'Empire et c'est, à l'Hôtel de Ville, la proclamation de la République.

Mais de quelle république s'agit-il ? Ceux qui forment hâtivement un gouvernement dit « de défense nationale » sont les députés de l'opposition bourgeoise au régime impérial, les « trois Jules » comme on les appelle (Favre, Ferry, Simon). Ils choisissent pour président le général Trochu qui ne cesse de répéter : « J'ai mon plan », sans qu'on en vît jamais l'exécu-

tion ! Les blanquistes vont bien délivrer Rochefort emprisonné, mais celui-ci se rallie aux trois Jules et entre dans le gouvernement !

Comment expliquer cette facile victoire de la bourgeoisie sur le mouvement ouvrier ? Par un climat de guerre et de défaite où le chauvinisme reprend du terrain, par une certaine confiance dans les beaux parleurs de la gauche, par l'éclatement des sections de l'A.I.T. dû à la guerre et par la dispersion de ses membres qui se trouvent mobilisés, en prison ou en exil comme Varlin. N'y a-t-il pas aussi le phénomène nouveau que représente cette invasion fulgurante de l'ennemi, sorte de raz de marée qui affole et crée un besoin de s'accrocher à la première planche de salut rencontrée ?

Dès le 19 août, dans une lettre à Henri Bachruch, membre de la section allemande de l'A.I.T. à Paris, Varlin met l'accent sur la difficulté d'une action dans ce contexte de guerre :

Les temps doivent être peu propices à la propagande. Tout le monde a les yeux tournés vers ce drame lugubre qui se déroule dans les plaines de Lorraine et de la Champagne. Chacun attend avec anxiété le résultat de cette lutte sanglante et la question sociale reste profondément oubliée. Mais, quoi qu'il advienne, elle se posera plus impérieuse que jamais après les désastres financiers, industriels et commerciaux que cette guerre sans exemple va entraîner à sa suite, outre les ravages qu'elle produit directement sur les hommes comme sur les choses.

« Paris assiégé par le roi de Prusse, c'est la révolution en péril »

Mais, dès qu'il apprend la chute de l'Empire, Varlin franchit la frontière belge et rejoint Paris. Devant une situation politique très complexe (l'ennemi menaçant Paris, le pouvoir tenu par des ennemis du peuple), il va chercher d'abord à se mettre à l'écoute des masses en se mêlant à elles, comme d'ailleurs ses camarades de l'A. I. T., afin de les aider à prendre mieux conscience des problèmes et surtout à mieux s'organiser pour la seconde phase de la lutte qui leur semble proche. Il participe donc avec des membres de La Marmite *à la création d'un comité de vigilance dans le 6ᵉ arrondissement (il s'en crée de même sorte dans d'autres quartiers de Paris).*

Il va reprendre son objectif de fédération du mouvement en jouant un rôle dans la création du Comité central républicain des vingt arrondissements. Vallès, qui était là, évoque dans L'Insurgé *cette réunion de fondation :*

Et d'un débat qui a duré quatre heures vient de surgir une force neuve : le Comité des vingt arrondissements.

C'est la section, le district, comme aux grands jours de 93, l'association libre de citoyens qui se sont triés et groupés en faisceau.

Chaque arrondissement est représenté par quatre délégués que vient de nommer l'assemblée, et je suis un des élus qui auront à défendre, contre l'Hôtel de Ville, les droits d'un faubourg de là-haut.

Nous venons d'étendre sur toute la cité le réseau d'une fédération qui en fera bien d'autres que la fédération du Champ de Mars... si grand tapage que celle-là ait soulevé dans l'histoire.

Ce sont quatre-vingts pauvres descendus de quatre-vingts taudis, qui vont parler et agir — frapper, s'il le faut — au nom de toutes les rues de Paris, solidaires dans la misère et pour la lutte.

Varlin relance aussi les activités de l'A. I. T., dont les sections ou les membres dispersés, isolés, commencent à demander des informations, des directives au bureau parisien. Courant septembre, avec Bachruch et Malon, il signe une affiche-circulaire qui précise la ligne à suivre dans les circonstances graves du moment :

Dans l'impossibilité où nous sommes de répondre à toutes les lettres particulières qui nous sont adressées par les sections départementales de l'Association internationale, nous vous adressons la présente circulaire comme premier renseignement : dans l'époque critique que nous traversons, les événements gigantesques dont nous sommes témoins nous tracent notre ligne de conduite. Le jour des défiances et des dissidences n'est pas venu, nous ne pouvons voir que deux devoirs à remplir :

— la défense de Paris,

— prendre nos précautions contre la réaction étourdie, mais non vaincue.

Nous agissons en conséquence.

Par tous les moyens possibles, nous concourrons à la défense nationale, qui est la chose capitale du

moment. Depuis la proclamation de la République, l'épouvantable guerre actuelle a pris une autre signification ; elle est maintenant le duel à mort entre le monarchisme féodal et la démocratie républicaine. Paris assiégé par le roi de Prusse, c'est la civilisation, c'est la révolution en péril. Nous voulons défendre Paris à outrance.

Les réunions publiques que nous ouvrons dans tous les quartiers, l'organisation des comités républicains que nous accélérons, la part active que nous prenons aux travaux des municipalités républicaines, les adresses au peuple allemand que nous répandons, les appels à l'énergie et à l'union que nous signons, le concours que nous prêtons au gouvernement de défense nationale n'ont pas d'autre but.

Nous ne négligeons pourtant pas les précautions à prendre contre la réaction épargnée et menaçante. Nous organisons en ce sens nos comités de vigilance dans tous les quartiers et nous poussons à la fondation des districts qui furent si utiles en 93.

C'est, croyons-nous, dans ce sens que vous devez agir : 1) surexciter, par tous les moyens possibles, le patriotisme qui doit sauver la France révolutionnaire ; 2) prendre des mesures énergiques contre la réaction bourgeoise et bonapartiste, et pousser à l'acceptation des grandes mesures de défense pour l'organisation des comités républicains, premiers éléments des futures communes révolutionnaires.

Notre révolution à nous n'est pas faite, et nous la ferons lorsque, débarrassés de l'invasion, nous jetterons révolutionnairement les fondements de la société égalitaire que nous voulons.

Ce qui nous sera facile si déjà nous sommes résolus, énergiques et persévérants.

Vive la république sociale !

Pour le conseil fédéral parisien :

B. MALON, E. VARLIN, H. BACHRUCH.

Cette circulaire est dans la même ligne que la seconde Adresse du Conseil général de l'A. I. T., rédigée à Londres par Marx le 9 septembre :

La classe ouvrière française se trouve donc placée dans des circonstances extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français doivent remplir leur devoir de citoyens ; mais en même temps ils ne doivent pas se laisser entraîner par les *souvenirs* nationaux de 1792, comme les paysans français se sont laissé duper par les *souvenirs* nationaux du Premier empire. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument, ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune, l'émancipation du travail. De leur énergie et de leur sagesse dépend le sort de la République.

Et il conclut cette adresse par un avertissement qu'illustreront, hélas ! les effroyables « grandes guerres » du XXe siècle :

Que les sections de l'*Association internationale des travailleurs,* dans tous les pays appellent à l'action la classe ouvrière... Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle ne sera que la fourrière de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque nation à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier des seigneurs du sabre, de la terre et du capital.

Vive la République !

Varlin élu chef du 193e bataillon

Dans un Paris assiégé par l'ennemi, bientôt rongé de faim et de froid, écrasé de bombardements, se dessine de plus en plus nettement l'antagonisme de classes : d'un côté, la haute bourgeoisie qui redoute plus les « rouges » que les Prussiens ; défaitiste, sans ressort, elle abandonne la ville pour se réfugier en province : ce sont les « francs-fileurs » ! Il y a aussi les francs ripailleurs (parmi lesquels Renan, Edmond de Goncourt, Gautier...) qui continuent leur vie douillette dans des restaurants de luxe. Face à ce Paris de la corruption et de la trahison se dresse le Paris de la résistance à l'ennemi, du courage. Et l'existence d'Eugène Varlin est intimement tissée à celle de ce peuple refusant la défaite. Il va regrouper les forces millitaires de son quartier, le 6e arrondissement, c'est-à-dire les gardes nationaux composés d'employés, de petits commerçants, d'ouvriers. Dans d'autres quartiers, les Internationaux effectuent le même travail. Si bien que la garde nationale regroupera dans les 300 000 hommes en 254 bataillons.

Varlin est élu chef du 193e bataillon.

Mais les contradictions existent au sein du peuple parisien. Les uns, appartenant surtout à la petite bourgeoisie, font grosso modo *confiance à la gestion du gouvernement en place et se cantonnent dans le légalisme et la passivité. Les autres, en majorité des ouvriers, veulent faire sauter les structures impériales restées en place, particulièrement au niveau municipal, et amener le « gouvernement des trois Jules » à se radicaliser.*

Une des solutions qui rallie les suffrages populaires est l'instauration d'une Commune obligeant à des mesures énergiques, comme l'avaient été les Communes de 1792 et de 1793.

Et c'est dans l'étau même de ces contradictions que

va se trouver pris Eugène Varlin le 8 octobre. Il avait reçu l'ordre d'aller place de l'Hôtel-de-Ville, sans connaître l'objet de cette mobilisation ; en arrivant, il se trouve au milieu d'une foule de manifestants demandant des élections municipales. Mais laissons-le analyser l'ambiguïté de la situation, puisqu'il publia le lendemain une lettre dans Le Rappel *et qu'ensuite, les contradictions s'exacerbant au sein du 193e bataillon, il écrivit une lettre circulaire aux citoyens de ce bataillon :*

Paris, le 18 vendémiaire an 79

Citoyen rédacteur,

Les journaux d'aujourd'hui rendent compte d'une façon tellement inexacte des événements de la journée d'hier que je ne puis laisser passer sous silence leurs allégations relativement au rôle que l'on a fait jouer à la garde nationale dans cette occasion.

Tous les journaux, les républicains comme les réacteurs, *L'Officiel* en tête, répètent que les bataillons réactionnaires de la garde nationale sont venus spontanément faire une manifestation contre la manifestation du Comité central républicain en faveur de l'élection de la Commune de Paris. Il y a là une erreur bien regrettable car elle est de nature à augmenter l'irritation que cette triste journée a jetée dans les esprits.

La vérité est que tous les bataillons qui sont venus à l'Hôtel de Ville y sont venus par ORDRE du général commandant supérieur de la garde nationale. Et l'ordre adressé aux chefs de bataillon, *qui se trouvaient de piquet ce jour,* n'indiquait nullement l'objet de cet appel aux armes. De sorte que presque tous les gardes nationaux ainsi rassemblés à la hâte croyaient aller aux remparts repousser les Prussiens. Ils ne se doutaient guère que l'on voulait leur faire jouer une indigne comédie.

En fait, les gardes nationaux sont arrivés au milieu

d'une manifestation dont la plupart ne comprenaient pas l'objet : et ce qui prouve bien qu'ils ne venaient pas faire une contre-manifestation, c'est que lorsque le 84ᵉ est arrivé, comme quelques citoyens semblaient considérer sa venue comme un acte d'hostilité, les gardes nationaux du 84ᵉ ont levé la crosse en l'air pour affirmer leurs intentions pacifiques. Plus tard, le 193ᵉ, en débouchant sur la place, a répondu par le cri de *Vive la Commune !* au même cri poussé d'une manière interrogative par les citoyens qui occupaient la place.

Des cris de *A bas la Commune !* ont été poussés par beaucoup de gardes nationaux, il est vrai ; mais, je le répète, la plupart ne comprenaient rien à la manifestation.

Si tous savaient quelles démarches infructueuses ont été faites auprès du gouvernement provisoire, par les comités républicains des vingt arrondissements, pour obtenir de lui les mesures héroïques qui pouvaient sauver la République, tous seraient unanimes à réclamer comme nous les élections municipales, qui seules peuvent nous rendre notre initiative et nous permettre de nous sauver nous-mêmes.

Malheureusement, beaucoup de citoyens croient encore qu'il suffit de porter au gouvernement provisoire les propositions que votent chaque soir les réunions publiques pour qu'il s'empresse de les utiliser.

Malgré que depuis huit jours le gouvernement de la défense nationale ait *arrêté* que l'on ne recevrait plus d'inscription dans la garde nationale ; malgré que les quarante derniers bataillons formés n'aient pas de fusils et que, sur les 280 000 gardes nationaux armés, il y en ait 175 000 dont les armes sont absolument insuffisantes, des fusils à piston, malgré cela il y a encore beaucoup de gens qui croient que le gouvernement, dit de la défense nationale, a fait *tout* ce qu'il était possible de faire.

Il ne serait pas juste de traiter de réactionnaires en bloc des bataillons qui n'ont eu qu'un tort, celui de croire qu'en temps de siège, et pendant que le canon

grondait, on pouvait les appeler aux armes pour autre chose que pour aller aux remparts.

Salut et fraternité.

E. VARLIN
Commandant du 193ᵉ

A la suite de la publication d'une lettre que j'ai cru devoir adresser au *Réveil,* pour rétablir la vérité sur l'intervention de la garde nationale dans la journée du samedi 8 octobre, des protestations se sont élevées contre moi, et surtout contre mes opinions, dans plusieurs compagnies du bataillon.

Pour mettre fin à des interprétations équivoques, et surtout pour bien établir que j'avais agi en cette circonstance conformément à la ligne de conduite que je m'étais tracée, et qui avait été acceptée par vos délégués le jour de mon élection, j'ai provoqué une réunion générale du bataillon pour dimanche dernier.

Malheureusement une protestation grossière, publiée et répandue à de nombreux exemplaires au dernier moment, et surtout l'attitude plus qu'inconvenante d'une partie des hommes de la 8ᵉ compagnie sont venues s'opposer à ce que des explications franches et catégoriques pussent se produire entre le commandant et les citoyens qui composent le bataillon. La réunion n'a pas pu aboutir.

Je dois donc recourir à cette lettre pour répondre aux attaques de toutes sortes qui pleuvent sur moi depuis huit jours.

Lorsque, sur l'invitation de quelques amis politiques, j'ai accepté la candidature au grade de commandant du 193ᵉ, je n'ai fait que céder à un devoir, celui de concourir dans la mesure du possible à l'établissement définitif de la République.

Nous nous trouvions en présence des Prussiens à repousser, et nous sentions derrière nous tous les éléments de réaction que la révolution du 4-Septembre n'avait pas détruits.

Instruits par l'expérience du passé, nous savions quels

usages abusifs on peut faire de la force armée lorsqu'elle se trouve entre des mains inconscientes ou peu sincères. Nous devions prendre nos précautions pour que cette nouvelle force militaire qui allait résulter de l'organisation de la garde nationale ne puisse pas devenir un instrument de despotisme.

Pour cela, nous avons pensé qu'il fallait avant tout que les chefs des nouveaux bataillons soient pris parmi les républicains éprouvés, qui, au milieu des tergiversations du mouvement politique, pourraient au moins servir de ralliement aux gardes nationaux et les empêcher de commettre des actes qui pourraient compromettre ou perdre la République.

C'est par ces considérations que, dans d'autres arrondissements, nous avons vu choisir comme chefs de bataillon les noms les plus chers à la démocratie. C'est aussi pour ces raisons que j'ai accepté moi-même la candidature. Mon passé comme membre de l'Association internationale des travailleurs et les condamnations que j'ai encourues pour cette œuvre répondaient de mon dévouement à la cause de la république démocratique et sociale.

Un incident de la discussion qui eut lieu lors de mon élection suffit à lui seul à bien la caractériser.

Je me trouvais en concurrence avec un citoyen dont le passé politique présentait de bien plus longs services à la cause républicaine que le mien. Seulement ce citoyen avait, en juin 48, comme artilleur de la garde nationale, combattu le peuple qui se levait affamé, après avoir mis trois mois de misère au service de la République, pour réclamer enfin les réformes sociales sans lesquelles la République n'était pour lui qu'un vain mot.

C'est sur mon affirmation que jamais je ne conduirais mon bataillon se battre contre des républicains que j'ai été élu.

Les délégués qui m'ont nommé représentaient-ils l'opinion du bataillon ?... Si j'avais pu croire qu'il en fût autrement, je n'aurais pas accepté le mandat.

Comme je l'ai déclaré, le jour de mon élection, je

ne suis pas homme à agir en aucune circonstance contre mes principes ; et, d'autre part, je n'admets pas qu'un citoyen, quelque grade qu'il ait, puisse conduire d'autres citoyens contre leur gré.

Je ne pouvais donc accepter d'être chef de bataillon qu'à la condition de me trouver en parfaite harmonie d'opinions avec les citoyens dont il était composé. J'ai cru qu'il en était ainsi.

Eh bien ! lorsque, le lendemain du 8 octobre, j'ai lu dans tous les journaux que des bataillons réactionnaires de la garde nationale étaient venus spontanément, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, pour réprimer la manifestation populaire en faveur de la Commune, j'ai été profondément affecté par cette allégation et j'ai pu croire que le bataillon tout entier devait éprouver le même sentiment. Aussi, me considérant comme le représentant naturel du bataillon, le gardien de son honneur et de sa dignité, j'ai voulu rétablir la vérité de suite, sans attendre une réunion qui aurait été difficile immédiatement.

J'étais loin de supposer, ce que j'ai appris depuis, que dans le 193e bataillon il pouvait se trouver quelques misérables, disposés à essayer leurs premières balles sur des citoyens français, qui venaient pacifiquement exprimer un vœu, celui de voir procéder immédiatement aux élections municipales.

Je suis convaincu, il est vrai, que les hommes capables d'une pareille lâcheté sont peu nombreux, et qu'ils sont réprouvés par la presque unanimité du bataillon ; mais il est triste de songer qu'il ait pu même s'en trouver quelques-uns.

Le reproche qui m'a été le plus généralement adressé est que j'ai voulu faire croire, par ma lettre, que le bataillon tout entier était partisan de *la Commune.* Il y a là une fausse interprétation de mes paroles.

Voici le fait : en débouchant sur la place de l'Hôtel-de-Ville, des citoyens que notre arrivée paraissait inquiéter nous crièrent en nous interrogeant du regard : *Vive la Commune !* Je répondis avec quelques voix du bataillon : *Vive la Commune !* En agissant ainsi, mon

intention n'était point de faire une manifestation, mais bien de rassurer les citoyens en leur prouvant que nous ne venions pas avec des intentions d'hostilité, puisque même parmi nous il y avait des partisans de la Commune. C'est surtout cette attitude que je tenais à établir dans ma lettre, afin que l'épithète de réactionnaires ne nous fût pas applicable.

Qu'une partie du bataillon ait ensuite crié : Vive la République ! Vive le gouvernement provisoire ! je n'avais certainement pas à m'en préoccuper dans ma lettre, attendu que l'existence de la République et du gouvernement provisoire n'étaient pas en question. Il s'agissait purement de l'élection de la Commune, que le peuple de Paris réclame depuis si longtemps, que les membres du gouvernement provisoire ont réclamé pour lui tant qu'ils ont été l'opposition, et qu'ils lui refusent maintenant qu'ils sont le pouvoir.

Quant à la critique que j'ai faite du gouvernement provisoire en terminant ma lettre, ceci est l'expression d'une opinion qui m'est tout à fait personnelle, et le bataillon n'avait certainement pas à me censurer sur ce point.

Si j'avais à justifier ici mon appréciation, cela me serait bien facile : comme membre du Comité central républicain d'abord, et ensuite comme commandant, j'ai été à même de juger de la résistance que le gouvernement provisoire a opposée à toutes les propositions héroïques qui pouvaient nous sauver.

Les limites de cette lettre ne me permettent pas de rappeler toutes les mesures que nous avons proposées sur l'organisation de la défense nationale : la levée en masse, la réquisition de toutes les matières propres à la fabrication d'armes et de munitions de guerre, l'organisation de vastes ateliers nationaux pour l'armement et l'équipement des citoyens, dans lesquels on aurait surtout employé les femmes et les enfants, la réquisition de toutes les substances alimentaires et le rationnement général qui aurait assuré l'existence de tous et empêché le gaspillage, le soulèvement des départements par l'envoi de délégués révolutionnaires, etc. Je ne veux

pas ici faire le procès du gouvernement, le temps serait mal choisi pour cela ; mais je tiens à répéter que les citoyens qui réclamaient l'établissement de la Commune faisaient preuve de patriotisme, en cherchant à restituer son initiative révolutionnaire à l'héroïque population parisienne.

L'idée n'a pas été comprise ; l'histoire dira si nous avions raison.

Pour conclure : il est indispensable que cette situation cesse au plus vite. Ce n'est pas au moment où nous avons besoin de toutes nos énergies et surtout d'union pour repousser l'invasion étrangère que de pareils débats peuvent se prolonger sans danger.

Je suis tout disposé à me retirer si je ne me trouve plus en harmonie de principes avec le bataillon ; mais je tiens à le consulter directement.

Donner ma démission et me soumettre à une nouvelle élection légale ne me paraît pas un moyen qui puisse assurer l'expression réelle de la majorité, attendu que, légalement, l'élection du chef de bataillon se fait par le suffrage à deux degrés.

Puisque la réunion générale du bataillon n'a pas pu se tenir comme je le désirais, je me présenterai à chaque compagnie isolément, qui se prononcera après m'avoir entendu. Les voix seront ensuite additionnées, et je me soumettrai à la majorité.

Salut et fraternité.

E. VARLIN
Commandant du 193e

Mais la majorité de ces gardes nationaux était républicaine et non socialiste. Aussi Varlin fut-il destitué de son commandement.

Trois autres événements l'amènent à conclure à la priorité d'une action de propagande au sein des masses : le 31 octobre, des manifestants occupent quelques heures l'Hôtel de Ville. Des projets de gouvernements

plus ou moins révolutionnaires circulent (sur l'un d'eux figure le nom de Varlin). Mais un flottement certain permet au gouvernement de reprendre en main la situation. Le 3 novembre, plébiscite. A la question posée : « La population maintient-elle, oui ou non, les pouvoirs du gouvernement provisoire ? », il y a 557 000 oui contre 62 600 non. Le 8 novembre, lors d'élections pour désigner les maires et adjoints, Varlin, candidat au poste d'adjoint, toujours dans le 6e arrondissement, ne recueille que 864 voix sur 9 765 votants. Aussi, lors des séances du Conseil fédéral de l'A.I.T., Varlin ne cesse-t-il d'insister sur l'importance d'un journal « propagateur de l'esprit de l'Association », ou du moins, faute de journal, de brochures analysant la situation.

Quittant le 6e arrondissement aux mains des républicains modérés, Varlin va s'installer aux Batignolles en novembre. En effet, Benoît Malon a été élu adjoint dans le 17e, ce qui provoque le regroupement des Internationaux dans ce quartier. Varlin est d'ailleurs embauché à la municipalité des Batignolles. Sa pratique des coopératives et des restaurants ouvriers le désigne tout naturellement pour l'organisation du ravitaillement en cette période de disette. Il y fait preuve de beaucoup d'efficacité, achetant du blé à bon prix, lançant l'idée de cantines de quartier, tout cela au milieu des énormes difficultés du siège. Et il a si bien géré son secteur que, lors de la capitulation, son arrondissement a encore des réserves de céréales. Il s'occupe aussi des problèmes du travail en organisant des ateliers de lingerie et de couture permettant aux femmes de gagner un peu d'argent dans cette période de complet marasme économique (l'un de ces ateliers est dirigée par Louise Michel).

Il n'en continue pas moins à rester sur la brèche de la protestation populaire puisque, le 22 janvier, il descend, avec ceux des Batignolles, à l'Hôtel de Ville où le peuple de Paris manifeste une nouvelle fois contre un gouvernement qui prépare la capitulation. La troupe tire ; il y a des morts parmi les manifestants.

Les événements se précipitent : l'armistice est signé le 28 janvier ; des élections ont lieu le 8 février pour constituer une Assemblée nationale ayant pour responsabilité de se prononcer « sur la question de savoir si la guerre doit être continuée ou à quelles conditions la paix doit être signée ».

Suffrage universel, comme l'on dit (bien que les femmes ne votent point), la façade démocratique est préservée, mais ainsi que le constate Lissagaray dans son Histoire de la Commune de 1871 :

Que savait alors le paysan français et combien pouvaient dire où se trouvait l'Alsace ? C'est lui surtout que visait la bourgeoisie hostile à l'instruction obligatoire. Tous ses efforts pendant quatre-vingts ans n'ont-ils pas été de transformer en « coolie » le petit-fils des volontaires de 1792 ?

A Paris, les différentes fédérations (A. I. T., sociétés ouvrières, « Vingt arrondissements ») s'entendent pour présenter une liste commune de « candidats socialistes révolutionnaires », où figure Varlin aux côtés de Vallès, Blanqui, Garibaldi. A cet effet est rédigée une affiche-programme dont la ligne est sans équivoque :

Ceci est la liste des candidats présentés au nom d'un monde nouveau par le parti des déshérités, parti immense, mais qui jusqu'aujourd'hui n'a pu être agréé, pour quoi que ce soit, par les classes qui gouvernent la société.

Pendant le siège, il n'a cessé dès le premier jour de protester contre l'incapacité, sinon contre la perfidie du gouvernement dit de défense nationale ; il a montré l'abîme où nous marchions ; il a essayé de détourner Paris de cette route fatale ; il n'a recueilli, pour prix de ses efforts, que calomnies, menaces et persécutions.

Ce qu'il craignait, ce qu'il n'a pu empêcher, s'est abattu sur la France et l'a terrassée.

Lorsqu'il s'agit de la relever, voudra-t-on enfin accorder à ce parti le moyen de dire légalement, devant le pays, un mot d'avis ; ou bien ceux qui l'ont frappé jusqu'ici d'un implacable ostracisme persisteront-ils à le refouler, comme un troupeau de parias, dans les régions proscrites où toute revendication est tenue pour une révolte ?

La France va se reconstituer à nouveau. Les travailleurs ont le droit de trouver et de prendre leur place dans l'ordre qui se prépare. Les candidatures socialistes révolutionnaires signifient :

— défense à qui que ce soit de mettre la République en question ;

— nécessité de l'avènement politique des travailleurs ;

— chute de l'oligarchie gouvernementale et de la féodalité industrielle ;

— organisation d'une république qui, en rendant aux ouvriers leur instrument de travail, comme celle de 1792 rendit la terre aux paysans, réalisera la liberté politique par l'égalité sociale.

Varlin va recueillir 55 000 voix, ce qui ne lui permettra pas d'aller siéger à Bordeaux, comme pourront le faire les bourgeois démocrates du genre Louis Blanc, Gambetta, Hugo et Rochefort. Dans une lettre datée du 20 février 1871 — une des dernières lettres que nous ayons de lui —, Varlin souligne l'influence qu'avaient encore sur les Parisiens les faiseurs de beaux discours :

Paris, le 20 février 1871

Mon cher Guillaume,

On me communique à l'instant votre lettre ; je m'empresse d'y répondre afin de vous rassurer sur nos existences. Tous les Internationaux avec lesquels vous avez pu être en relations sont encore vivants ; ceux de

nos amis qui ont été tués ou blessés, je ne crois pas que vous les connaissiez, si ce n'est P., qui d'ailleurs n'a été que blessé légèrement ; il va complètement mieux.

Malon et Tolain sont à Bordeaux comme représentants du peuple ; ils ont une rude tâche à accomplir dans une aussi triste assemblée.

Ici, nous aurions voulu que la province continuât la lutte à outrance ; nos amis révolutionnaires seraient allés, par tous les moyens possibles, rejoindre Garibaldi et ses valeureux soldats. Mais nous n'osons plus espérer cela.

Je ne suis pas bien sûr que nos lettres parviennent sûrement et sans être lues, aussi je crois que nous devons ajourner les renseignements détaillés que nous aurions à échanger entre nous. Je me contenterai pour aujourd'hui de vous dire que nous avons fait notre devoir à toutes les occasions, et si les traîtres Trochu, Favre et consorts ont réussi à nous livrer après nous avoir vendus depuis longtemps, ce n'est certes pas notre faute, mais bien celle des Parisiens qui ont persisté aveuglément jusqu'au dernier jour à croire en la parole de ces avocats qui, jusqu'au jour de la capitulation, affirmaient constamment qu'ils voulaient *combattre* et *vaincre ou mourir,* tandis que dès le premier jour ils n'avaient songé qu'à capituler.

Votre lettre me fait espérer que nos amis de Lyon, Marseille et les départements du Midi sont sains et saufs : j'en suis heureux. A bientôt. Cordiales poignées de main aux amis.

E. VARLIN

P. S. Votre lettre en date du 1er février n'est arrivée qu'aujourd'hui 20 février.

Malgré ce climat de collaboration de classes, Varlin n'en continue pas moins de lutter en restant lié au mouvement. Ainsi, lors de la réunion du conseil fédéral de l'A.I.T., le 1er mars, Varlin insiste pour que « les Internationaux fassent leur possible pour se faire nommer délégués dans leur compagnie et pour siéger

ainsi au Comité central de la garde nationale ». « Allons là, non pas comme des Internationaux, mais comme gardes nationaux et travaillons à nous emparer de l'esprit de cette assemblée. »

Cette position ne fait pas l'unanimité. Ainsi Léo Frankel proteste : « Ceci ressemble à un compromis avec la bourgeoisie : je n'en veux pas. Notre chemin est international ; nous ne devons pas sortir de cette voie. » Varlin, qui n'a cessé d'observer autour de lui durant cette période, explique sa position :

Les hommes de ce comité qui nous étaient suspects ont été écartés et remplacés par des socialistes qui désirent avoir parmi eux quatre délégués servant de lien entre eux et l'Internationale. Si nous restons seuls en face d'une telle force, notre influence disparaîtra ; et si nous sommes unis avec ce comité, nous faisons un grand pas vers l'avenir socialiste.

Il est décidé qu'une commission de quatre membres, dont Varlin fait partie, prendra contact avec la garde nationale. Et le 15 mars, jour où sera définitivement constitué le Comité central de la garde nationale, Varlin y représente le 17ᵉ arrondissement.

« La révolution était faite »

Puis ce fut l'aube du 18 mars.

Thiers, depuis quelques jours installé à Paris, mijotait de casser le mouvement populaire : il donna l'ordre de reprendre les 250 canons dispersés dans la ville, canons que le peuple avait payés de ses deniers. Pour évoquer cette journée mémorable, nous donnerons la parole à ceux qui en furent les acteurs, à Lissagaray, Louise Michel, Jules Vallès, et qui, n'ayant pas été assassinés par les Versaillais, purent faire par la suite le récit de ces moments héroïques.

Dans son Histoire de la Commune, *Lissagaray rapporte :*

L'exécution fut aussi folle que l'idée.

Le 18 mars, à trois heures du matin, ces troupes de rencontre, sans vivres, sans leur sac, s'éparpillent dans toutes les directions, aux buttes Chaumont, à Belleville, au faubourg du Temple, à la Bastille, à l'Hôtel de Ville, place Saint-Michel, au Luxembourg, dans le XIII°, aux Invalides. Le général Susbielle, qui marche sur Montmartre, commande à deux brigades, six mille hommes environ. Le quartier dort. La brigade Paturel occupe

sans coup tirer le Moulin de la Galette. La brigade Lecomte gagne la tour de Solférino et ne rencontre qu'un factionnaire : Turpin. Il croise la baïonnette : les gendarmes l'abattent, courent au poste de la rue des Rosiers, l'enlèvent et jettent les gardes dans les caves de la tour. Aux buttes Chaumont, à Belleville, les canons sont pareillement surpris. Le gouvernement triomphe sur toute la ligne, d'Aurelles envoie aux journaux une proclamation de vainqueur ; elle parut dans quelques feuilles du soir.

Il ne manquait que des chevaux et du temps pour déménager cette victoire. Vinoy l'avait à peu près oublié. A huit heures seulement, on commença d'atteler quelques pièces ; beaucoup étaient enchevêtrées, n'avaient pas d'avant-train.

Pendant ce temps les faubourgs s'éveillent. Les boutiques matinales s'ouvrent. Autour des laitières, devant les marchands de vin, on parle à voix basse ; on se montre les soldats, les mitrailleuses braquées contre les voies populeuses, sur les murs une affiche toute humide signée Thiers et ses ministres.

Louise Michel se trouve, elle, à Montmartre où sont groupés bon nombre de canons. Apprenant l'attaque surprise, elle descend la butte, sa carabine dissimulée sous son manteau, en criant : « Trahison ! » Elle raconte :

Une colonne se formait, tout le comité de vigilance était là : Ferré, le vieux Moreau, Avronsart, Lemoussu, Burlot, Scheiner, Bourdeille. Montmartre s'éveillait, le rappel battait, je revenais en effet, mais avec les autres à l'assaut des buttes.

Dans l'aube qui se levait, on entendait le tocsin ; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous pensions mourir pour la liberté.

On était comme soulevés de terre. Nous morts,

Paris se fût levé. Les foules à certaines heures sont l'avant-garde de l'océan humain.

La butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube splendide de délivrance.

Tout à coup je vis ma mère près de moi et je sentis une épouvantable angoisse ; inquiète, elle était venue, toutes les femmes étaient là, montées en même temps que nous, je ne sais comment.

Ce n'était pas la mort qui nous attendait sur les buttes où déjà pourtant l'armée attelait les canons, pour les rejoindre à ceux des Batignolles enlevés pendant la nuit, mais la surprise d'une victoire populaire.

Entre nous et l'armée, les femmes se jettent sur les canons, les mitrailleuses ; les soldats restent immobiles.

Tandis que le général Lecomte commande feu sur la foule, un sous-officier sortant des rangs se place devant sa compagnie et plus haut que Lecomte crie : « Crosse en l'air ! » Les soldats obéissent. C'était Verdaguerre, qui fut, pour ce fait surtout, fusillé par Versailles quelques mois plus tard.

La révolution était faite.

Changeons de quartier maintenant ; rendons-nous rue Basfroi, près de la place Voltaire. C'est là que se tenaient les réunions du Comité central de la garde nationale :

A dix heures, une douzaine de membres se trouvaient réunis, assaillis de demandes, de réclamations, encombrés de prisonniers qu'on leur amenait de toutes parts. Les renseignements précis ne vinrent qu'à deux heures. Varlin s'occupait des Batignolles, Bergeret de Montmartre, Duval du Panthéon ; Pindy dans le IIIe, Faltot rue de Sèvres. Ranvier et Brunel, sans appartenir au Comité, agitaient Belleville et le Xe. On put dresser alors une sorte de plan pour faire converger les bataillons sur l'Hôtel de Ville et les membres du Comité central se dispersèrent dans toutes les directions.

Varlin est donc chargé de regrouper les gardes nationaux des Batignolles. Le maire de cet arrondissement évoque la scène :

Je vis une troupe d'hommes, trois cents environ, parfaitement organisés, marchant comme s'ils étaient conduits à une revue et se dirigeant vers la mairie. Ils étaient menés par Varlin. Je dis à Varlin et aux officiers qui étaient là : je vous engage vivement à ne pas aller plus loin. Une scène violente eut lieu...

Varlin ne se laisse pas détourner de sa mission par ce fonctionnaire timoré. Ses forces regroupées, il descend sur Paris, ayant reçu l'ordre de s'emparer de la place Vendôme où se trouvait l'état-major, officiel celui-là, de la garde nationale. Il remplit sa mission calmement et revient en fin de soirée rue Basfroi. Il envoie un mot à un camarade resté place Vendôme pour le tenir au courant de ce qu'il sait lui-même des événements :

J'arrive au Comité central. Le mouvement général continue à notre avantage, mais nous n'avons pas encore réussi partout. Faltot, avec les hommes du XVe, occupe le Luxembourg. On dit, mais ce n'est pas sûr du tout, que nous occupons le Palais de Justice, l'Hôtel de Ville n'est pas encore pris, ni la caserne Napoléon ; ces deux monuments sont pleins de troupes, gardées elles-mêmes par des gendarmes et des sergents de ville. Il y a déjà quelques coups tirés aux premières approches ; nous avons eu quelques hommes tués. Mais actuellement des forces considérables sont dirigées sur ce point, sous le commandement de Lullier. Au moment où j'écris, on nous apprend que l'Hôtel de Ville serait occupé et que les gendarmes du Louvre seraient en train de déménager. Mais on nous signale en même temps de grands mouvements des troupes au Champ de Mars et aux Invalides. Veillez ! Veillez ! Ça va bien, il faut se défier d'un retour offensif.

Le ton de cette lettre — surtout comparé au texte ci-dessous de Vallès — peut paraître assez froid. C'est que Varlin pense, comme Marx et Engels, que l'insurrection est prématurée car les révolutionnaires ne tiennent pas encore les postes clés de la garde nationale, et la réorganisation de la classe ouvrière n'est encore qu'à ses débuts, à Paris comme en province. Son réalisme de prolétaire lui commande la prudence, la vigilance.

L'AUBE

Le vieux monde s'écroule. La nuit qui recouvrait la terre déchire son linceul. L'aube apparaît.

Salut, liberté ! Salut, révolution bénie !

Le prolétaire, esclave du monde antique, serf d'avant 89 — trois mots différents, trois termes équivalents —, le prolétaire redresse son corps brisé par le travail.

Martyr du salariat, cesse de souffrir, tu vas vaincre.

Tu vas vaincre, si tu le veux, et ton triomphe, arrosé de ton sang, sera celui de tes frères du monde entier, qui te regardent.

O travailleur sublime, bête de somme hier, héros aujourd'hui, tu comprends donc enfin que tu es le nombre, c'est-à-dire la force, le droit, la justice. Tu t'aperçois donc enfin que ton émancipation ne peut être que ton œuvre ; qu'en un mot que ton sauveur, c'est toi ; ton Christ, c'est toi !

Aveugle, tu ne nies plus la lumière. Tu vois, tu comprends ! Tout est sauvé !

O prolétaire, ô meurt-de-faim de l'univers, vous le croyiez mort et bien mort, ce vieux peuple de Paris qui donnait jadis au monde le signal du réveil.

Il avait tant souffert, sans se plaindre, il avait supporté tant de chaînes, son sang avait tant de fois coulé sans résultat que, détournant les yeux de l'immortel berceau de votre propre indépendance, vous aviez, étouffant un soupir, nié ce coin de terre sauveur.

Eh bien, vous vous trompiez ! Ce peuple vivait, souffrait, attendait. Le jour est venu, l'heure du combat a

sonné ; il est là, debout innombrable et vous crie : « Me voilà ! »

O vieux monde, ramassis d'imposteurs, oisifs corrompus, parasites insolents, vous tous qui vivez du travail des autres, comprenez-vous enfin que votre règne est fini, et qu'aujourd'hui, avec le triomphe du peuple, l'ère du travail va commencer ?

Comprenez-vous enfin que l'on ne peut plus longtemps pressurer la matière humaine pour lui faire rendre de l'or, sans qu'un jour vienne où cette chair saignante ne résiste ? Ce jour est venu ! Niez-le donc maintenant.

Et nous, les *partageux*, las enfin de travailler devant votre oisiveté, nous allons *partager* avec vous non point votre or inutile — éternelle calomnie —, mais notre travail indispensable.

Frères du monde entier, notre sang coule pour votre liberté ; notre triomphe est le vôtre : debout tous !

Voici l'aube !

Et ce fut le 19 mars

« Le soleil s'est fait communard.

Le temps est splendide. Une brise printanière agite le drapeau rouge qui flotte, joyeux, sur l'Hôtel de Ville entouré de canons à l'air assez bonasse en somme », raconte un insurgé, Gustave Lefrançais.

Dans la nuit, les généraux, affolés, ont replié leurs troupes en hâte sur Versailles. Thiers et son équipe de ministres et de fonctionnaires ont fui avec la même célérité craintive.

Paris se réveille libre.

Qui va maintenant gérer les affaires publiques ? C'est le Comité central de la garde nationale. C'est-à-dire, pour la première fois dans l'histoire, les vrais représentants du peuple travailleur. Ecoutons Vallès

nous faire part de son étonnement devant ce gouvernement qui ne ressemble nullement aux précédents :

Où est le Comité central ?

Le Comité ?... Il est égrené dans cette pièce. L'un écrit, l'autre dort ; celui-ci cause, assis à moitié sur une table ; celui-là, tout en racontant une histoire qui fait rire les voisins, rafistole un revolver qui a eu la gueule fendue.

Je n'en connais aucun. On me dit leurs noms : je ne les ai pas encore entendus. Ce sont les délégués de bataillons, populaires seulement dans leur quartier. Ils ont eu leurs succès d'hommes de parole et d'hommes d'action dans les assemblées, souvent tumultueuses, d'où est sortie l'organisation fédérale. Je n'ai point assisté à ces réunions, étant forcé de me cacher avant et après ma condamnation.

Ils sont six ou sept, pas plus, en ce moment, dans cette grande salle où l'Empire, en uniforme doré et en toilette de gala, dansait il n'y a pas déjà si longtemps !

Aujourd'hui, une demi-douzaine de garçons à gros souliers, avec un képi à filets de laine, vêtus de la capote ou de la vareuse, sans une épaulette ni une dragonne, sont, sous ce plafond à cartouches fleurdelisés, le gouvernement.

Etonnement du même ordre chez un autre témoin de cet événement, Arthur Arnould :

A l'Hôtel de Ville, il y avait des hommes dont personne ne connaissait les noms, parce que ces hommes n'avaient qu'un nom :

LE PEUPLE

La tradition était rompue. Quelque chose d'inattendu venait de se produire dans le monde.

Pas un membre des classes gouvernantes n'était là.

Une révolution éclatait qui n'était représentée ni par un *avocat,* ni par un *député,* ni par un *journaliste,* ni par un *général.*

A leur place, un *mineur* du Creusot, un *ouvrier relieur,* un *cuisinier,* etc., etc.

Un pareil fait se produisant dans Paris révélait, je le répète, une situation sans précédent.

Dans le livre de l'histoire, on avait tourné une page, on entamait un nouveau chapitre.

Varlin fait bien entendu partie de ce noyau de combattants bien décidés à ne pas laisser prendre sous leur nez par les politiciens habituels les leviers de commande du nouveau pouvoir. Sans penser à leur fatigue — ils n'ont pas dormi depuis vingt-quatre heures —, ils se mettent immédiatement à l'ouvrage. Il leur faut avant tout consolider les positions acquises la veille, c'est-à-dire occuper les ministères, neutraliser les éléments réactionnaires encore nombreux, faire fonctionner la machine municipale que Thiers croyait avoir détraquée en y soustrayant des fonctionnaires et parfois des dossiers.

Le Comité central commence par rassurer la population en faisant placarder les informations importantes sur les murs de la capitale. Ainsi, dès ce 19 mars, il précise que son intention de gérer les affaires de cette façon est tout à fait temporaire, jusqu'aux élections très prochaines. Mais, malgré cette volonté de ne point s'accaparer le pouvoir, il ne prend pas moins toutes les mesures nécessaires à la bonne marche du gouvernement. Il distribue les tâches, mais collectivement. Plus de ministres, mais des commissions spécialisées dont la responsabilité est assumée à plusieurs. Varlin, qui s'est fait connaître et apprécier par sa gestion de coopératives et de restaurants ouvriers, est nommé avec quatre coéquipiers à la Commission des finances.

C'est là une tâche difficile et urgente tout à la fois car il faut de l'argent dans le plus bref délai pour payer les gardes nationaux. Un rapport de police précise : « Dans la deuxième séance du Comité central tenue à l'Hôtel de Ville le 19 mars 1871, le sieur Varlin proposa de s'emparer de la Banque de France à l'occasion du retard apporté dans le paiement de la

solde des gardes nationaux. Ce projet fut écarté pour arriver à un emprunt de deux millions. »

Cette proposition de Varlin est en accord avec l'ensemble de ses idées ; antérieurement, lors de réunions de l'A. I. T., il s'était prononcé pour l'abolition du monopole de la Banque de France. Et pourtant il va avoir une attitude légaliste ce 19 mars et les jours suivants. Trouvant les coffres fermés au ministère des Finances (les clés ayant été emmenées à Versailles), il n'insiste pas. Il effectue une seconde démarche, à la Banque de France cette fois, demandant un million sur le solde créditeur, de 9 millions, de la ville de Paris.

Pourquoi cette modération, ce légalisme ?

Varlin en ce 19 mars est inquiet de l'accélération des événements, il connaît les masses parisiennes, il sait qu'elles ne sont pas prêtes à prendre le pouvoir. Le rejet même de sa proposition de s'emparer de la Banque de France lui prouve que le Comité central lui-même reste sur des positions légalistes (son intention, immédiatement déclarée, de procéder à des élections le prouve également). Et, d'autre part, Varlin n'est pas tout seul pour prendre des décisions. Il a avec lui Jourde, que son métier de comptable n'a guère préparé à une gestion révolutionnaire. Il subit aussi l'autorité de Beslay, patriarche proudhonien du Comité central, favorable à un socialisme libéral et considérant que le capital et le travail, « enfants d'une même souche », doivent s'entendre.

Il ne peut donc de son propre chef décider une action aussi radicale ; il ne le voudrait pas non plus sans doute, car il a toujours été attentif à la ligne de masse. Il va naviguer un peu à l'aveuglette durant toute cette période, car, emportés par les événements et n'ayant pas eu le temps de reconstituer des structures solides, les Internationaux n'affronteront pas la situation comme aurait pu le faire un parti, mais seront condamnés à résoudre les problèmes en isolés et plus ou moins au coup pour coup.

Varlin se rend donc à la Banque de France avec

Jourde en début d'après-midi. Ils sont reçus par le gouverneur lui-même, eux, de simples travailleurs. Devant ce haut personnage plein de morgue, ils ne se démontent pas ; ils exigent qu'on leur verse un million. Ils obtiennent la somme demandée. Et pendant qu'on leur prépare l'argent, ils s'offrent une petite halte dans le café voisin. Régal modeste, bien révélateur de la façon de vivre de Varlin : ils se commandent pour deux sous de pain, deux œufs et une chopine de vin. Puis ils repartent avec l'argent et, le soir même, la solde sera payée aux gardes nationaux.

Mais la journée est loin d'être finie.

A l'Hôtel de Ville, vers huit heures du soir, a lieu une séance dramatique : les maires et les députés parisiens, élus en février, n'acceptant pas la gestion du Comité central, viennent réclamer que le pouvoir leur soit rendu à eux, les représentants légaux. Varlin, dans cet affrontement, joue un rôle important ; il tient tête à l'un des plus virulents, à Georges Clemenceau, maire de Montmartre.

Bribes de ce dialogue :

CLEMENCEAU : Mais, enfin, que voulez-vous ? Bornez-vous votre mandat à demander un conseil municipal ?

VARLIN : Oui, nous voulons un conseil municipal, mais nos revendications ne se bornent pas là, et tous ceux qui sont ici le savent bien. Nous voulons les franchises communales pour Paris, la suppression de la préfecture de Paris, le droit pour la garde nationale de nommer tous les officiers, y compris le commandant en chef, la remise entière des loyers échus au-dessous de 500 F, une remise proportionnelle pour les autres, une loi équitable sur les échéances, enfin nous demandons que l'armée se retire à vingt lieues de Paris.

La discussion n'aboutissant à rien et le Comité central ayant d'autres problèmes urgents à résoudre, il est décidé qu'une délégation ira continuer les tractations à la mairie du 2e arrondissement. Varlin consti-

tue cette délégation avec trois autres camarades, dont Jourde. Laissons la parole à Lissagaray qui retrace la scène avec beaucoup de vigueur et de vérité :

Schœlcher, Tirard, Louis Blanc, tous les radicaux et libéraux en chœur : « Les municipalités ne traiteront pas avec le Comité central. Il n'y a qu'un pouvoir régulier : la réunion des maires investie de la délégation du gouvernement. »

Les délégués : « Ne discutons pas là-dessus. Le Comité central existe. Nous avons été nommés par la garde nationale. Nous tenons l'Hôtel de ville, voulez-vous faire les élections ? »

— « Mais quel est votre programme ? »

Varlin l'expose. De toutes parts on l'attaque. Les quatre doivent tenir tête à vingt assaillants. Le grand argument des anciens insurgés de 1830, 48, 70 est que Paris ne peut se convoquer lui-même, qu'il doit attendre le bon vouloir de l'Assemblée.

Les délégués : « Le peuple a le droit de se convoquer. C'est un droit indéniable dont il a fait usage plusieurs fois dans notre histoire aux jours de grand péril. Nous sommes dans une de ces heures, car l'Assemblée de Versailles court à la monarchie. »

Deux des délégués, écœurés, se retirent. Varlin reste avec Jourde dans sa ténacité de trouver une solution. Mais la discussion s'éternise en s'envenimant.

Subitement, tel un coucou qui jaillit de l'horloge, Louis Blanc, jusqu'alors concentré, se dressa sur ses petits talons, battit des bras, retrouva ses airs du 16 mars 1848 et glapit des malédictions : « Vous êtes des insurgés contre l'Assemblée la plus librement élue — c'était le mot de Thiers. Nous, mandataires réguliers, nous ne pouvons avouer une transaction avec des insurgés ! »

Ecœuré à son tour, Jourde quitte la salle. Varlin persévère dans sa tentative de négociation. L'enjeu est

d'importance car ces représentants « légaux » tiennent plusieurs quartiers de Paris. Lissagaray poursuit :

Mais qu'attendre de ces castrats qui n'avaient pu réunir assez de courage pour disputer Paris à Trochu ? Varlin, resté seul, reçut l'effort de toute la troupe. Epuisé, exténué — cette lutte dura cinq heures —, il finit par céder sous toutes réserves. Au grand air, il retrouva son intelligente sérénité et, rentré à l'Hôtel de Ville, il dit à ses collègues qu'il voyait maintenant le piège et leur conseillait de repousser la prétention des maires et des députés.

Le drapeau rouge continue à flotter sur l'Hôtel de Ville

Après cette rude journée de décisions à prendre quasiment sur-le-champ, le Comité central renforce ses positions. Il ne cèdera ni l'Hôtel de Ville ni le pouvoir ; il prendra les mesures d'urgence nécessaires : suspension de la vente des objets engagés au Mont-de-Piété, prorogation d'un mois des échéances, interdiction faite aux propriétaires de congédier leurs locataires... Il développera sa politique de large information au jour le jour par des affiches, des circulaires, des articles publiés au Journal officiel *(réorganisé dès le 19 mars !).*

Cette attitude ferme et réaliste lui rallie les forces de gauche. Le 22 mars, il a l'appui des socialistes du Comité des vingt arrondissements. Le lendemain, l'A. I. T. se met à ses côtés et rédige un manifeste-programme en invitant la population à participer aux élections prochaines :

Travailleurs,

Nous avons combattu, nous avons appris à souffrir

pour notre principe égalitaire, nous ne saurions reculer alors que nous pouvons aider à mettre la première pierre de l'édifice social.

Qu'avons-nous demandé ?

L'organisation du crédit, de l'échange, de l'association, afin d'assurer au travailleur la valeur intégrale de son travail.

L'instruction gratuite, laïque et intégrale.

Le droit de réunion et d'association, la liberté absolue de la presse, celle du citoyen.

L'organisation au point de vue municipal des services de police, de force armée, d'hygiène, de statistique, etc.

Nous avons été dupes de nos gouvernants, nous nous sommes laissés prendre à leur jeu, alors qu'ils caressaient et réprimaient tour à tour les factions dont l'antagonisme assurait leur existence.

Aujourd'hui le peuple de Paris est clairvoyant, il se refuse à ce rôle d'enfant dirigé par le précepteur, et dans les élections municipales, produit d'un mouvement dont il est lui-même l'auteur, il se rappellera que le principe qui préside à l'organisation d'un groupe, d'une association, est le même qui doit gouverner la société entière, et comme il rejetterait tout administrateur, président imposé par un pouvoir en dehors de son sein, il repoussera tout maire, tout préfet imposé par un gouvernement étranger à ses aspirations.

Il affirmera son droit supérieur au vote d'une assemblée de rester maître dans sa ville, et de constituer comme il lui convient sa représentation municipale, sans prétendre l'imposer aux autres.

Dimanche 26 mars, nous en sommes convaincus, le peuple de Paris tiendra à honneur de voter pour la Commune.

Le Comité central, fort de ces appuis, raidit ses positions :

Considérant que la situation réclame des mesures rapides..., les pouvoirs militaires de Paris sont remis

aux délégués Brunel, Eudes, Duval. Ils ont le titre de généraux et agiront de concert, en attendant l'arrivée du général Garibaldi, acclamé comme général en chef.

Il est donc procédé à la liquidation des derniers foyers réactionnaires, en particulier de celui de la mairie du 2e arrondissement. Voyant la situation se retourner, les opposants ou bien pactisent avec les « insurgés » ou bien quittent la capitale pour se réfugier à Versailles.

Varlin, de son côté, devant les tergiversations du gouverneur de la Banque de France, lui envoie une sorte de lettre-ultimatum, appuyée par la présence de deux bataillons devant l'édifice.

Monsieur le Gouverneur,

Affamer la population parisienne, telle est l'arme d'un parti qui se dit honnête ! La faim ne désarmera personne, elle ne fera que pousser les masses aux massacres et à la dévastation. Nous voulions éviter tous ces maux ; la Banque pouvait nous y aider. Elle a préféré se mettre du côté des hommes qui veulent coûte que coûte triompher de la République.

Nous ramassons le gant qui nous est jeté, laissant à ceux qui, pour leurs personnalités, n'hésitent pas à irriter les fureurs populaires, l'épouvantable responsabilité de leur conduite.

Quant à nous, nous avons fait notre devoir et, si notre attitude conciliatrice a été prise pour de la crainte, nous prouverons que l'on s'est trompé. Puisse la Banque revenir sur les décisions funestes qu'elle paraît avoir prises !

Nous ne nous représenterons pas devant elle. Si la Banque est disposée à verser le complément, soit sept cent mille francs, elle le fera parvenir au ministère des Finances avant midi. A partir de cette heure, toutes les mesures nécessaires et les plus énergiques seront prises !

Vive la République !

Le 25 mars, le Comité central convoque par affiches les électeurs pour le lendemain, dans sa volonté de s'effacer devant les futurs élus du peuple. Redonnons la parole à Lissagaray, qui dégage bien tout le positif de cette brève gestion :

A côté de ces mandarins de la tribune, de l'histoire, du journalisme, incapables de trouver un mot, un geste de vie, voici les fils de la masse, innommés, abondants de volonté, de sève, d'éloquence. Leur adresse d'adieu fut digne de leur avènement : « Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux. Défiez-vous autant des ambitieux que des parvenus... Défiez-vous également des parleurs... Evitez ceux que la fortune a favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère... Portez vos préférences sur ceux qui ne brigueront pas vos suffrages. Le véritable mérite est modeste, et c'est aux travailleurs à connaître leurs hommes, et non à ceux-ci de se présenter. »

Ils pouvaient « descendre tête haute les marches de l'Hôtel de Ville » ces sans-noms qui venaient d'ancrer au port la révolution du 18 mars. Nommés uniquement pour défendre la République, jetés à la tête d'une révolution sans précédent, ils avaient su résister aux impatients, contenir les réactionnaires, rétablir les services publics, nourrir Paris, déjouer les pièges, profiter des fautes de Versailles et des maires et, tiraillés en tous sens, côtoyant à chaque minute la guerre civile, négocier, agir, au moment et à l'endroit voulus. Ils avaient su accoucher l'idée du jour, limiter leur programme aux revendications municipales, amener la population entière aux urnes. Ils avaient inauguré une langue vigoureuse, fraternelle, inconnue aux pouvoirs bourgeois.

Et ils étaient des obscurs, presque tous d'instruction incomplète, quelques-uns des exaltés. Mais le peuple pensa avec eux, leur envoya ces bouffées d'inspiration

qui firent la Commune de 92-93 grande. Paris fut le brasier, l'Hôtel de Ville la flamme. Dans cet Hôtel de Ville où des bourgeois illustres avaient accumulé trahisons sur déroutes, des premiers venus trouvèrent la victoire pour avoir écouté Paris.

Élu dans trois arrondissements !

Ce dimanche 26 mars fut vraiment pour Varlin une consécration populaire de sa pratique militante : il fut le seul à être élu dans trois arrondissements (6ᵉ, 12ᵉ et 17ᵉ) avec le dixième des voix de tous les électeurs parisiens. Les travailleurs par ce vote massif lui manifestaient à la fois leur estime et leur confiance. Et l'on peut imaginer que, malgré sa gravité et sa réserve habituelles, il participa à cette grande joie collective que fut, le 28 mars, la proclamation de la Commune devant l'Hôtel de Ville.

Il n'eut point le temps de nous laisser ses impressions sur cette journée historique, non plus que sur les autres événements d'ailleurs. Mais fions-nous aux témoignages enthousiastes de Lissagaray et de Vallès :

Le 27, M. Thiers disait à la tribune : « Non, la France ne laissera pas triompher dans son sein les misérables qui voudraient la couvrir de sang. »

Le lendemain, deux cent mille misérables vinrent à l'Hôtel de Ville installer leurs élus. Les bataillons, tambour battant, le drapeau surmonté du bonnet phrygien, la frange rouge au fusil, grossis de lignards,

artilleurs et marins fidèles à Paris, descendirent par toutes les rues sur la place de Grève, comme les affluents d'un fleuve gigantesque. Au milieu de l'Hôtel de Ville, contre la porte centrale, une grande estrade est dressée. Le buste de la République, l'écharpe rouge en sautoir, rayonnant de rouges faisceaux, plane et protège. D'immenses banderoles au fronton, au beffroi, claquent, pour envoyer le salut à la France. Cent bataillons rangent devant l'Hôtel de Ville leurs baïonnettes que le soleil égaie. Ceux qui n'ont pu pénétrer s'allongent sur les quais, rue de Rivoli, boulevard de Sébastopol. Les drapeaux groupés devant l'estrade, la plupart rouges, quelques-uns tricolores, tous cravatés de rouge, symbolisent tous l'avènement du peuple.

LISSAGARAY

Quelle journée !

Ce soleil tiède et clair qui dore la gueule des canons, cette odeur de bouquets, le frisson des drapeaux, le murmure de cette révolution qui passe, tranquille et belle comme une rivière bleue ; ces tressaillements, ces lueurs, ces fanfares de cuivre, ces reflets de bronze, ces flambées d'espoir, ce parfum d'honneur, il y a là de quoi griser d'orgueil et de joie l'armée victorieuse des républicains.

O grand Paris !

Lâches que nous étions, nous parlions déjà de te quitter et de nous éloigner de tes faubourgs qu'on croyait morts !

Pardon ! patrie de l'honneur, cité du salut, bivouac de la Révolution !

Quoi qu'il arrive, dussions-nous être de nouveau vaincus et mourir demain, notre génération est consolée ! Nous sommes payés de vingt ans de défaites et d'angoisses.

Clairons ! sonnez dans le vent ! Tambours ! battez aux champs !

Embrasse-moi, camarade, qui as comme moi les

cheveux gris ! Et toi, marmot, qui joues aux billes derrière la barricade, viens que je t'embrasse aussi !

Le 18 mars te l'a sauvé belle, gamin ! Tu pouvais, comme nous, grandir dans le brouillard, patauger dans la boue, rouler dans le sang, crever de honte, avoir l'indicible douleur des déshonorés !

C'est fini !

Nous avons saigné et pleuré pour toi. Tu recueilleras notre héritage.

Fils des désespérés, tu seras un homme libre !

VALLÈS

« Il parle très peu, toujours au moment juste »

Comment va se comporter Varlin pendant ces soixante-douze jours de la Commune ? Il reste égal à lui-même dans sa rigueur et son réalisme. Le pouvoir ne lui monte pas à la tête comme ce fut le cas pour certains ; il continue à vivre très modestement, prenant ses repas à La Marmite *ou dans d'autres restaurants populaires, revêtu de sa veste usagée d'ouvrier relieur. Il assume ses fonctions de membre de la Commune avec beaucoup de sérieux, assistant régulièrement aux séances. « Il parle très peu, toujours au moment juste », précise Lissagaray.*

Il semble qu'il ait été mal à l'aise dans cette ambiance verbeuse des séances biquotidiennes de la Commune. Son ami Faillet évoque cela : « Le tumulte et l'incohérence des débats, le parlage de citoyens dévoués sans aucun doute mais inéquilibrés le navraient, l'accablaient de douleur. » Effectivement, si l'on se réfère aux quelques interventions qu'il fit, on sent bien son énervement contenu devant ce gaspillage d'un temps pourtant si précieux : « Je suis d'avis que nous perdons peut-être beaucoup de temps ici ; mais enfin

ceux qui crient plus fort ne sont pas ceux qui font le plus. » « Je crois que chaque fois que vous faites des décrets, il serait bon que vous chargiez quelqu'un de l'exécution de ces décrets. » Et, par exemple, le 4 avril, il proteste parce que le décret de séparation de l'Eglise et de l'Etat a bien été voté, mais sans que soit constituée une commission chargée des congrégations.

Varlin d'ailleurs n'apparaît pas à l'ensemble de ses collègues comme vraiment représentatif de la Commune, puisqu'ils ne lui donnent pas leurs voix en nombre suffisant pour qu'il soit élu à la Commission exécutive. Celle-ci est constituée non pas d'ouvriers (ils ne sont que 25 sur 85 membres de la Commune), mais d'intellectuels, issus de la bourgeoisie et s'étant signalés par leurs écrits ou leur passé politique.

Varlin est donc nommé une nouvelle fois à la Commission des finances, à cause de sa réputation de bon gestionnaire. Il remplit sa mission avec beaucoup de rigueur. Son ami Faillet remarque en effet : « Le Journal officiel *était rempli de ses ordres sévères pour le contrôle des dépenses. » Ainsi Varlin refuse de payer une facture pour un costume de drap fin orné de galons commandé par le général Eudes, en précisant : « Si le citoyen Eudes ne trouve pas digne de lui le drap des fédérés, qu'il paie de sa poche la différence. La Commune n'a pas d'argent pour les vêtements luxueux. »*

Il n'admet pas non plus qu'on interprète d'une façon élastique le règlement. Ainsi, le 31 mars, une circulaire qu'il signe avec Jourde est destinée à mettre fin à certains abus : « La solde de 1,50 F allouée aux gardes nationaux est essentiellement personnelle. Les payeurs qui enfreindraient cet ordre seraient rendus responsables devant le Trésor. » Même fermeté dans le J. O. *du 4 avril : « Seront poursuivis comme concussionnaires ceux qui auraient détourné une partie quelconque des ressources de la Commune. » Il est d'ailleurs aussi intransigeant face aux représentants de la bourgeoisie : ayant convoqué les directeurs des compagnies de chemins de fer, il mène la discussion avec*

tant de vigueur que ces hauts fonctionnaires arrivent à faire preuve d'une platitude qui dégoute l'un des témoins de la scène.

A partir du 21 avril, Varlin quitte les finances pour gérer les subsistances ; le 2 mai, il est directeur général de la manutention et des approvisionnements militaires, ce qui l'amène à faire partie de la Commission de la guerre. Il a donc de lourdes responsabilités au moment où l'étau versaillais se resserre autour de Paris.

Malgré cela, il continue d'assister aux séances de la Commune et, dans la houle des discussions, il se manifeste par le calme et le réalisme de ses interventions. Son objectif reste de servir avant tout les travailleurs. Le 29 mars, il propose que la suspension de vente des objets du Mont-de-Piété soit prolongée, « en attendant, précise-t-il, qu'un décret spécial vienne régir la façon la plus avantageuse pour le prolétaire ». Le même jour, sur sa suggestion et celle d'un camarade de l'A. I. T., est voté le décret sur la remise des deux derniers termes aux locataires. Le 28 avril, il exige que soit appliqué le décret voté sur le travail de nuit des ouvriers boulangers.

Mais c'est ce même 28 avril que les choses vont se gâter au sein de la Commune. En effet, l'un des communards devant la situation militaire qui s'aggrave propose que soit désigné un Comité de salut public composé de cinq membres avec des pouvoirs très étendus.

Une ligne, plus ou moins latente depuis le 28 mars, va fissurer ouvertement l'Assemblée. D'un côté, une majorité, nostalgique de la « grande Révolution », s'accroche à cette institution de 1793 croyant y trouver une panacée aux difficultés actuelles. De l'autre, la minorité dont fait partie Varlin refuse de se tourner vers le passé, consciente de la rupture que représente le 18 mars. Et lors du vote, le 1er mai, cette minorité précise les raisons de son opposition : « Les soussignés, considérant qu'ils ont voté contre l'institution dite Comité de salut public, dans lequel ils n'ont vu

que l'oubli des principes de réforme sérieuse et sociale d'où est sortie la révolution sociale du 18 mars ; le retour dangereux ou inutile, violent ou inoffensif à un passé qui doit nous instruire sans que nous ayons à le plagier ; déclarent qu'ils ne présenteront pas de candidats et qu'ils regardent, en ce qui les concerne, l'abstention comme la seule attitude digne, logique et politique. »

Une véritable scission se dessine. D'autant que le Comité de salut public s'avère impuissant à desserrer l'étau versaillais ; le fort d'Issy est pris ; Rossel démissionne. Pour lutter contre un climat qu'elle croit de trahison, la Commune décide de se former en comité secret afin de procéder, loin des regards, à la nomination d'un second comité. Cette fois, Varlin se fâche : « Le Comité de salut public ayant compromis le salut public au lieu de l'assurer, nous demandons l'abolition du Comité de salut public. »

Le 15 mai, la minorité tente un effort de rapprochement en se présentant dans la salle des séances. Mais celle-ci est volontairement désertée par les autres membres de la Commune. Après une heure d'attente, les minoritaires rédigent un manifeste qui montre bien leur volonté de responsabiliser chacun dans ses tâches au lieu de s'en remettre à une poignée de leaders :

Par un vote spécial et précis, la Commune de Paris a abdiqué son pouvoir entre les mains d'une dictature à laquelle elle a donné le nom de *salut public.*

La majorité de la Commune s'est déclarée irresponsable par son vote et a abandonné à ce comité toutes les responsabilités de notre situation.

La minorité à laquelle nous appartenons affirme au contraire cette idée que la Commune doit au mouvement révolutionnaire, politique et social d'accepter toutes les responsabilités et de n'en décliner aucune, quelque dignes que soient les mains à qui on voudrait les abandonner.

Quant à nous, nous voulons, comme la majorité, l'accomplissement des rénovations politiques et socia-

les ; mais, contrairement à sa pensée, nous revendiquons, au nom des suffrages que nous représentons, le droit de répondre seuls de nos actes devant nos électeurs, sans nous abriter derrière une suprême dictature que notre mandat ne nous permet d'accepter ni de reconnaître.

Nous ne nous présenterons donc plus à l'assemblée que le jour où elle se constituerait en cour de justice pour juger un de ses membres.

Dévoués à notre grande cause communale, pour laquelle tant de citoyens meurent tous les jours, nous nous retirons dans nos arrondissements, trop négligés peut-être. Convaincus d'ailleurs que la question de la guerre prime en ce moment toutes les autres, le temps que nos fonctions municipales nous laisseront, nous irons le passer au milieu de nos frères de la garde nationale et nous prendrons notre part dans cette lutte décisive soutenue au nom des droits du peuple.

Là encore, nous servirons utilement nos convictions et nous éviterons de créer dans la Commune des déchirements que nous réprouvons tous, persuadés que, majorité ou minorité, malgré nos divergences politiques, nous poursuivons le même but :

La liberté politique, l'émancipation des travailleurs.

Vive la république sociale !

Dès le lendemain, la majorité réagit en destituant quatre membres, dont Varlin, de la Commission militaire.

Que penser de cette cassure au sein de la Commune ?

Pour Varlin, cette opposition au Comité de salut public exprime une volonté de tourner le dos au passé et de faire avancer la révolution sociale qui, depuis des années, est le but des Internationaux et de bon nombre de travailleurs. Il aurait cru trahir l'esprit même de cette révolution en acceptant le principe de la délégation de pouvoir à une poignée de citoyens et en écartant la forme de démocratie directe qui caractérisait le fonctionnement de la Commune.

Fallait-il manifester de façon si radicale cette oppo-

sition au moment où les Versaillais, renforcés des cent mille prisonniers que leur avait fort complaisamment renvoyés Bismarck, allaient pouvoir lancer leur assaut contre Paris ? Mais est-ce bien la minorité qui a provoqué la rupture ? N'est-ce point plutôt la majorité qui, engluée dans les souvenirs de 1789, a pris prétexte du vote d'opposition de la minorité pour l'écarter de ses délibérations, comme semble le prouver cette journée du 15 mai ?

D'ailleurs, les événements sont allés ensuite si vite que la possibilité de réunification n'a même pas eu le temps de se poser vraiment. Il est certain que si l'Internationale en était arrivée à une phase où elle aurait pu fonctionner comme un parti, ses membres auraient pu s'appuyer sur ses décisions pour mener leur action et constituer un groupe homogène et donc beaucoup plus fort politiquement. Toutefois, comme nous le verrons, jusqu'à la dernière barricade de la Commune, Varlin assumera, avec calme et courage, toutes les charges de la fonction que lui avaient déléguée le 26 mars les travailleurs de Paris.

« Le premier gouvernement de la classe ouvrière »

Mais, avant de poursuivre l'analyse de la pratique militante de Varlin pendant ces ultimes journées de la Commune, il nous faut nous arrêter, même brièvement, à l'analyse de ce que fut et de ce que réalisa cette Commune qui, composée de quelque quatre-vingts membres, dont Varlin, prit des mesures qui restent encore exemplaires après plus d'un siècle. Ecartons une paraphrase inutile et donnons la parole à Marx qui, dans La Guerre civile en France, *sut dégager de façon si magistrale et si enthousiaste à la fois le carac-*

tère alternatif de ce premier « gouvernement de la classe ouvrière » :

Quand la Commune de Paris prit la direction de la révolution entre ses propres mains ; quand de simples ouvriers, pour la première fois, osèrent toucher au privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels », les possédants, et, dans des circonstances d'une difficulté sans exemple, accomplirent leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement (et l'accomplirent pour des salaires dont le plus élevé atteignait à peine le cinquième de ce qui, à en croire une haute autorité scientifique, le professeur Huxley, est le minimum requis pour un secrétaire du conseil de l'instruction publique de Londres), le vieux monde se tordit dans des convulsions de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la république du travail, flottant sur l'Hôtel de Ville [...].

La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour un *salaire d'ouvrier.* Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'Etat, fut remise aux mains de la Commune.

Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments du pouvoir matériel de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres ;

elle décréta la dissolution et l'expropriation de toutes les Eglises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants. Les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée, pour y vivre des aumônes des fidèles, à l'instar de leurs prédécesseurs, les apôtres. La totalité des établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement et, en même temps, débarrassés de toute ingérence de l'Eglise et de l'Etat. Ainsi, non seulement l'instruction était rendue accessible à tous, mais la science elle-même était libérée des fers dont les préjugés de classe et le pouvoir gouvernemental l'avaient chargée.

Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de cette feinte indépendance qui n'avait servi qu'à masquer leur vile soumission à tous les gouvernements successifs auxquels, tour à tour, ils avaient prêté serment de fidélité, pour le violer ensuite. Comme le reste des fonctionnaires publics, magistrats et juges devaient être élus, responsables et révocables.

La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris ; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses mais importantes, qui restaient encore

à un gouvernement central ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire [...].

Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé [...].

La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle en vertu de son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre [...].

La grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence et son action. Ses mesures particulières ne pouvaient qu'indiquer la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple. Telles furent l'abolition du travail de nuit pour les compagnons boulangers ; l'interdiction, sous peine d'amende, de la pratique en usage chez les employeurs, qui consistait à réduire les salaires en prélevant des amendes sur leurs ouvriers

sous de multiples prétextes, procédé par lequel l'employeur combine dans sa propre personne les rôles du législateur, du juge et du bourreau, et empoche l'argent par-dessus le marché. Une autre mesure de cet ordre fut la remise aux associations d'ouvriers, sous réserve du paiement d'une indemnité, de tous les ateliers et fabriques qui avaient fermé, que les capitalistes intéressés aient disparu ou qu'ils aient préféré suspendre le travail.

D'ailleurs, dès le 12 avril 1871, dans une lettre à Kugelmann, Marx décrit l'essentiel — positif et négatif — de cet « assaut du ciel » par les travailleurs de Paris :

Si tu relis le dernier chapitre de mon *Dix-huit Brumaire,* tu verras que j'y exprime l'idée suivante : la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer de main l'appareil bureaucratico-militaire, mais le *briser.* Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent. C'est bien là d'ailleurs ce que tentent nos héroïques camarades parisiens. Quelle souplesse, quelle initiative historique, quelle capacité de sacrifice chez ces Parisiens ! Après avoir été, pendant six mois, affamés et désorganisés par la trahison intérieure plus encore que par l'ennemi extérieur, voilà qu'ils se soulèvent, sous la menace des baïonnettes prussiennes, comme si l'ennemi n'était pas toujours aux portes de Paris, comme s'il n'y avait pas eu de guerre entre la France et l'Allemagne ! L'histoire ne connaît pas d'autre exemple de pareille grandeur ! S'ils succombent, ce sera uniquement pour avoir été « trop gentils ». Il eût fallu marcher tout de suite sur Versailles, une fois que Vinoy d'abord, puis la fraction réactionnaire de la garde nationale de Paris eurent d'eux-mêmes laissé le champ libre. Par scrupules de conscience, on laissa passer le moment opportun. On ne voulait pas *déclencher la guerre civile,* comme si ce *mischievous* [méchant] avorton de Thiers ne l'avait

pas déjà déclenchée en tentant de désarmer Paris !
Deuxième faute : le Comité central résilia ses pouvoirs trop tôt, pour faire place à la Commune. Encore par un souci excessif d'« honnêteté » ! Quoi qu'il en soit, l'actuel soulèvement de Paris, même s'il succombe sous l'assaut des loups, des porcs et des sales chiens de la vieille société, est l'exploit le plus glorieux de notre parti depuis l'insurrection parisienne de juin.

« Il a tout son sang-froid et tout son courage »

Le dimanche 21 mai, les Versaillais avaient pénétré dans Paris par la porte Saint-Cloud.

La guerre des rues — écrit un ami communard de Varlin — avait remplacé les combats hors l'enceinte, elle fut aussi terrible qu'implacable. Sans espoir de succès, les combattants de la Commune ne cédaient guère que ce qui leur était arraché, défendant, farouches, indomptables, la ville de la révolution contre les soldats de la coalition de toutes les réactions.

Dans cette lutte du désespoir, Varlin se multiplia ; l'homme d'étude, de propagande et d'organisation se montra à la hauteur des tâches héroïques...

Et en effet, de ce dimanche 21 mai au dimanche suivant, Eugène Varlin ne cessa d'organiser la résistance de quartier en quartier. Les deux premiers jours, son écharpe rouge lui barrant la poitrine, son fusil à l'épaule, calme mais grave, il tente tout d'abord d'arrêter les Versaillais sur la rive gauche de la Seine, et plus particulièrement dans le quartier dont il est responsable, le 6ᵉ arrondissement. Il veille à ce que de

solides barricades soient érigées rue de Rennes, rue de Vaugirard, puis au carrefour de Buci, rue Racine. Il s'occupe aussi des problèmes sociaux créés par cette avance des Versaillais : avec Courbet et Beslay, il lance un appel pour loger les familles qui abandonnent les secteurs occupés par l'armée de la répression :

Les bombes et les obus des soi-disant défenseurs de l'ordre pleuvent sur nos quartiers excentriques. De nombreuses familles sont obligées de quitter leurs maisons détruites pour venir chercher un refuge au centre de la ville. Nous leur devons une fraternelle hospitalité... Dans notre arrondissement, les locaux libres sont en grand nombre ; il importe de les mettre immédiatement à la disposition de nos concitoyens qui viennent nous demander asile. A cet effet, nous invitons les propriétaires et concierges des maisons où se trouvent des logements vacants ou abandonnés à venir en faire la déclaration à la mairie dans le plus bref délai. Tous les bons citoyens sont invités à contrôler et compléter au besoin les déclarations des propriétaires et concierges.

Il doit à son tour se replier vers l'est, franchit le boulevard Saint-Michel et fait le coup de feu sur les barricades autour du Panthéon. Le 24, il faut traverser la Seine, les derniers bastions de la Commune étant ces quartiers ouvriers de l'est de Paris.

Le 25 mai, avec une vingtaine de délégués, Varlin participe à la dernière réunion de la Commune. Elle se tient à la mairie du 11ᵉ arrondissement, place Voltaire ; sur cette place où, un mois auparavant, l'on avait brûlé la guillotine dans une atmosphère de grande fête populaire.

A l'issue de la réunion, Delescluze, par désespoir, se fait tuer sur une barricade voisine. Varlin le remplace comme délégué à la guerre : il signe des ordres, donne des bons ou de l'argent pour les réquisitions ; il essaiera aussi d'empêcher, rue Haxo, l'exécution de cinquante otages — un bien faible tribu pourtant à la violence institutionnalisée par Thiers. Les Versail-

lais prennent une à une les barricades du quartier et massacrent tout ce qu'ils trouvent sur leur passage : hommes, femmes, enfants.

C'est le 27 mai que Varlin donne sans doute son dernier ordre : il fait battre la générale et le rappel pour rassembler les bataillons. C'est ce jour-là que, dans le dernier carré de résistance du côté de Belleville, Vallès a rencontré Varlin. Il raconte :

Il était midi peut-être. On mourait de faim. Les provisions étaient rares. On en trouva pourtant ; mais l'argent manquait. Ces voleurs de fédérés, ils étaient là avec des cartouches et un fusil, trente ou quarante, chez un pauvre homme à qui l'on avait demandé en riant s'il était pour Paris ou Versailles.

— Je suis aubergiste, avait-il dit.

Eh bien ! pas un de ces hommes couverts de poudre et de sang ne prit un morceau de pain sans le payer. Il dut faire une collecte pour que tout le monde mangeât. Il fallait marchander. C'est le restaurateur qui eut le dessus. Il gagna bien cent sous sur ce repas des funérailles.

Puis chacun partit où il croyait trouver des amis. On me dit que Varlin était quelque part à donner des ordres.

Nous allâmes de ce côté, et je vis en effet Varlin assis à côté du colonel géant.

Nous nous étions trouvés ensemble le premier jour de la semaine. Il était alors souriant et plein d'espoir, debout à la barricade de la rue de Rennes, faisant pointer sur la gare Montparnasse. Le ciel était bleu, le soleil clair : le peuple était partout en armes, et les pavés s'amoncelaient comme des tas d'oranges.

Aujourd'hui, il pleut — c'est un temps comme celui qu'il fait ici aujourd'hui à Londres. Quoique ce soit le 27 mai, le mois des roses, il tombe une pluie froide comme de la neige, et le terrain où se tiennent les dernières assises de Paris vaincu est défoncé et gras de boue. Nos souliers, qui ont presque tous marché dans le sang, font des taches rouges dans cette fange.

Varlin est pâle, les yeux caves, la lèvre frémissante. Il a tout son sang-froid et tout son courage. Mais le paysage et les nouvelles sont si tristes ! Les fusils lavés par l'eau du ciel gèlent les mains — les messages des barricades gèlent le cœur.

Je m'assieds près de lui.

— Tu viens à propos, tu vas m'aider à trouver le mot d'ordre.

— Belleville, puisque nous y sommes, et qu'on y va mourir.

— Et le mot de ralliement ?

— Bouchotte.

Il ne savait pas ce que c'était que Bouchotte. Il n'avait pas eu le temps de lire tous les livres, cet ouvrier, et il ignorait que c'était Bouchotte qui avait fait la gloire de Carnot et organisé la victoire. On adopta Bouchotte et Belleville. Ce fut le dernier mot de la Commune.

Quelques hommes qui attendaient partirent, et nous restâmes devant la table, les pieds dans la boue, frissonnant — c'était de froid.

Nous causâmes comme on fait aux heures suprêmes.

Il y avait avec nous un homme — vieillard honnête — barbe blanche, œil clair — que la colère avait affolé. On lui avait, je crois, tué son fils et sa petite-fille de huit ans. Il crachait contre le ciel et Versailles des cris pleins de larmes.

— Et c'est encore le peuple qui sera traité de scélérat. C'est nous qu'on appellera des bandits !

— Oui, dit Varlin ; oui, nous serons dépecés vivants. Morts, nous serons traînés dans la boue. On a tué les combattants, on tuera les prisonniers, on achèvera les blessés. Ceux qu'on épargnera, s'il en reste, iront pourrir au bagne. Oui, mais l'histoire finira par voir clair, et dira que *nous avons sauvé la République.*

Je me rappelle le mot, comme si j'y étais encore, même je le trouvai maigre en face du peuple à l'agonie, devant le drapeau social qui claquait sur nos têtes.

Depuis, Varlin est mort. On le dépeça vivant, deux jours après. Mais le souvenir de cette parole calme,

jetée dans la tempête du canon, m'a assailli chaque fois que j'ai lu un récit de supplice dans les prisons ou les pontons, à Nouméa ou à l'île de Nou. Ces jours-ci, je n'ai pu m'empêcher d'y penser, en songeant, moi qui suis proscrit, mais libre, qui appartiens au régiment des heureux de la défaite, en songeant à tous ceux qui ont subi l'horreur du ponton et du bagne, en songeant aux femmes devenues veuves, aux filles qui peuvent devenir catins, aux pères morts de tristesse parce que le fils était déporté, aux enfants qui furent laissés seuls dans la maison qu'avaient fouillée des baïonnettes.

— C'est vrai pourtant ! ce que Varlin me dit le 27 mai 1871.

Lissagaray raconte à son tour :

A dix heures, la résistance est réduite au petit carré que forment les rues du Faubourg-du-Temple, des Trois-Bornes, des Trois-Couronnes et le boulevard de Belleville. Deux ou trois rues du XX[e] se débattent encore, entre autres la rue Ramponneau. Une petite phalange, conduite par Varlin, Ferré, Gambon, l'écharpe rouge à la ceinture, le chassepot en bandoulière, descend la rue des Champs et débouche du XX[e] sur le boulevard. Un garibaldien d'une taille gigantesque porte un immense drapeau rouge. Ils entrent dans le XI[e]. Varlin et ses collègues vont défendre la barricade de la rue du Faubourg-du-Temple et de la rue Fontaine-au-Roi. Elle est inabordable de front, de face ; les Versaillais maîtres de l'hôpital Saint-Louis parviennent à la tourner par les rues Saint-Maur et Bichat.

A onze heures, les fédérés n'ont presque plus de canons, les deux tiers de l'armée les entourent. Rue du Faubourg-du-Temple, rue Oberkampf, rue Saint-Maur, rue Parmentier, on veut encore lutter. Il y a là des barricades qu'on ne peut tourner et des maisons qui n'ont pas d'issues. L'artillerie versaillaise les canonne jusqu'à ce que les fédérés aient consommé leurs munitions. La dernière cartouche brûlée, ils se jettent sur les fusils qui les enferment.

La fusillade s'assoupit ; il y a de longs silences. Le dimanche 28 mai, à midi, le dernier coup de canon fédéré part de la rue de Paris que les Versaillais ont prise. La pièce bourrée à double charge exalte le suprême soupir de la Commune de Paris.

La dernière barricade des journées de Mai est rue Ramponneau. Pendant un quart d'heure, un seul fédéré la défend. Trois fois il casse la hampe du drapeau versaillais arboré sur la barricade de la rue de Paris. Pour prix de son courage, le dernier soldat de la Commune réussit à s'échapper [...].

Les émigrés de Versailles, les immondes que roulent les victoires césariennes, assourdissaient les boulevards. Depuis le mercredi, cette populace se ruait aux convois de prisonniers, acclamait les gendarmes à cheval — on vit des dames baiser leurs bottes —, applaudissait aux tapissières sanglantes, accaparait les officiers qui racontaient leurs exploits à la terrasse des cafés, très entourés par les filles. Les pékins luttaient de désinvolture avec les militaires. Tel qui n'avait pas dépassé la rue Montmartre décrivait la prise du Château-d'Eau, se vantait d'avoir fusillé sa douzaine de fédérés. Des femmes élégantes allaient, en partie fine, regarder les cadavres et, pour jouir des valeureux morts, du bout de l'ombrelle soulevaient les derniers vêtements [...].

La lutte terminée, l'armée se transforma en un vaste peloton d'exécution. En juin 48, Cavaignac avait promis le pardon et il massacra ; M. Thiers avait juré par les lois, il laissa carte blanche à l'armée. Il était « pour la plus grande rigueur », afin de pouvoir dire sa parole célèbre : « Le socialisme est fini pour longtemps. » Plus tard, il raconta que le soldat ne put être contenu ; excuse inadmissible, les plus grands massacres n'eurent lieu qu'après la bataille.

Le dimanche 28, la lutte terminée, plusieurs milliers de personnes ramassées aux environs du Père-Lachaise furent amenées dans la prison de la Roquette. Un chef de bataillon se tenait à l'entrée, toisait les prisonniers à sa fantaisie et disait : A droite ! ou : A gauche ! Ceux de gauche étaient pour être fusillés. Leurs poches

vidées, on les alignait devant un mur et on les tuait. En face du mur, deux prêtres marmottaient les prières des agonisants.

Du dimanche au lundi matin, dans la seule Roquette, on massacra dix-neuf cents personnes. Le sang coulait à force dans les ruisseaux de la prison. Mêmes égorgements à Mazas, à l'Ecole militaire, au parc Monceau.

« Ce mort est tout aux ouvriers »

Dans ce climat de massacre et de terreur, Varlin ne chercha pas vraiment, semble-t-il, à échapper à la mort. Il aurait pu couper sa barbe, se déguiser, se cacher chez des amis comme le firent certains communards.

A-t-il agi par une sorte de désespoir profond ? Ou bien estimait-il juste que celui que des milliers de travailleurs parisiens avaient élu pour les représenter soit solidaire jusqu'au bout de ces milliers de communards anonymes, des ouvriers comme lui, ayant sacrifié leur vie pour la révolution ?

Tout le passé, toute la pratique militante de Varlin appuierait cette hypothèse d'une solidarité totale avec ses camarades prolétaires, une solidarité dans la lutte aussi bien que dans la mort.

Lissagaray évoque, avec une sobriété tragique, comment fut assassiné ce remarquable représentant de la classe ouvrière :

Varlin, hélas, ne devait pas échapper. Le dimanche 28, place Cadet, il fut reconnu par un prêtre qui courut chercher un officier. Le lieutenant Sicre saisit Varlin, lui lia les mains derrière le dos et l'achemina vers les buttes où se tenait le général de Laveaucoupet. Par les rues escarpées de Montmartre, ce Varlin qui avait risqué sa vie pour sauver les otages de la rue Haxo fut

traîné une grande heure. Sous la grêle des coups, sa jeune tête méditative qui n'avait eu que des pensées fraternelles devint un hachis de chairs, l'œil pendant hors de l'orbite. Quand il arriva rue des Rosiers, à l'état-major, il ne marchait plus ; on le portait. On l'assit pour le fusiller. Les soldats crevèrent son cadavre à coups de crosse. Sicre vola sa montre et s'en fit une parure.

Le Mont des Martyrs n'en a pas de plus glorieux. Qu'il soit, lui aussi, enseveli dans le grand cœur de la classe ouvrière. Toute la vie de Varlin est un exemple. Il s'était fait tout seul par l'acharnement de la volonté, donnant, le soir, à l'étude les maigres heures que laisse l'atelier, apprenant non pour se pousser aux honneurs comme les Corbons, les Tolains, mais pour instruire et affranchir le peuple. Il fut le nerf des associations ouvrières de la fin de l'Empire. Infatigable, modeste, parlant très peu, toujours au moment juste, et alors éclairant d'un mot la discussion confuse, il avait conservé le sens révolutionnaire qui s'émousse souvent chez les ouvriers instruits. Un des premiers au 18 mars, au labeur pendant toute la Commune, il fut aux barricades jusqu'au bout. Ce mort-là est tout aux ouvriers.

Ouvrages cités

VILLERMÉ, *Etat physique et moral des ouvriers,* 10/18, n° 582.

Patrick KESSEL, *Le Prolétariat français avant Marx,* Plon, 1968.

Norbert TRUQUIN, *Mémoires et Aventures d'un prolétaire,* « La Mémoire du peuple », Maspero, 1977. (De larges extraits ont été publiés dans la collection « Le peuple prend la parole », 1974.)

Agricol PERDIGUIER, *Mémoires d'un compagnon,* « La Mémoire du peuple », Maspero, 1977.

Karl MARX, *Lettres à Kugelmann,* « Classiques du marxisme », Editions sociales.

— *La guerre civile en France,* Editions sociales.

Jean BRUHAT, *Eugène Varlin,* E. F. R., 1975.

Jules VALLÈS, *L'Insurgé,* Livre de poche.

LISSAGARAY, *Histoire de la Commune,* Petite collection Maspero.

Louise MICHEL, *La Commune : Histoire et Souvenirs,* Petite collection Maspero.

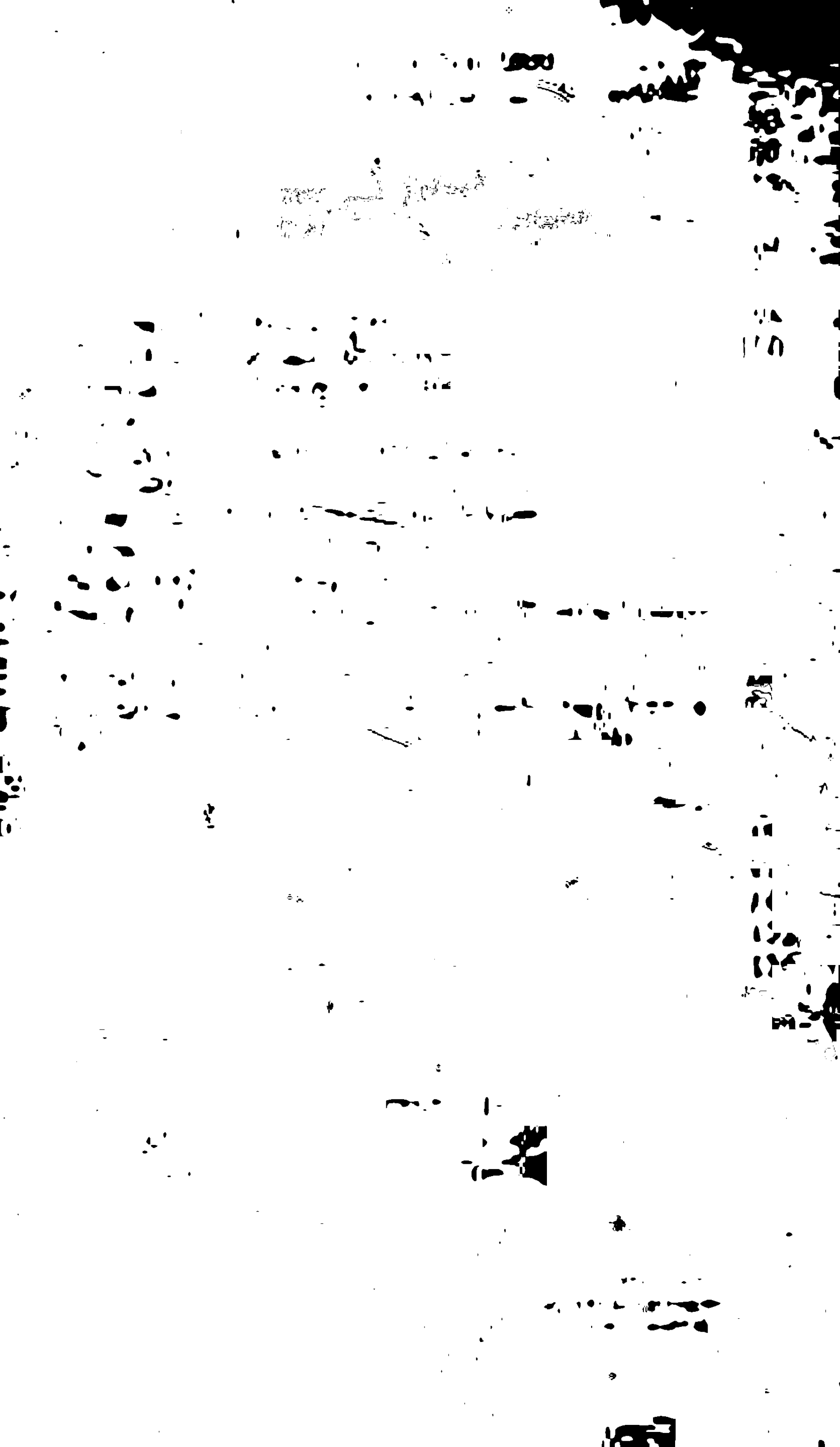
Gustave LEFRANÇAIS, *Souvenirs d'un révolutionnaire,* Tête de feuilles.

Table



Achevé d'imprimer par Corlet Numérique - 14110 Condé-sur-Noireau
N° d'Imprimeur : 7664 - Dépôt légal : février 2002 - Imprimé sur DemandStream

Imprimé en UE



Pratique militante
& écrits d'un ouvrier communard

L'une des grandes figures ouvrières de la Commune de Paris ☭ La prise de conscience révolutionnaire d'un prolétaire sous le second Empire ☭ Son action militante ☭ La création de coopératives et de restaurants ouvriers ☭ L'implantation des sections de la 1re Internationale ☭ Les luttes ouvrières : grèves à Genève, à Paris, au Creusot ☭ La chute de l'Empire et le siège de Paris ☭ La Commune : Varlin à la commission des finances, puis aux approvisionnements ☭ A trente-deux ans, Varlin tombe sous les balles versaillaises ☭

Paule ***LEJEUNE****, avec son bagage universitaire (agrégation des Lettres classiques, Doctorat d'audiovisuel) a bourlingué dans l'Éducation nationale, d'un pays à l'autre, d'une fonction à l'autre.*

Poète, photographe, écrivain.

Dominante de son œuvre : mettre en relief la présence des femmes dans l'Histoire.



ISBN : 2-7475-2004-8
16,80 €